

Lynda DEMATTEO

Chargée de recherche au Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales (LAIOS, EHESS-CNRS, Paris), elle est l'auteur d'une thèse sur la Ligue du Nord publiée en 2007 aux éditions du CNRS : *L'idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*. Elle poursuit des recherches sur les pratiques et les représentations politiques qui sortent des cadres institutionnels dans l'Europe contemporaine.

Aziliz GOUÉZ

Responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne, elle a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », qui interroge la façon dont l'Europe se vit et se construit au quotidien. Fruit de recherches croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède, ce projet met au jour de nouveaux espaces transnationaux apparus à la faveur de l'élargissement européen, les espoirs et les tensions qui les traversent.

## Fabriques de l'Europe

Depuis les années 1970, les provinces du Nord-Est de l'Italie se sont considérablement enrichies grâce à une myriade de petites entreprises caractéristiques du *Made in Italy*. De là est né le « mythe du Nord-Est », la transposition italienne du mythe de l'Ouest américain. Avant même la Chute du Mur de Berlin, pour mieux résister à la concurrence des pays émergents, les petits entrepreneurs de cette région ont commencé à délocaliser leurs unités de production dans la Roumanie communiste. Les entrepreneurs italiens appellent aujourd'hui *Far East* les anciens pays du Bloc de l'Est qui sont passés en moins de dix ans du « socialisme réel » au « capitalisme réel », car il s'agit pour eux d'une nouvelle Frontière au cœur de l'Europe.

A travers les témoignages de ces étranges « pionniers » du libéralisme, Lynda Dematteo nous ouvre les portes de l'une des fabriques de l'Europe où Italiens et Roumains travaillent ensemble, s'enrichissent mutuellement et se disputent les femmes.

www.notre-europe.eu  
e-mail : info@notre-europe.eu

## La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens

Lynda DEMATTEO





# La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens

## Circulations, asymétries et narrations

par Lynda DEMATTEO

sous la direction de Aziliz GOUEZ

PHOTO COUVERTURE : TIMIȘOARA , 2008 © RIP HOPKINS/AGENCE VU'



### Lynda DEMATTEO

Chargée de recherche au Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales (LAIOS, CNRS-EHESS, Paris), elle est l'auteur d'une thèse d'anthropologie politique consacrée à la Ligue du Nord réalisée sous la direction de Marc Abélès.

En 2004, elle a obtenu une bourse du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de Montréal pour renforcer sa spécialisation en anthropologie du contemporain.

Parallèlement, elle a participé à un projet de recherche pluridisciplinaire sur le droit de la clémence en Europe. Sa contribution sur les usages de la mémoire des « années de plomb » dans les débats contemporains italiens est publiée dans *Une histoire politique de l'amnistie* (PUF, 2007).

Dans son livre édité par le CNRS en 2007, *L'idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, elle développe une réflexion sur l'indépendantisme nordiste des militants de la Ligue du Nord, qui repose sur les analyses anthropologiques des rites d'inversion issues de sa thèse. Elle poursuit aujourd'hui des recherches sur les pratiques et les représentations politiques qui sortent des cadres institutionnels dans l'Europe contemporaine.

## Notre Europe

**N**otre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, l'association a l'ambition depuis 1996 de « penser l'unité européenne ».

Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous formes de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Ses analyses et propositions se concentrent autour de quatre thématiques :

- *Visions d'Europe* : la méthode communautaire, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne, le projet européen sont une œuvre en perpétuel mouvement. Notre Europe s'efforce de tracer une voie dans la multitude des futurs possibles.

- *La démocratie européenne en action : la démocratie se construit au quotidien. Notre Europe croit que l'intégration européenne concerne tous les citoyens, acteurs de la société civile et niveaux d'autorité dans l'Union et cherche donc à dégager les voies pour renforcer la démocratie européenne.*
- *Coopération, compétition et solidarité : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » sont l'essence du contrat européen selon Jacques Delors. Fidèle à cette vision, Notre Europe explore et avance des solutions innovantes en matière économique, sociale et de développement durable.*
- *Europe et gouvernance mondiale : modèle original de gouvernance dans un monde de plus en plus ouvert, l'Union européenne a un rôle croissant à jouer sur la scène internationale et pour le développement d'une gouvernance mondiale efficace, que Notre Europe contribue à définir.*

*Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : [www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu).*

## Résumé

Depuis les années 1970, les provinces du Nord-Est de l'Italie se sont considérablement enrichies grâce à une myriade de petites entreprises caractéristiques du *Made in Italy*. De là est né le « mythe du Nord-Est », la transposition italienne du mythe de l'Ouest américain. Avant même la Chute du Mur de Berlin, pour mieux résister à la concurrence des pays émergents, les petits entrepreneurs de cette région ont commencé à délocaliser leurs unités de production dans la Roumanie communiste. Les entrepreneurs italiens appellent aujourd'hui *Far East* les anciens pays du Bloc de l'Est qui sont passés en moins de dix ans du « socialisme réel » au « capitalisme réel », car il s'agit pour eux d'une nouvelle Frontière au coeur de l'Europe.

A travers les témoignages de ces étranges « pionniers » du libéralisme, Lynda Dematteo nous ouvre les portes de l'une des fabriques de l'Europe où Italiens et Roumains travaillent ensemble, s'enrichissent mutuellement et se disputent les femmes.

## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>P. 1</b>	<b>III - Globalisation <i>made in Italy</i></b>	<b>P. 93</b>
<b>I - Le « mythe du Nord-Est » ou le capitalisme sauvage en Europe</b>	<b>P. 21</b>	3.1 L'effacement des travailleurs roumains	P. 94
1.1 La Padanie, une anti-nation	P. 22	3.2 La marchandisation des femmes	P. 99
1.2 Le parti de soi-même	P. 27	3.3 Recyclage, trafic de déchets et « régions décharges »	P. 109
1.3 La « sécession invisible » ou la fuite des entrepreneurs vers l'Est	P. 34	3.4 Cris de révolte patronale	P. 117
1.4 Le goût de l'aventure et l'appât du gain	P. 40	<b>Conclusion</b>	<b>P. 125</b>
1.5 Narrations et contre-narrations dans le Nord-Est	P. 46	<b>Bibliographie</b>	<b>P. 133</b>
<b>II – La Ruée vers l'Est</b>	<b>P. 55</b>		
2.1 Archéologie de l'espace économique italo-roumain	P. 56		
2.2 Le retour des pionniers italiens	P. 65		
2.3 Le Banat ou l'Eldorado roumain	P. 73		
2.4 Les Italiens de Timișoara : une communauté diffractée	P. 80		

## Introduction

---

**L**e 31 octobre 2007, l'Italie est sous le choc : une Romaine de 47 ans est sauvagement agressée et violée par un immigré roumain d'appartenance rom alors qu'elle rentre du travail. Elle restera pendant plusieurs jours entre la vie et la mort avant de décéder. Cet événement tragique crée une telle vague d'émotion dans l'opinion publique italienne que le gouvernement de centre gauche s'empresse de faire passer un décret-loi permettant aux préfets d'expulser les ressortissants de l'Union européenne qui représenteraient une menace pour l'ordre public<sup>1</sup>. Les Roumains, qui sont la première communauté étrangère en Italie, deviennent alors la cible d'une violente campagne xénophobe. Les politiciens italiens (de gauche comme de droite) évoquent même des expulsions massives et des déportations<sup>2</sup>.

La Ligue du Nord dénonce cependant l'insuffisance des mesures d'expulsion :  
« L'abolition des visas d'entrée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 a engendré un nouveau

1 La directive européenne n°38 de 2004, qui régit le droit de libre circulation et de séjour des citoyens de l'Union et des membres de leur famille, donne la possibilité aux États européens d'expulser les ressortissants des autres pays de l'Union pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. Toute mesure en la matière se doit de respecter le principe de proportionnalité et doit être fondée exclusivement sur le comportement personnel du sujet. L'existence de condamnations pénales ne peut automatiquement justifier une telle mesure.

2 Le 5 novembre 2007, il y avait 2 744 citoyens roumains dans les geôles italiennes, soit 15,29% de la population étrangère incarcérée. Le gouvernement italien a convenu avec les autorités roumaines de leur transfert progressif dans les prisons de leur pays.

flux constant d'arrivées en provenance de Roumanie qui est venu grossir de manière considérable la communauté roumaine déjà présente en Italie, de 556 000 en 2006 à un million fin 2007. Parallèlement, ce transfert de population a déterminé une baisse de 26 % de la criminalité en Roumanie, qui sait pour quels motifs... Pas d'offenses gratuites, les Roumains ne sont pas tous des délinquants, loin de là. Cela dit, il faut se rendre à l'évidence, une bonne partie d'entre eux vient ici pour voler, simplement parce que les risques qu'ils encourent sont moins grands que chez eux ou que dans les autres pays européens (*La Padania*, 7/11/2007) ». Il est difficile de porter crédit aux chiffres avancés par le quotidien de la Ligue : souvent fantaisistes, ils ne sont là que pour corroborer des propos idéologiques, toujours les mêmes, associant immigration et criminalité.

Les excès de parole des politiciens italiens ont eu pour effet de détériorer les relations diplomatiques entre les deux pays, le gouvernement roumain dénonçant, de son côté, la confusion entre les émigrés et les criminels. Face aux réprobations des entrepreneurs italiens qui opèrent en Roumanie, les politiciens ont cependant été contraints de revenir en partie sur leurs déclarations. L'Italie est en effet, avec l'Allemagne et l'Autriche, l'un des principaux partenaires commerciaux de Bucarest, et les entrepreneurs qui ont délocalisé une partie ou la totalité de leurs activités de production en Roumanie depuis le début des années 1990, craignent des mesures de rétorsion économique de la part des autorités roumaines. C'est ainsi que l'Italie a pris conscience du degré d'interdépendance économique qui la lie désormais à la Roumanie.

Très tôt, avant même la chute du régime communiste, les petits entrepreneurs italiens ont « fui » vers la Roumanie, pressurisés par le régime fiscal italien, la concurrence asiatique, et tentés par les bas coûts de la main-d'œuvre à l'Est. Dans les années 1990, le processus de globalisation de l'économie a radicalement transformé le système des petites et moyennes entreprises du Nord, et en particulier les fameux districts industriels de Vénétie. La délocalisation est l'élément le plus évident de cette vaste transformation qui ne concerne pas seulement la production, mais également une gamme de fonctions industrielles toujours plus large. Le processus apparaît dorénavant irréversible.

De récentes études de sociologie économique soulignent que les districts industriels italiens sont désormais au centre de chaînes de production globales, de plus en plus complexes, à tel point que le sociologue Daniele Marini parle de « *dislarghi* » et non plus de « *distretti* » [districts industriels]. Seule une ethnographie multi-sites permet de saisir les logiques de fonctionnement de ces « multinationales de poche » qui opèrent à l'échelle globale. Le système de production des articles *Made in Italy* est en effet devenu post-national : le territoire sur lequel est produit un bien ne détermine plus son étiquetage. Nombre d'entreprises de la mode caractéristiques du modèle italien font produire tous leurs articles à l'étranger. C'est donc un savoir-faire, un style et des stratégies marketing qui déterminent aujourd'hui l'identité des produits italiens (Redini, 2008, p. 106-107). Dans ce système de production déterritorialisé, l'identité des produits et, partant, celle des personnes qui les consomment, est le fruit d'une pure construction, parfois très élaborée.

## Les espaces transnationaux de l'Europe

Les relations économiques qui lient l'Italie et la Roumanie sont caractérisées par un double mouvement : l'implantation de très nombreuses industries manufacturières italiennes dans la région du Banat, à l'Ouest de la Roumanie, et l'arrivée massive, à partir de 2002, de nombreux émigrés roumains (le plus souvent originaires de l'Est du pays) en Italie. Ferruccio Gambino et Devi Sacchetto, deux sociologues de l'Université de Padoue, décrivent cet espace comme un « archipel productif » (Gambino, Sacchetto, 2008). Il consiste en un entrelacs de relations d'échanges qui connectent entre eux des espaces de production non contigus. Ces systèmes complexes restent souvent dans l'ombre par comparaison à ceux des multinationales, qui recourent à des systèmes logistiques standardisés. Pourtant, ces réseaux d'échanges dont on mesure mal la portée économique (parce qu'ils sont moins importants en volume ou parce qu'ils empruntent des voies illégales), sont extrêmement riches d'un point de vue social et culturel, et finissent même par constituer des espaces qui ont leurs propres structures de pouvoir. L'anthropologue français Alain Tarrius a ainsi fait une description

magistrale de l'archipel productif qui connecte l'arc méditerranéen de Valence à Marseille avec les pays du Maghreb (Tarrius, 2002).

Les déplacements professionnels des Italiens sont généralement qualifiés de « pendulaires » (généralement hebdomadaires). Rares sont ceux qui décident de s'installer en Roumanie, à moins qu'ils n'épousent une Roumaine. La plupart des entrepreneurs et des techniciens italiens rentrent chez eux le week-end pour retrouver leurs familles. De son côté, l'émigration roumaine vers l'Italie est de nature « circulaire », saisonnière en fonction des activités, ou temporaire en fonction des projets personnels. Ces allers et retours sont favorisés par la compagnie régionale *Carpatair* et les compagnies *low cost* (*Ryanair*, *Wizz Air*, etc.) qui exploitent les lignes entre le Nord de l'Italie et la Roumanie. Nous sommes confrontés non pas tant à des communautés structurées (roumaine en Italie et italienne en Roumanie), qu'à un ensemble de mouvements croisés qui finissent par constituer un espace économique transculturel. Ces mouvements en chassé-croisé sont liés, même si les entrepreneurs italiens se sont principalement implantés dans la région de Timișoara, capitale du Banat roumain, et si les émigrés roumains viennent plutôt de l'Est (Iași, Bacău, etc.). Pressés de fuir leurs conditions de vie difficiles, les Roumains apprennent facilement l'italien et s'insèrent rapidement sur le marché du travail de la péninsule. Ces déplacements ont été si importants que les régions de l'Est de la Roumanie se sont aujourd'hui vidées de leurs actifs et que les régions de l'Ouest du pays (les plus industrialisées) connaissent des pénuries de main-d'œuvre qui freinent la poursuite de leur développement économique. Certains industriels installés dans le Banat ont même été contraints de faire venir des travailleurs étrangers en Roumanie, notamment des Chinois, jusqu'à l'explosion de la crise financière de l'été 2008.

Ainsi, depuis maintenant vingt ans, Italiens et Roumains travaillent ensemble, pour le plus grand bénéfice de leurs deux pays. Roberto Scagno, professeur de littérature roumaine à Padoue, souligne à quel point le sensationnalisme des médias transalpins nuit à une juste représentation des relations italo-roumaines. Comme il le rappelle, le succès des Jeux Olympiques d'Hiver de Turin (en février 2006) est en partie imputable aux ouvriers roumains qui ont rénové les infrastructures de la région, construit en un temps record des équipements sportifs et des logements pour les touristes ; le tout sans qu'il y ait de victimes ni d'ac-

cidents graves. Pourtant, ce fait est passé presque inaperçu aussi bien en Italie qu'en Roumanie. En revanche, ces deux dernières années, les journalistes italiens n'ont cessé d'arbitrer des débats furibonds entre partisans de la « tolérance zéro » contre les criminels roumains (le plus souvent identifiés aux Roms) et défenseurs du principe de responsabilité individuelle qui interdit toute forme de discrimination basée sur la différence ethnique<sup>3</sup>. Face à ces nouvelles tensions, l'écart de vue entre les entrepreneurs et les politiciens s'accroît. Souvent, les hommes politiques italiens dénoncent les aspects les plus négatifs de la globalisation (délocalisations, migrations, développement de l'économie souterraine...) et distillent la peur sans prendre la mesure de la transition industrielle en cours à l'échelle du continent. Nous pourrions, au contraire, montrer que les liens économiques noués entre les deux pays, malgré des asymétries évidentes, ont contribué à un transfert de richesses (en termes d'investissements bien sûr, mais également de compétences techniques et professionnelles), et favorisé un rééquilibrage entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. De ce point de vue, les districts industriels italiens sont-ils des modèles de développement pour les pays de l'Est, comme l'avancent l'OCDE et certains spécialistes transalpins lorsqu'ils parlent de « délocalisations solidaires » ? La nouvelle interdépendance économique entre l'Italie et la Roumanie peut-elle être à l'origine d'un partenariat respectueux et constructif au sein de l'Union européenne ?

En délocalisant leurs productions, les entrepreneurs du Nord-Est de l'Italie font l'expérience d'appartenances plurielles et fluides : « La circulation généralisée est à l'origine de nouveaux référents subjectifs qui rendent de plus en plus anachroniques les formes d'identification liées au territoire et à l'État » (Abélès, 2008, p. 114). Ainsi entre Trévise et Timișoara, un nouvel espace économique transfrontalier s'est constitué à la faveur des délocalisations et des flux migratoires. Les Italiens en transit ont même baptisé cet espace dans lequel ils circulent : « Trevisoara ». Ces flux ne sont pas anecdotiques, puisqu'il y a aujourd'hui 18 000 entrepreneurs italiens en Roumanie, installés pour la plupart dans le Banat. Les allers et retours qu'effectuent constamment les entrepreneurs italiens entre leur pays et la Roumanie font d'eux des trans-migrants et cela modifie substantiellement leurs points de vue et leurs options politiques. Se développe chez eux une certaine

<sup>3</sup> <http://firiweb.wordpress.com>



forme d'extériorité par rapport aux représentations communes en Italie. Ils raillent volontiers la peur du Roumain qui s'est diffusée ces dernières années dans leur pays et affichent un intérêt renouvelé pour le destin du continent européen. De manière significative, ils ont appuyé l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne tandis que beaucoup d'Italiens manifestent encore leurs inquiétudes quant aux conséquences de cette adhésion.

Cette étude sera donc l'occasion de réfléchir sur l'émergence d'espaces transnationaux au sein de l'Union élargie. Dans quelle mesure les délocalisations peuvent-elles contribuer à l'émergence de sphères transculturelles ou comment s'articulent production de marchandises et production de culture ? Nous nous efforcerons de pallier un manque de connaissance et de reconnaissance. Pourquoi l'espace transculturel n'est pas représentable dans l'Europe élargie ? Donner à voir les échanges économiques et culturels, les influences réciproques, les lieux où les frontières s'effacent et deviennent floues semble encore problématique comme le prouve la vague de xénophobie dont sont victimes les Roumains en Italie. Cette réaction est aussi le produit du déni qui frappe la contribution économique des Roumains dans le système de production italien. Souvent l'un des deux protagonistes du processus s'efface derrière le principal bénéficiaire de ces échanges asymétriques, et comme nous le verrons, ce déni émane plus souvent de la sphère politique que de la sphère économique.

Les crispations nationalistes nous empêchent de saisir l'ampleur des bouleversements en cours. L'ouverture des frontières dans l'Union des vingt-sept a favorisé l'émergence d'espaces économiques transfrontaliers qui bousculent nos représentations politiques. Le concept traditionnel de souveraineté territoriale est redéfini. De nouveaux ensembles socio-économiques émergent, dont la définition politique reste très vague. Dans ce contexte, l'anthropologie politique se révèle tout à fait utile pour documenter les déplacements qui s'effectuent au niveau infra et supra-national en échappant aux contrôles institutionnels (Abélès, Cuillerai, 2002). À l'intérieur de l'Union élargie, ce n'est plus seulement la politique, mais aussi les stratégies individuelles des acteurs économiques qui donnent forme et sens à l'espace : l'intérêt particulier s'émancipe des contraintes collectives et organise de manière inédite de nouveaux espaces. Des appartenances anciennes ou nouvelles peuvent alors s'exprimer à la faveur de cette autonomisation de

l'économie. Ainsi, différentes spatialités politiques cohabitent au sein de l'Union européenne et il convient de les conceptualiser.

Pris entre intérêts individuels et intérêts collectifs, nombre d'entrepreneurs sont tiraillés par des contradictions profondes que savent exploiter les partis d'extrême droite. Des Flandres à la Lombardie-Vénétie, on observe ainsi l'affirmation politique d'une Europe médiane qui correspond à la zone transversale la plus active et la plus riche du continent (la « banane bleue » des géographes). Du Nord au Sud, les régions situées dans la sphère culturelle germanique prennent de la distance par rapport aux capitales nationales et aux manières de faire et de se représenter la politique propres aux systèmes étatiques. L'émergence de ce nouvel ordre politique fragmenté détermine peut-être la réactivation de l'antique conflit entre Guelfes et Gibelins dans les régions de l'ancien Empire romain germanique<sup>4</sup>. Les Guelfes étaient sensibles aux autonomies régionales tandis que les Gibelins étaient favorables au renforcement des pouvoirs princiers ; ils défendaient chacun une conception opposée du pouvoir, l'une immanente, l'autre transcendante.

En Italie, le néo-guelfisme<sup>5</sup> constitue la matrice idéologique de la Ligue du Nord (Dematteo, 2001). Les discours de la Ligue s'appuient en effet sur ce que les Italiens appellent le « *prepolitico* » (un en-deçà du politique), c'est-à-dire des conceptions particularistes propres à l'homme guichardinien (opposé à l'homme machiavélien) qui évolue dans le monde a-politique de la communauté affective, étrangère aux conflits politiques et sensible avant tout aux intérêts privés<sup>6</sup>. La nouvelle droite fait ainsi de la région le lieu de l'entre-soi, des racines et des intérêts communs. La Ligue prospère aujourd'hui en Vénétie sur un certain nombre de conceptions qui lui préexistent. Ici, le pragmatisme économique prévaut sur l'action politique, la sphère privée sur la sphère publique, Guichardinien sur Machiavel, le Pape sur le Prince. Le Nord-Est est depuis longtemps<sup>7</sup> l'un des territoires de la réaction en

4 Au Moyen Âge, les Gibelins, partisans de l'Empereur Henri IV, s'affrontèrent aux Guelfes au sujet de la collation des titres ecclésiastiques (querelle des Investitures : 1075-1122). Le Pape cherchait à affaiblir le pouvoir temporel en s'appuyant sur les marchands qui avaient investi les assemblées communales, tandis que l'Empereur s'appuyait sur l'aristocratie afin de rétablir l'ordre sur ses domaines, l'un et l'autre cherchant à établir sa suprématie.

5 Le néo-guelfisme qui fut théorisé par Vincenzo Gioberti (1801-1852), prêtre et patriote, était favorable à la création d'un État italien fédéré autour du Pape.

6 François Guichardin (1482-1540), historien florentin, plus modéré que son contemporain Nicolas Machiavel, était favorable aux oligarchies citadines et au *statu quo* politique. Il est l'auteur d'une critique de la méthode de pensée machiavélienne traduite depuis peu en français.

7 Depuis l'invasion de la République de Venise par les troupes bonapartistes, en 1797, ces territoires sont hostiles aux valeurs politiques portées par la Révolution française. Ils furent alors le théâtre de massacres perpétrés contre les paysans en révolte contre l'envahisseur et contre les citadins séduits par les idées républicaines.

Europe, comme l'illustre l'anthropologue américain Douglas R. Holmes à travers le concept d'*integralism* (Holmes, 2000). Cette région défend en effet une conception traditionnelle de l'identité, affiche son rejet du multiculturalisme (en dépit de sa réalité sociale) et ne cache pas ses points de désaccord avec la Charte européenne des droits de l'Homme. En Italie, ces tentations de repli communautaire sont souvent raillées comme pré-politiques, mais comme ces mêmes solidarités communautaires ont par ailleurs favorisé l'essor de la région dans une économie ouverte, elles sont peut-être déjà post-politiques. C'est en effet leur succès économique sur la scène globale qui conditionne l'intolérance des Vénètes envers l'intrusion de l'État italien dans leurs affaires. Il apparaît donc essentiel de dépasser les stéréotypes alimentés par la Ligue du Nord afin de saisir ce qui est réellement en train de se jouer dans cet espace-charnière entre l'Ouest et l'Est.

Les revendications autonomistes des régions frontalières sont préoccupantes parce qu'elles dissimulent souvent des micro-nationalismes xénophobes comme le souligne Bruno Luverà, spécialiste du Sud Tyrol (Luverà, 1999, p. IX). Certaines de ces régions transfrontalières, qui sont souvent présentées comme le lieu de la pacification et de la coopération entre les nations, sont à ses yeux des « germano-régions » qui dissimulent mal des nostalgies réactionnaires et même des visées expansionnistes. La promotion d'euro-régions pour les territoires « litigieux » – les Sudètes, le Tyrol, ou l'Alsace – répondrait à des logiques de ce type. Dans cette perspective, l'autonomie territoriale (centrale dans les discours des autonomistes de la Ligue) peut être interprétée comme le stade préparatoire d'un processus politique institutionnel qui devrait conduire à l'exercice d'une forme *soft* d'auto-détermination. Cette idéologie a une faible légitimité dans les institutions européennes, mais recueille des suffrages dans un certain nombre de régions riches d'Europe de l'Ouest. Le centre moteur de l'euro-régionalisme est « l'Etat libre de Bavière ». Son ancien Président, Edmund Stoiber, est l'un des principaux représentants de ce courant idéologique. Bien que celui-ci l'ait nié, les autorités italiennes soupçonnèrent la Bavière de financer les entreprises sécessionnistes de la Ligue (*La Repubblica*, 23/11/1996). Il est certain, en revanche, que ce Land finance le centre théorique de l'ethno-fédéralisme, l'Intereg (*International Institute for Ethnic-Group Rights and Regionalism*)<sup>8</sup>. Cet institut munichois fondé en 1977 est le lieu d'élaboration théorique d'un nouveau régionalisme ethniciste européen.

<sup>8</sup> www.intereg.org.

## Du succès économique à la rébellion politique

Depuis maintenant quinze ans, le Nord-Est, c'est-à-dire la partie la plus riche et la plus dynamique de l'Italie, se distancie culturellement et politiquement du reste du pays, sans que les élites locales ne parviennent à se faire les interprètes de ce mouvement à l'échelle nationale, laissant la Ligue du Nord, seul maître du jeu politique. Trois éléments caractérisent cette évolution régionale : un boom économique et une modernisation soutenue, la permanence des structures catholiques qui ont favorisé et accompagné ce développement, et un rejet massif de la politique sous sa forme nationale traditionnelle. Le centre de production de la mode et du design *Made in Italy* s'internationalise et se détache de Rome. Les trois Vénéties (Trentin-Haut-Adige, Vénétie, Frioul-Vénétie-Julienne) se distinguent des autres régions du Nord de l'Italie, lesquelles sont mieux intégrées dans l'espace national. Le Trentin-Haut-Adige n'a été annexé par la monarchie italienne qu'à l'issue de la Première Guerre mondiale, et la province de Bolzano (Sud Tyrol) reste à ce jour majoritairement germanophone. Le Trentin-Haut-Adige et le Frioul-Vénétie-Julienne sont quant à elles des « Régions à Statut spécial » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Trentin, la Vénétie et le Frioul parlent quotidiennement *veneto* et affichent une homogénéité linguistique et culturelle indéniable. Certains militants autonomistes de Vénétie évoquent même la reconstitution d'une « grande Vénétie », mais cette question reste taboue à l'intérieur même de la Ligue du Nord.

La Ligue du Nord est une fédération de ligues autonomistes régionales créée en 1992 à l'initiative du leader de la Ligue Lombarde, Umberto Bossi. Ce mouvement fédéraliste promeut une profonde réforme des institutions italiennes visant la création de Régions aux compétences très larges. Cette réforme permet aux Régions du Nord de conserver la majeure partie des impôts perçus grâce au « fédéralisme fiscal » et de disposer d'un véritable pouvoir législatif. Les élus des « provinces blanches » de Lombardie et de Vénétie, quelques soient leurs orientations politiques, sont tous globalement favorables à ce projet. Le Piémont se montre plus réticent parce qu'il fut l'artisan de l'unité et parce que la culture de l'antifascisme y fut plus forte. L'Émilie-Romagne devrait également faire partie de la Padanie, cette nouvelle nation que la Ligue projette de constituer. Cependant,

les « provinces rouges » qui composent l'Émilie-Romagne sont hostiles à l'idéologie de droite qui sous-tend ce projet de réforme<sup>9</sup>. Il est en réalité très difficile de tracer les frontières de la « nation padane », car toute une partie du Nord ne s'y reconnaît pas et réaffirme, par réaction, sa fierté d'être italienne.

Dans les années 1990, la Ligue est parvenue à coaliser les intérêts économiques et les identités locales du Nord-Est « contre l'Etat ». L'écart entre le dynamisme économique du Nord-Est et les lenteurs de l'administration centrale était devenu si intolérable que les entrepreneurs envisageaient avec sérieux la sécession. Certains commentateurs locaux ont alors évoqué un « automne chaud » des travailleurs autonomes et craint l'émergence d'un « terrorisme économique ». La Vénétie s'était déjà illustrée à diverses reprises par ses accès de fièvre anti-étatiste : le Nord-Est fut dans les années 1970 le principal foyer du terrorisme rouge et noir. Dans ce contexte tendu, la Ligue du Nord a joué le rôle de soupape de sécurité et accompagné le processus de transition entre le monde de la Guerre froide et celui de la globalisation. Elle est venue signifier la fin d'une époque marquée par la pauvreté, l'affrontement idéologique et le terrorisme. Cela ne fait pas de la Ligue un phénomène transitoire, loin de là, car les catégories idéologiques qu'elle a promues au début des années 1990 apparaissent aujourd'hui beaucoup plus « légitimes » qu'elles ne l'étaient initialement en raison d'une explosion des chiffres de l'immigration et d'une dégradation générale des conditions de vie liée à la transition post-fordiste et l'intensification de la concurrence internationale. Silvio Berlusconi aura de surcroît renforcé la crédibilité politique de la Ligue et élargi son audience en intégrant des élus léghistes dans ses différentes équipes gouvernementales.

En s'alliant avec le leader de *Forza Italia* à la veille des élections régionales de l'an 2000, Umberto Bossi a remis ses mots d'ordre sécessionnistes en espérant obtenir une profonde réforme de la Constitution dans un sens fédéral. Cependant,

<sup>9</sup> L'inertie électorale est en Italie du Nord une donnée tout à fait particulière. Cela tient au fait que le vote y revêt une dimension identitaire très forte, dont il faut rechercher les sources dans le passé sans pour autant tomber dans les travers déterministes de Robert Putman. Ainsi, les « provinces blanches » sont les provinces de la *Terza Italia* qui, depuis la Libération, ont toujours voté massivement pour la Démocratie Chrétienne. Sur ces territoires périphériques, les représentants catholiques régulaient l'ensemble de la vie sociale et ont engendré une monoculture politique tout à fait particulière. Le *legghismo* s'est développé sur ce terreau démocrate-chrétien (Dematteo, 2007). Les « provinces rouges » sont, comme leur nom l'indique, des fiefs de la gauche communiste et socialiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un système de coopératives agricoles a soutenu le développement de ces provinces, dont l'activité économique est plutôt orientée vers l'agro-alimentaire. Les provinces des Marches et de Toscane appartiennent à ce même modèle.

le 25 juin 2006, l'Italie – à l'exception notable du Nord-Est et de la Lombardie – a rejeté la réforme de la Constitution promue par Bossi lorsqu'il était dans le second gouvernement Berlusconi (2001-2006). Ce fut un camouflet pour le leader de la Ligue qui s'est ensuite efforcé de remettre à l'ordre du jour la question de l'altérité politique de la Lombardie-Vénétie, autrefois intégrée à l'Empire austro-hongrois. Un article de l'historien Ernesto Galli della Loggia (*Corriere della Sera*, 2/07/2006) relance le débat à l'échelle nationale, amenant les différents participants à souligner l'artificialité de cet espace politique. Créée en 1815, la Lombardie-Vénétie n'aurait jamais été qu'un instrument de domination autrichien. Pour Claudio Magris, les différences culturelles et politiques entre la Lombardie et la Vénétie sont telles qu'elles rendraient le nouveau projet d'Umberto Bossi tout simplement caduque (*Corriere della Sera*, 3/07/2006). Aujourd'hui, dans un contexte plus incertain, les résultats électoraux de 2008 ont remis Umberto Bossi en selle : il espère reconquérir la majorité dans l'ensemble du Nord et menace de nouveau le *leadership* de Silvio Berlusconi dans la partie la plus active du pays<sup>10</sup>.

Les tensions centrifuges dont la Ligue du Nord s'est faite l'interprète n'ont donc pas disparu, comme aurait pu le laisser penser le reflux électoral de 1999. Elles se sont au contraire radicalisées avant de changer de forme. Les habitants de Vénétie récusent la médiation politique, car ils sont convaincus qu'ils peuvent en faire l'économie pour se consacrer exclusivement à l'entrepreneuriat privé et l'enrichissement local. C'est en cela que réside ce que l'on appelle en Italie le « mythe du Nord-Est ». Synthétisé à travers toute une série de représentations par le journaliste Giorgio Lago (1937-2005), ce mythe évoque tout d'abord un modèle de développement économique ultralibéral, à la limite de l'illégalité, dont on vante les succès depuis les années 1990. Ce modèle se distingue par une myriade de petites unités de production et par la souplesse de sa structure en réseau (la sous-traitance en chaîne des districts industriels des Préalpes italiennes). Il est le propre du capitalisme du Nord-Est, mais il est également présent dans d'autres

<sup>10</sup> Silvio Berlusconi ne fait plus l'unanimité dans le Nord-Est. Il a perdu de peu les élections de 2006, car l'autonomiste Giorgio Panto (décédé depuis dans un accident) est parvenu à lui soutirer des voix grâce à son *Partito Nazionale Veneto*. Ensuite, si nous rapportons les résultats de 2008 à ceux de 2006, on se rend compte que le Parti des libertés (de Silvio Berlusconi) et Alliance Nationale (de Gianfranco Fini) ont perdu à eux deux 254 000 électeurs en Vénétie et 236 000 en Lombardie, essentiellement en faveur de la Ligue. Dans l'ensemble du Nord de l'Italie, le Parti des libertés a perdu en tout 800 000 électeurs. Parallèlement, la Ligue est revenue à son niveau record de 1996 lorsqu'elle avait effleuré les 30 % des voix dans le Nord de l'Italie. Ce chiffre n'est pas seulement le résultat des performances réalisées dans les places fortes *legghista* de Trévise, Vicence, Vérone et Belluno, c'est également la conséquence d'un élargissement des aires de consensus léghiste vers des provinces généralement plutôt méfiantes à l'égard d'Umberto Bossi : Padoue, Rovigo et même Venise.

régions de l'Italie. Dans le Piémont, les districts de Biella et de Cuneo appartiennent au même modèle. Initialement, la chaîne de production fordiste a été décomposée en plusieurs petites unités sous-traitantes qui fabriquent les différents éléments du produit avant qu'il ne soit assemblé, puis commercialisé par les grandes marques ou les multinationales. Aujourd'hui, les districts industriels du Nord-Est se sont disloqués et internationalisés, car les grands groupes ont recherché dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre, des fournisseurs plus compétitifs ou contraint leurs sous-traitants habituels à délocaliser leurs unités de production pour bénéficier d'un salariat moins onéreux et plus flexible<sup>11</sup>.

Le mythe du Nord-Est peut être décrit comme la transposition italienne du mythe de l'Ouest américain. En 1996, le célèbre journaliste italien, Gian Antonio Stella, raconte son périple dans le Nord-Est de l'Italie dans un ouvrage intitulé *Schei* (« argent » en dialecte vénète). Il y décrit d'incroyables succès économiques et souligne que les Vénètes ont finalement trouvé l'Amérique chez eux et qu'ils ne sont plus contraints d'émigrer comme par le passé. Cette région était en effet l'une des plus pauvres d'Italie jusqu'au début des années 1960, et une large part des émigrés italiens en est originaire. C'est aussi pour cette raison que le mythe américain fait intégralement partie de la culture de la Vénétie. Qu'ils aient ou non maintenu des liens avec eux par-delà l'océan, les Vénètes ont tous un grand-père ou un grand-oncle émigré et, aujourd'hui encore, des cousins américains ou argentins. Les entrepreneurs vénètes transposent aujourd'hui cette expérience historique à l'Est et appellent « *Far East* » les anciens pays du bloc soviétique qui sont passés en moins de dix ans du « socialisme réel » au « capitalisme réel ». Il s'agit pour eux d'une « nouvelle Frontière » au cœur de l'Europe.

Ainsi, la construction du « mythe du Nord-Est » est indissociable de l'émergence politique de la Ligue du Nord. Il est le fruit d'un capitalisme particulier, celui de la « Troisième Italie » qui n'est ni le Nord métropolitain (Gênes, Turin, Milan), ni le Mezzogiorno, mais le Nord provincial qui a connu un développement spectaculaire à partir des années 1960 (Bagnasco, 1977). Ce mythe contribue à naturaliser la richesse récemment acquise par les Italiens des provinces périphériques du Nord et leur permet de redéfinir leur position hiérarchique et leur rôle écono-

mique en Europe. Ces discours sont l'expression d'une incroyable revanche sur la pauvreté qui se traduit malheureusement trop souvent par un égoïsme forcené et une hostilité à l'égard des institutions nationales qui ont négligé ces territoires et tenu dans le mépris leurs habitants.

## Méthodologie

Les entrepreneurs vénètes n'ont pas attendu Umberto Bossi pour agir. À la sécession comme stratégie délibérée mise en œuvre par un parti minoritaire et fermé, a succédé la tendance beaucoup plus consensuelle d'opérer « loin » et « au-delà des frontières nationales ». De plus en plus, les trois Vénéties se projettent vers l'extérieur (vers l'Est et notamment vers la Roumanie) selon des modes qui ne sont pas seulement ceux du marché. Les élus locaux tissent des liens avec les représentants politiques des régions frontalières : Carinthie, Tyrol autrichien, Istrie, etc. L'élite du Nord-Est (toutes tendances politiques confondues) envisage les intérêts de la zone comme insérés dans des contextes extérieurs et non plus nationaux. Les acteurs économiques parlent (en lien avec la révolution post-industrielle) de l'internationalisation de leur région et entendent « faire système » à l'échelle mondiale. Ils tissent de nouveaux liens, dessinent de nouveaux espaces et expérimentent de nouvelles appartenances dans un contexte plus ouvert et mouvant.

Notre ambition est donc de décrire les modes de circulation au sein de l'espace transfrontalier qui s'est constitué entre l'Ouest de la Roumanie et le Nord-Est de l'Italie, d'analyser les narrations qui s'articulent autour de ces nouvelles expériences et de pointer les asymétries sociales qui s'y structurent. À travers cette approche, nous nous attachons à restituer l'Europe « vue d'en bas », celle qui se fait et qui se pense loin des institutions. Je m'appuie essentiellement sur les travaux des anthropologues américains Akil Gupta et James Ferguson pour penser le transnationalisme dans ce contexte particulier (Gupta, Ferguson, 1997). Le processus d'internationalisation de l'industrie italienne, marqué par un tropisme nord oriental, engendrerait, selon mes hypothèses, une reconfiguration territoriale post-nationale, une redéfinition des appartenances et des réactions xénophobes, exprimées localement par la Ligue du Nord.

<sup>11</sup>Cette décomposition des districts a engendré la fin du *localisme* qui sous-tendait l'idéologie du premier *leghismo*.

Cette recherche transfrontalière nous conduit sur un terrain peu connu des Européens de l'Ouest, le Banat roumain, autrefois intégré à l'Empire austro-hongrois. Il s'agit d'une partie de la plaine de Pannonie limitée par le Danube au Sud, la Tisza à l'Ouest, le Mureș au Nord, les Carpates méridionales à l'Est, et dont la capitale est la ville de Timișoara. Les liens que le Nord-Est renoue à distance de plusieurs décennies avec cette région, roumaine depuis 1919, ne sont pas seulement le résultat d'un calcul stratégique. Il existe en effet de réelles affinités culturelles entre ces deux régions de l'ancien Empire austro-hongrois. Le réinvestissement de ce passé commun dans les narrations produites d'un côté par les Italiens, et de l'autre par les Roumains, est significatif. La Chute du Mur et l'ouverture des frontières favorisent des réagencements du passé et du présent qui nous propulsent vers les sommets de notre culture – cette « utopie rétrospective » que constitue selon Jacques Le Rider la modernité viennoise – ou, au contraire, nous replongent dans nos pires cauchemars.

La présente étude, qui s'inscrit dans le prolongement de mes travaux anthropologiques sur la Ligue du Nord, porte essentiellement sur les discours des petits entrepreneurs italiens présents sur le sol roumain. J'entends en effet développer une ethnographie de ce que le politologue italien Ilvo Diamanti a appelé la « sécession invisible » en étudiant non plus des acteurs politiques, mais des acteurs économiques, leurs représentations antipolitiques et leurs « stratégies de fuite » (Diamanti, 1999). Ce mouvement de détachement peut être appréhendé dans d'autres régions européennes, mais affecte de manière particulièrement aiguë le Nord-Est de l'Italie. Cela tient principalement aux structures de production de cette région : les districts industriels dont les produits avaient la plus faible valeur ajoutée (vêtements, chaussures) ont été les premiers à délocaliser leurs structures de production ou à sous-traiter avec des usines roumaines. Comme nous l'avons montré, la Vénétie est l'une des régions les moins intégrées dans l'espace national italien. L'absence totale de culture métropolitaine sur ce territoire constellé de campaniles se traduit par un provincialisme exacerbé, même si aujourd'hui toutes ces orgueilleuses petites citées se sont étendues au point de former une immense conurbation urbaine que certains commentateurs appellent de manière ironique *Padana city*. Cette région charnière entre les espaces latin, germanique et slave constitue sans doute un laboratoire en Europe car, si ces représentations ont une dimension très contemporaine, elles s'appuient sur des

facteurs culturels sédimentés qui plongent leurs racines dans une histoire longue. Le Nord-Est (comme le Mezzogiorno bien que suivant des modalités différentes) se démarque depuis longtemps par son extériorité, un rapport négatif à la politique et aux institutions, des fièvres nihilistes et des violences anti-étatistes.

En décrivant les contre-coups de l'effondrement des blocs et les effets de la mondialisation économique dans cet espace très conflictuel, nous espérons contribuer à l'analyse des nouvelles formes d'appartenance en Europe. En effet, il ne faut pas perdre de vue que la dépolitisation à la faveur de laquelle se détermine l'autonomie de l'économie, est encore une force politique. La principale difficulté de cette recherche réside dans le fait que ces nouvelles conceptions se dessinent en creux, en réaction par rapport aux formes politiques de la modernité, et donc essentiellement en négatif, dans une sphère qui n'est plus celle du pouvoir politique, mais celle du pouvoir économique. Si l'Europe institutionnelle est aujourd'hui en panne, l'intégration européenne n'en continue pas moins de progresser, mais pas nécessairement comme on l'attendait, et selon des configurations informelles, et parfois même illégales. C'est donc en étudiant ces espaces transfrontaliers où s'échangent non seulement des marchandises, des capitaux, des savoir-faire, mais également des corps, que nous nous sommes attachées à saisir les processus de déconstruction des espaces d'appartenance nationaux – et à explorer les nouvelles *fabriques de l'Europe*.

Cette étude de cas s'insère également dans une réflexion plus large sur les schémas culturels propres au monde des affaires et sur l'émergence d'une conscience post-nationale, mon objectif étant de développer une ethnographie des stratégies de gouvernance privée infra et trans-nationales : comment les entrepreneurs gèrent-ils l'internationalisation de leurs activités et dans quelle mesure cela modifie-t-il leurs représentations politiques ? Ma contribution scientifique portera donc sur l'organisation des réseaux italiens en Roumanie et sur les nouvelles formes d'appartenance qui en résultent. Il m'importe avant tout de documenter l'expérience des petits entrepreneurs. Comment perçoivent-ils les différences culturelles dans les affaires ? Comment gèrent-ils les rapports avec les institutions locales ? Comment perçoivent-ils leur rôle non seulement dans le processus d'internationalisation de la production, mais également dans la globalisation ? Comment leur expérience roumaine modifie-t-elle leur vision de l'Italie, de l'Europe et du monde ?

Cette étude s'appuie sur des recherches de terrains réalisées en 2008 dans le Nord de l'Italie et dans la région de Timișoara. Ces recherches ont été conduites en équipe avec Aziliz Gouez, Ute Guder et Cristina Stănculescu, de *Notre Europe*, et Tea Persiani. Elle s'inscrit dans un projet de description ethnographique et photographique plus vaste, *Fabriques de l'Europe*, visant à documenter les connexions multiformes qui se nouent aujourd'hui entre différentes villes européennes emblématiques. Fruit de recherches croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède, ce projet met au jour de nouveaux espaces transnationaux apparus à la faveur de l'élargissement européen, les espoirs et les tensions qui les traversent. Turin et Timișoara figurent parmi les villes choisies par la coordinatrice de ce projet, Aziliz Gouez. L'étude des liens renouvelés entre le Nord de l'Italie et le Banat – souvent ignorés par l'Histoire – nous est en effet apparue d'un grand intérêt pour aborder la question des rapports difficiles entre l'Ouest et l'Est du continent. Notre enquête a débuté à Bruxelles, où nous avons rencontré les responsables de l'Union des Chambres de Commerce du Piémont auprès de l'UE. Ils nous ont conseillé de nous rendre dans la province de Cuneo, dont le tissu socio-économique est très proche de celui de l'Italie du Nord-Est. En effet, pour ce qui concerne le Piémont, ce sont surtout les entrepreneurs de cette province qui ont noué des liens économiques avec la Roumanie. Nous nous sommes donc rendus à Cuneo, où Enrico Grieco, le Président de l'API Cuneo<sup>12</sup>, et plusieurs entrepreneurs qui opèrent actuellement dans le Banat ont accepté de répondre à nos questions. Cette rencontre fut particulièrement riche et nous avons convenu avec nos interlocuteurs de nous retrouver à Timișoara lors de la deuxième étape de notre recherche de terrain. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ces entrepreneurs piémontais se sont montrés très désireux de témoigner de leur expérience roumaine : ils en mesurent l'importance historique et même l'urgence, compte tenu des enjeux économiques, sociaux et environnementaux qui sous-tendent ces dynamiques. L'un de ces entrepreneurs – nous l'appellerons ici Federico Derossi – s'est rendu très disponible au moment de notre séjour en Roumanie. Lui et son associé roumain, que nous surnommerons Dan Teller, ont été d'une aide précieuse tout au long de cette deuxième phase d'enquête. Ils travaillent tous les deux dans le secteur du conseil technique et plus précisément dans la gestion

<sup>12</sup> L'API Cuneo (*Associazione Piccole e Medie Imprese di Cuneo*) est une section provinciale de la CONFAPI, l'association italienne qui regroupe la majeure partie des petites et moyennes entreprises depuis 1947. Elle représente aujourd'hui 64 000 entreprises et les assiste dans leurs projets de développement en leur offrant des services de conseils dans tous les domaines (juridique, fiscal, financier, technique, international).

des risques industriels. Grâce à leur activité, ils disposent de nombreux contacts parmi les entrepreneurs du district de Timiș et ils nous ont permis d'obtenir facilement des rendez-vous avec les industriels italiens et roumains, mais aussi avec les autorités locales (Préfet, pompiers, police, Inspectorat du travail, services environnementaux, etc.) Nous les en remercions très vivement, ainsi que tous les entrepreneurs qui ont accepté de répondre à nos questions. Conformément aux règles qui régissent notre travail, tous les opérateurs privés qui ont accepté de témoigner portent ici des pseudonymes ; seuls ceux qui occupent des fonctions de représentation professionnelle ou institutionnelle ont gardé leurs véritables patronymes.

La réflexion présentée dans les pages qui suivent se base également sur une lecture exhaustive des ouvrages de sociologie et d'anthropologie relatifs à la question traitée et sur l'analyse des romans noirs italiens qui évoquent le Nord-Est. La littérature populaire a en effet investi bien avant les sciences sociales un certain nombre de thèmes relatifs aux relations Italie-Roumanie et nous ne pouvons faire l'économie d'une analyse des représentations ainsi forgées. Il nous a donc semblé nécessaire de réfléchir sur l'usage des instruments narratifs dans l'analyse des évolutions culturelles, car les récits rendent les savoirs communicables, produisent de l'altérité et de la culture. Enfin, cette étude de cas privilégie le point de vue des Italiens et cela constitue sans aucun doute un biais que nous avons tenté de corriger en introduisant aussi des témoignages d'entrepreneurs roumains. Compte tenu du peu de temps dont nous disposons pour réaliser notre enquête de terrain, il nous a été impossible de recueillir les témoignages des « émigrés de l'intérieur », c'est-à-dire des Roumains employés par les Italiens en Roumanie. Nous le déplorons, car cela nous aurait permis d'étudier les différents aspects de l'acculturation dont ils font l'objet sur leurs lieux de travail, comme l'apprentissage de la langue italienne et l'intégration des habitudes de travail et des normes de production italiennes.

Cette étude ethnographique s'ouvre sur l'analyse du « mythe du Nord-Est » à travers les écrits des fédéralistes italiens et les dénonciations des auteurs de polars influencés par le mouvement de contestation des années 1970. Elle se poursuit par un retour sur le passé des liens économiques et culturels entre la Roumanie et l'Italie, puis s'achève sur les aspects les plus préoccupants des délocalisations compétitives actuelles : principalement, le manque de reconnaissance dont les



travailleurs roumains pâtissent dans les unités de production étrangères, la marchandisation des femmes qui n'est pas uniquement réductible à la prostitution, mais englobe également toute une série de tâches ménagères aujourd'hui externalisées, et enfin le développement de l'industrie du retraitement des déchets dans un pays où le manque de structures appropriées, le flou juridique engendré par les réformes en cours et la corruption des élites laissent planer beaucoup de menaces.



SOURCE : GOUZ A., 2008, *FABRIQUES DE L'EUROPE*, FILIGRANES EDITIONS

« Padana City est une commune de presque cent mille habitants située dans la province italienne du monde. C'est difficile de la repérer sur une carte, mais c'est facile de la trouver parce qu'elle ressemble à ce que vous vivez : vous vous y retrouvez dans des lieux et des situations déterminées. D'un point de vue temporel, elle est située après Tagentopoli et durant la grande transition. Les gens semblent avoir digéré les scandales, votent toujours moins aux élections et attendent une reprise économique qui n'arrive jamais. Ils jouent au loto et surfent sur le net. Certains vont même pêcher et mangent néanmoins dans des fast-foods. Beaucoup ne paient pas d'impôts. Les chômeurs sont des dizaines de milliers, les étrangers une armée. Peu d'enfants y naissent, beaucoup d'entreprises y meurent. »

GIULIANO RAMAZZINA, *NORDEX FUORI MERCATO*, NOVARETE, 2005.

## I - Le « mythe du Nord-Est » ou le capitalisme sauvage en Europe

Ce que nous appelons aujourd'hui en Europe le populisme prospère dans une réalité dépassant l'échelle locale ou nationale. Il faut sans doute rapprocher son développement du néo-libéralisme et de ses effets de rupture sociale. Ce lien, qu'il prenne la forme d'un antiparlementarisme de la part de populations socialement exclues, ou celle d'un chauvinisme de la réussite incitant à ne rien vouloir partager chez les mieux lotis, doit être pris en considération. L'intégration européenne est souvent perçue, à tort ou à raison, comme un avatar régional de la globalisation, et son cheminement politique tâtonnant et incertain suscite des inquiétudes et engendre des résistances qui renouent avec les courants idéologiques réactionnaires qui ont déjà traversé le continent par le passé (Holmes, 2000). Plus l'horizon s'élargit, plus les inquiétudes des citoyens s'exacerbent. Le projet européen, qui n'a pas encore su se doter d'une dimension politique forte et repose essentiellement sur l'affirmation de droits fondamentaux articulée à la construction d'un marché commun, semble incapable de générer un sentiment d'appartenance spécifique et immédiat. Paradoxalement, ce sont les régions les plus « européennes », celles qui forment les interfaces économiques et culturelles du continent, celles qui semblent aujourd'hui les plus tiraillées entre volonté de repli et désir d'aller de l'avant. D'où cette « revanche des périphéries » qui exalte les identités subalternes ou secondaires au sein des nations. Carences de l'Europe politique, crispa-



tions identitaires, angoisses diffuses, égoïsmes désentravés contribuent ainsi à favoriser le populisme, voire à menacer la démocratie.

### 1.1 La Padanie, une anti-nation

Lorsque le Nord-Est de l'Italie est devenu une région florissante, paradoxalement le mécontentement populaire s'est exacerbé. En raison de l'émigration massive qui a affecté la Vénétie par le passé, la figure du *self-made-man* est tout à fait centrale dans la culture de cette région. Forts de cette expérience, les entrepreneurs vénètes se sont convaincus à la fin des années 1980 qu'ils ne devaient rien à l'État italien et sont devenus intolérants à l'égard des autorités, contestant le système d'imposition et l'inefficacité des structures institutionnelles de leur pays. Ils refusèrent de payer les impôts et remirent en cause la souveraineté de l'État italien en votant pour la Ligue du Nord. En 1996, la Ligue est allée jusqu'à mettre en scène la sécession de la Padanie, à travers une série de rituels politiques (Dematteo, 2007). Cette « nation imaginée » est une entité post-nationale qui renverse les stéréotypes italiens. Umberto Bossi la définit comme la « *Nordnazione* » (la Nation Nord). Contrairement à l'Italie, la Padanie se veut le pays de l'honnêteté, de l'esprit d'initiative et du travail. La construction symbolique de la Ligue du Nord peut être interprétée comme le produit d'une inversion qui affecte la mémoire du *Risorgimento*, et partant, l'identité nationale. L'aspect iconoclaste de cette relecture historique contribue au succès populaire du mouvement et révèle la véritable nature de l'entreprise *leghista* : un nationalisme parodique qui peut être interprété comme le produit de la dérision des institutions nationales. Ce parti populaire canalise de cette manière un puissant mouvement contestataire en utilisant les langages du carnaval et tend paradoxalement à re-légitimer l'ancien système sous une forme nouvelle. Cette entreprise, loin d'aboutir à l'émergence d'un nouvel espace politique, la Padanie, signe plutôt le dépassement de l'État-nation comme forme d'organisation du pouvoir. L'invention de la Padanie est en réalité une vaste farce subversive d'un très mauvais goût où se joue pour les nouveaux riches du Nord une revanche symbolique et, finalement, un signe de leur impuissance à construire la nation que Bossi appelle de ses vœux.

La Ligue du Nord s'enracine dans les provinces septentrionales traversées par l'autoroute des Préalpes depuis Cuneo dans le Sud Piémont jusqu'à Pordenone en Vénétie. Le vote *leghista* est l'expression politique d'un espace économique et social particulier : les provinces de tradition démocrate-chrétienne qui ont connu un développement économique tardif, mais spectaculaire. La Ligue du Nord a donc une assise électorale périphérique, elle s'enracine dans le « Nord profond », comme le sociologue Paolo Rumiz l'a relevé en 1997. Le sentiment d'appartenance partisan se nourrit en effet d'un complexe provincial. La stigmatisation dont les militants font l'objet est indissociable de leur origine géographique et renouvelle en partie la satire du paysan septentrional. Les dialectes du Nord que la Ligue voudrait voir reconnus officiellement matérialisent en effet une « altérité moquée » dans la mesure où leur élocution amuse les Italiens, qui l'associent automatiquement au type du « *polentone* » – celui qui a l'intelligence aussi épaisse que la polenta dont il se nourrit (Dematteo, 2003b). Travailleur et honnête jusqu'à la bêtise, ce dernier s'oppose point par point aux stéréotypes de l'italianité. En s'efforçant de revaloriser ces traits régionaux, les petits industriels du Nord-Est cherchent une reconnaissance que les élites italiennes leur dénie. En effet, bien souvent leur niveau culturel contraste avec les fortunes qu'ils ont accumulées dans les trente dernières années. Les Italiens les appellent de manière péjorative les « *industrialotti* » et raillent leurs prétentions.

Dans le panorama des formations partisans européennes, la Ligue du Nord est donc un objet atypique : c'est une formation ethno-régionaliste et populiste. L'équivoque persistante entre revendications autonomistes (anti-fascistes) et thèmes populistes (baisse des impôts, lutte contre l'immigration, rejet de l'univers institutionnel) participe de son succès parce qu'elle permet aux locuteurs de l'idéologie *leghista* de moraliser leurs revendications. La révolte fiscale devient ainsi la « lutte contre le colonialisme intérieur », le rejet de l'émigré, la « défense de l'identité du peuple du Nord », la traditionnelle question méridionale, la « question septentrionale », etc. Le leader de la Ligue dit avoir pris conscience d'un mécanisme qu'il qualifie de « démentiel » : à chaque nouvelle échéance électorale, la démocratie chrétienne s'assurait la victoire en achetant les voix du Mezzogiorno avec l'argent des contribuables du Nord. Il veut mettre un terme à ce système en limitant drastiquement les transferts de fonds en faveur des régions méridionales. Pour lui,

cet argent n'aurait fait qu'engraisser des groupes politico-mafieux au détriment des peuples du Nord et du Sud. Il prétend ainsi rompre avec le pays du vol institutionnalisé : l'« *l-taglia* », le pays des « *Tagliani* » [de « *tagliare* » : rançonner]. Les données du déséquilibre Nord-Sud sont ainsi inversées. Le leader de la Ligue met l'Italie la tête à l'envers en prétendant que ce n'est pas le Nord qui a colonisé le Sud comme l'avance l'historiographie communiste, mais que c'est le Sud qui a colonisé le Nord. Les militants du mouvement sont persuadés qu'ils sont les victimes d'un racisme impérialiste italien.

En superposant au traditionnel conflit Nord-Sud, le conflit privé-public, la Ligue a fait voler en éclats le pacte de solidarité nationale. Elle oppose le Nord qui travaille au Sud qui administre mal et handicape les régions les plus dynamiques sur les marchés internationaux. La faiblesse du lien société-nation-État, qui s'enracine dans l'histoire de l'unification italienne, permet à la Ligue de poursuivre un projet qui vise en réalité à la déstructuration de l'État providence et au désaveu des formes de contrôle administratif et judiciaire traditionnellement exercées par le centre. La Padanie qu'elle projette serait en réalité un « État multipolaire » qui répondrait aux exigences du capitalisme « moléculaire » caractéristique de la ligne des Préalpes. Ainsi, le leader de la Ligue du Nord porte atteinte au pacte de solidarité nationale en appelant de ses vœux la mise en œuvre d'une politique ultra-libérale dans le cadre de la Padanie, qu'il envisage comme une fédération de micros États ethno-régionalistes appelés les « communautés de base ». Le succès électoral de la Ligue du Nord témoigne en effet de l'érosion de la solidarité nationale provoquée par la globalisation et signale la réémergence de groupes d'appartenance primordiaux « bricolés » sur la base d'intérêts communs.

Le succès foudroyant de ce mouvement est également indissociable du processus de transition politique engagé par l'Italie au début des années 1990. L'effondrement des grands partis de la Première République et la disparition de leurs principaux leaders, discrédités par les révélations des magistrats du pool « Mains Propres », ont ouvert une phase de vacance du pouvoir dans laquelle la Ligue s'est engouffrée en bouleversant substantiellement le paysage politique. Le dégoût porta en effet les électeurs des périphéries du Nord à élire par dérision des personnages totalement étrangers à l'univers institutionnel et parfois même de véritables « idiots du village ». Les membres de la Ligue furent dépassés par leur succès : Bossi n'avait

pas prévu un tel « raz de marée » électoral. Son organisation partisane pourvoira difficilement les sièges électoraux des institutions locales septentrionales et sa « classe politique improvisée » se révélera incapable de répondre aux demandes de la population. Les ingrédients qui ont fait le succès électoral de la Ligue en 1992 furent donc également ceux qui firent son échec politique et administratif dans les années qui suivirent. Des résultats médiocres aux élections administratives de 1999 pousseront Umberto Bossi à se rapprocher de Silvio Berlusconi ; en 2001, il conclut une nouvelle alliance avec le leader de *Forza Italia* en abandonnant toutes les références à la sécession et à la *Mitteleuropa* suscitant bien des troubles dans l'esprit de ses partisans, notamment en Vénétie. Cet accord baptisé par ses protagonistes le « pacte de fer » portera des fruits amers : l'électorat de la Ligue est divisé par deux aux élections législatives de 2001 (3,6 % des voix), mais Bossi obtiendra pour lui et « les siens » des ministères importants qui lui permettront de mener à bien ses projets : la refonte de la loi sur l'immigration et la dévolution vers le niveau régional de pouvoirs législatifs en matière d'éducation, de santé et de police.

Les thèmes que véhicule Silvio Berlusconi ne sont pas très éloignés de ceux promus avant lui par le leader de la Ligue du Nord. Dans des styles différents, les deux personnages illustrent ce que l'on appelle de l'autre côté des Alpes la « culture de la fourberie ». Aucun Italien ne se fait vraiment d'illusion sur leur honnêteté, mais ils plébiscitent ce qu'ils représentent : chez Bossi, la revanche sociale et la violence ; chez Berlusconi la richesse ostentatoire et le cynisme revendiqué. La relation qu'ils entretiennent tous les deux avec leurs partisans est de l'ordre du sentiment amoureux : leurs électeurs se sont reconnus en eux avant de s'approprier leurs options politiques ; ils n'ont pas tant des militants que des fans. Seule l'ironie qu'ils suscitent par leurs actes déplacés introduit du « jeu » dans ce lien d'identification. L'ironie réside-t-elle dans l'action elle-même ou bien dans le regard que le public porte sur elle ? Il est difficile de trancher cette question, mais la distance ainsi introduite est sans doute nécessaire, car l'un et l'autre se font les locuteurs d'aspirations condamnables. En faisant prévaloir des intérêts particuliers sur ceux de la collectivité, les deux figures de la nouvelle droite italienne entretiennent une relation louche avec l'éthique publique.

Ainsi, les performances des *leghisti* reflètent les représentations que les classes subalternes se font de leurs gouvernants et de l'autorité qu'ils exercent sur eux. Le *leghismo*, au-delà de l'arrière-fond idéologique autonomiste, c'est la politique telle que la conçoivent et la pratiquent des hommes qui n'auraient jamais dû occuper de fonctions institutionnelles. Leur volonté de revanche est à la mesure du préjudice qu'ils pensent avoir subi ces cinquante dernières années. S'ils adoptent des comportements décalés au sein des institutions, c'est dans une intention résolument antipolitique : leur hostilité prend la forme d'un mimétisme désacralisant. Il s'agit là d'une force corrosive dont on n'a pas encore saisi toute la perversité. La parodie ne consent en effet aucune riposte. La création de pseudo institutions padanes laisse les hommes politiques italiens assez désemparés. Le Parlement de la Padanie donne la mesure de la déconsidération qui affecte aujourd'hui les institutions démocratiques italiennes. Il faut donc regarder la Padanie comme le produit de la dérision populaire : c'est une nation-simulacre qui discrédite l'Italie plus qu'elle ne concourt à l'édification d'une nouvelle réalité géopolitique. En imaginant la Padanie contre l'Italie, Bossi porte une charge fictionnelle contre l'Etat-nation et lorsqu'ils revendiquent l'idiotie pour mieux abuser ceux qui se moquent d'eux, les militants de la Ligue se font moqueurs à leur tour. Analysée sous cet angle, l'aventure *leghista* tient de l'embrouille machiavélique. L'anthropologue Michael Herzfeld parle à propos de cet usage des stéréotypes de « réflexivité manipulatrice » (Herzfeld, 1992, p. 67-77). Mais la dimension ironique de l'entreprise ne doit pas nous faire perdre de vue que les montagnards qui votent pour la Ligue restent eux-mêmes prisonniers des schèmes qui les portent à se rebeller. S'ils parviennent à secouer le joug centraliste, leur aliénation culturelle demeure totale. Le nationalisme padan semble même assez pathétique si nous l'appréhendons à travers les affirmations de nordicité qui s'expriment par identification aux ethno-nationalismes du Nord de l'Europe. Les partisans de la Ligue se dissocient de leur pays d'appartenance pour défendre leurs intérêts. Cela est possible dans la mesure où pour les Italiens, qu'ils soient du Nord ou du Sud, l'Italien c'est toujours l'« autre ». L'écrivain Claudio Magris a souligné l'extrême ambivalence de cette attitude qui peut aussi bien s'interpréter comme une volonté séparatiste que comme un nationalisme exacerbé qui prendrait la forme d'un narcissisme négatif teinté de masochisme (*Corriere della Sera*, 15/09/1996).

## 1.2 Le parti de soi-même

La dimension purement cynique du nationalisme padan transparaît clairement dans la matrice idéologique de la Ligue, laquelle combine, en dépit des contradictions évidentes, ethno-fédéralisme et libertarisme. Ses principaux représentants, les *anarcocapitalisti* Alberto Minghaldi, Carlo Lottieri, Leonardo Facco et Luigi Demarchi développent des conceptions qui s'écartent substantiellement de l'ethno-fédéralisme. Pour eux, l'autodétermination des peuples n'a aucun sens : la liberté est essentiellement une question personnelle, et ils prônent donc la « sécession individuelle ». Les *anarcocapitalisti* essayent de faire valoir leurs idées dans différents partis, l'essentiel étant de les faire connaître. Ils disposent à cet effet d'une petite maison d'édition à Treviglio (près de Bergame), *Leonardo Facco Editore*, qui diffuse également une revue, *Enclave*. Ces journalistes, bien qu'ils passent pour de dangereux subversifs, sont pleinement légitimes au sein de la Ligue du Nord. Aujourd'hui rebaptisés *anarcoleghisti*, ils prétendent avoir trouvé dans ce parti des interlocuteurs politiques privilégiés. Selon eux, la Ligue abandonnerait progressivement les principes ethno-fédéralistes pour évoluer vers plus de libéralisme, c'est-à-dire vers le néo-fédéralisme libertarien qu'ils professent. Le recours à la mythologie ethno-nationaliste serait purement instrumental et destiné aux militants de base. Le groupe libéral-libertaire rejette donc toute forme d'anthropologie substantialiste et relit l'histoire nationale italienne à l'aune de ces conceptions. Selon Carlo Lottieri, la rencontre, en 1848, du libéralisme et du nationalisme n'aura fait que générer de la confusion. Pour lui, la nation ne fut jamais qu'un *instrumentum regni* qui permit aux élites d'élargir leur sphère de domination en faisant un usage purement cynique des sentiments identitaires. Fort heureusement, la conjonction Etat-nation perdrait aujourd'hui de sa pertinence (Lottieri, 1996, p. 12). Si les luttes indépendantistes actuelles s'appuient toutes sur des critères objectifs, la « théorie postmoderne de la nationalité », parce qu'elle désubstantialise la nation, ouvre donc à la Ligue de nouvelles perspectives.

Pour les tenants de ce néo-fédéralisme, les vieux paradigmes politiques sont entrés en crise : le déclin de l'Etat-nation, le renouveau identitaire et l'affirmation d'une nouvelle souveraineté « simulée » comme la Padanie, sont les signes avant-cou-

reurs d'un bouleversement plus global. En Italie, cette crise prendrait une forme particulièrement aiguë, car la nation n'a jamais été réellement acceptée par les communautés politiques qui la composent. Il est temps selon eux d'en finir avec le nationalisme, qui n'est jamais qu'un « organicisme collectiviste » (c'est-à-dire une autre forme du socialisme) afin d'adopter une forme de fédéralisme s'appuyant sur un nouveau droit naturel : « Être avec qui l'on a envie d'être ». Carlo Lottieri cite volontiers l'économiste autrichien Murray N. Rothbard, auteur du manifeste libertarien *Nation by Consent* (paru en 1994) et rappelle que, suivant la tradition libérale la plus radicale, l'État n'est pas un mal nécessaire, mais un mal tout court, et que l'individu peut parfaitement vivre de manière autonome en tissant des liens contractuels avec d'autres personnes. Carlo Lottieri envisage donc non seulement la sécession individuelle, mais aussi celle de petites communautés, car une fois l'État démystifié, les anciennes structures communales padanes seront susceptibles de renaître. Il pense que la multiplication des États est la voie à suivre pour réduire les pouvoirs étatiques, arguant que les petits États sont nécessairement très libéraux (il cite en exemple les paradis fiscaux européens pour étayer son propos !) Lottieri produit ainsi une étrange synthèse entre le néo-guelfisme et le libéralisme : selon le néo-fédéralisme qu'il professe, l'acte fondateur de la chose publique, ce n'est plus un pacte politique intemporel, mais un contrat à durée déterminée.

Chez Gianfranco Miglio<sup>13</sup> émergeait déjà l'idée d'une privatisation graduelle des institutions publiques. Ce professeur de droit administratif, compagnon de route d'Umberto Bossi au début des années 1990, fut le véritable idéologue du mouvement. Ses études sur l'histoire de l'administration italienne prouvaient que l'unité ne fut jamais qu'une fiction : les différences « héréditaires » entre les grandes régions italiennes seraient plus marquées que celles que l'on peut observer entre les différents États européens, et chaque région aurait appliqué à sa manière les normes « nationales ». L'administration italienne serait en fait tellement dégradée qu'elle se montrerait incapable de répondre aux exigences

<sup>13</sup> Gianfranco Miglio, (1918-2001) est issu d'une famille bourgeoise de la région de Côme. Formé à l'Université Catholique du Sacré Cœur de Milan dans la seconde moitié des années 1930, il y deviendra rapidement un enseignant d'importance. Proche de la Démocratie Chrétienne, il y assumera de plus en plus un rôle de dissident en se faisant, dès l'immédiat après-guerre, le paladin de l'autonomisme nordiste. Durant toutes ces années, il nourrira une réflexion sur le fédéralisme et restera en contact avec les groupuscules autonomistes du Nord. Élu sénateur sous l'étiquette *leghista* en 1992, à l'âge de 74 ans, bientôt surnommé le « *Grande Vecchio* » de la Ligue, ce professeur qui apparaissait déjà comme un « vieil original » jouera les *ultra-leghisti* sécessionnistes. Ses déclarations provocatrices finiront par impatienter Bossi, et en 1994, il sera définitivement écarté.

du développement. Miglio pousse très loin sa critique, dans un sens libertarien : toute fonction publique (y compris l'état civil) serait une obligation pour le simple citoyen qui se verrait ainsi contraint de faire vivre des fonctionnaires (méridionaux) à ses dépens. L'antiméridionalisme du professeur est avéré : il distingue une Italie du Nord « européenne » et respectueuse des lois, d'une Italie du Sud « méditerranéenne » et clientéliste. Afin de remédier à cette situation dommageable pour les provinces septentrionales, il propose de subdiviser le pays en trois macro-régions : le Nord, le Centre et le Sud comprenant également les îles. Selon lui, grâce aux avancées de la technologie, la société de l'avenir sera toute entière constituée de petites unités productives où les salariés seront remplacés par des collaborateurs liés entre eux par une relation contractuelle. Dans ce nouvel ordre, chacun aurait le devoir de contribuer à l'effort productif de sa communauté de rattachement. Par conséquent, celui qui vivrait de subsides publics serait déchu de ses droits civiques. Le *leghismo* tente ainsi de synthétiser particularisme traditionnel et post-modernité libertarienne.

L'utopie des *anarcoleghisti* s'inspire très directement du modèle de fonctionnement des districts industriels qui ont fait la fortune du Nord-Est. Dans les années 1960 et 1970, les élites des provinces blanches ont incité les petits propriétaires paysans de l'aire préalpine à travailler à leur compte aussi bien dans l'industrie que dans les services, limitant du même coup la prolétarianisation de la paysannerie et l'extension des idées communistes (Bernardi, 1990). La crise de l'industrie fordiste a ensuite conduit un certain nombre d'ouvriers de la grande industrie à faire de même à la fin des années 1970. Ce mouvement de créations d'entreprises est à l'origine de la reprise économique des années 1980 : entre 1981 et 1991, le nombre de travailleurs autonomes qu'ils soient petits industriels, entrepreneurs, professions libérales (comptables, avocats, etc.) a considérablement augmenté dans toute la région. Le secteur des services aux entreprises et le *consulting* se sont également considérablement développés. Parallèlement, le nombre d'ouvriers et d'employés a fléchi de manière significative. Dès le début des années 1990, l'industrie du Nord-Est s'est trouvée confrontée à des carences de main-d'œuvre non qualifiée et a dû faire appel à des travailleurs immigrés. L'appareil productif s'est ainsi diffracté sur le territoire en une myriade de micro-entreprises sous-traitantes essentiellement tournées vers le secteur manufacturier. La plupart du temps, les petits entrepreneurs qui les dirigent sont peu qualifiés et restent

très dépendants de leurs commanditaires, qui répercutent sur eux les chocs du marché. Ils doivent donc faire preuve d'un dynamisme et d'une inventivité constante pour parvenir à survivre dans un contexte ultra compétitif : ils peuvent être conduits à changer d'activité en l'espace de quelques années ; ils investissent souvent dans plusieurs branches afin de poursuivre dans celle qui leur paraît à terme la plus lucrative, quitte à abandonner le secteur dans lequel ils ont été formés. Ce nouveau système, d'une très grande flexibilité, permet aux producteurs du Nord-Est de s'adapter aux nouvelles exigences du marché, mais génère en contrepartie beaucoup de tensions.

Giancarlo Sangrato est tout à fait représentatif de ces petits industriels qui travaillent comme sous-traitants pour des grands groupes et qui, sous la pression de la concurrence que ceux-ci font jouer entre leurs fournisseurs, ont beaucoup de difficultés à s'en sortir. Bien qu'ayant une formation de base en mécanique, Giorgio Sangrato s'est orienté vers un secteur plus rentable – celui de l'électronique. Il assemble donc des composants électroniques, essentiellement pour l'industrie automobile. En mars 2006, nous avons visité ses deux usines près de l'aéroport de Turin. Les composants les plus élaborés sont faits en Italie, les plus simples en Roumanie. Giancarlo Sangrato voudrait délocaliser l'ensemble de sa production, mais comme ses produits sont volumineux, les coûts de transport hypothèquent l'intérêt de l'opération. Il produit des éléments pour des clients très différents : des systèmes d'éclairage pour les voitures FIAT, des démultiplicateurs de chevaux pour l'industrie automobile allemande, des systèmes d'alarmes et des panneaux d'affichages électroniques pour les stades, etc. Ses articles sont commercialisés par une compagnie de Zurich. Sangrato et son associé cherchent actuellement à diversifier leurs produits car ils sont peu rentables : seuls quelques uns d'entre eux leur permettent de compenser le manque à gagner sur ceux dont la marge de profit est étroite. Une centaine de produits sont fabriqués dans leur première usine. Dans la deuxième, qu'ils viennent de racheter et dont l'équipement est plus vétuste, ils n'assemblent qu'une dizaine de produits. Leur usine de Roumanie ne compte quant à elle que 35 ouvriers alors qu'il faudrait qu'ils soient au moins une centaine pour que l'opération devienne rentable. Ils ont envoyé deux techniciens travailler en Roumanie. Giancarlo et son associé s'y rendent eux-mêmes tour à tour pour superviser le travail.

À partir des années 1990, la dépendance de ces micro-entreprises italiennes vis-à-vis des grands groupes est devenue problématique, et les relations avec leurs clients plus conflictuelles. Ces petites unités productives sont en effet assez fragiles : l'augmentation de la pression fiscale les met en péril et amène leurs membres à exercer des activités parallèles non déclarées. Si un consensus populaire s'est établi autour de ces pratiques illégales, c'est qu'elles permettent à un large pan de la population de maintenir un certain niveau de vie en dépit des fléchissements d'activité. La Lombardie et le Nord-Est sont étroitement dépendants des flux d'exportation et par conséquent des fluctuations du taux de change. Le fait que la lire ait longtemps été sous-évaluée par rapport aux autres monnaies européennes a permis aux entreprises italiennes de récupérer des marges de profit, jusqu'à ce que l'Italie adopte elle aussi l'Euro. Depuis, les entreprises du Nord-Est sont moins compétitives sur le marché européen. Ce système de production génère un profond sentiment d'insécurité, les villes industrielles des provinces du Nord tendent à se replier sur elles-mêmes et à voter pour la Ligue du Nord. En outre, la pression des institutions s'est accrue, la tolérance relative qui entourait certaines pratiques illégales a été violemment remise en cause à partir du début des années 1990. Les autorités italiennes ont multiplié les contrôles : les inspecteurs du travail ont fait alliance avec la *Guardia della Finanza* – le corps militaire qui poursuit les fraudes fiscales – pour s'intéresser en priorité à la sous-traitance dans le bâtiment, au travail clandestin et au respect des normes de sécurité. L'Italie détient en effet le triste record des accidents du travail et les « morts blanches » sont devenues depuis quelques années un sujet de préoccupation politique majeur<sup>14</sup>. Les institutions alimentent ainsi le sentiment d'insécurité économique, elles sont perçues comme étrangères, inefficaces, injustes et prédatrices. Les petits entrepreneurs sont convaincus qu'ils peuvent s'en passer pour « *far da sè* » : « faire par soi-même » ou « ne s'en remettre qu'à soi » est un véritable *leitmotiv* dans le Nord-Est. Cette idée s'appuie en partie sur l'expérience historique, mais il serait faux de dire que les provinces blanches ne doivent leur essor économique qu'à elles-mêmes comme on l'entend souvent

<sup>14</sup> En Italie, on meurt deux fois plus au travail que sur la route. En 2007, 1170 ouvriers ont perdu la vie. Les chiffres sont doubles par rapport à la France et de 30 % supérieurs à ceux relevés en Allemagne et en Espagne. C'est la conséquence directe de la précarisation de l'emploi, des rythmes infernaux, des sous-traitances sauvages, des incidents cachés et des normes de sécurité régulièrement ignorées. Les riches entreprises du Nord surexploient ainsi les ouvriers en situation précaire, souvent recrutés par des entreprises de sous-traitance qui leur appliquent des conditions de travail et de sécurité moindres. À cet égard, le documentaire de Simona Ercolani et Paolo Fattori, *La classe operaia va all'inferno*, consacré à la tragédie du 6 décembre 2007 où sont morts brûlés vifs sept ouvriers de la *Tyssenkrupp* de Turin, est très intéressant. Dans le Sud de l'Italie, la mafia tend à maquiller ses meurtres en accidents du travail.

dire dans cette région, car leur indéfectible fidélité électorale fut payée en retour par d'importants investissements publics, des conditions de crédit particulièrement favorables et une grande tolérance à l'égard de la fraude fiscale. La menace communiste définitivement écartée, ces privilèges sont apparus trop coûteux.

La Ligue du Nord s'est ainsi faite l'écho des tensions qui traversent ce système de production. Le vrai conflit social pour Bossi n'est pas celui des marxistes, c'est « celui qui oppose le bloc de la grande industrie subventionnée, les administrations publiques, les catégories sociales assistées, au bloc productif des entreprises privées concurrentielles, des services compétitifs et des professions libérales » (Bossi, Vimercati, 1993, p. 179). Dans les micros entreprises, les employés sont aussi les frères, les fils, les cousins, ils sont donc solidaires du patron ; dans un système productif fondé sur les solidarités familiales, la lutte des classes n'a aucun sens. Le programme de la Ligue du Nord est donc assez simple : il vise le démantèlement de la bureaucratie étatique qui étouffe les sphères productives. Les élus du parti veulent désagréger les institutions de l'intérieur, car pour eux l'État providence n'est rien d'autre que du « socialisme réel » (Bossi, Vimercati, 1993, p. 183). C'est ici que Bossi rejoint les thèses des *anarcoleghisti* qui associent volontiers étatisme et expérience soviétique. Ils pensent eux aussi que la vraie lutte des classes est la lutte des salariés et des patrons contre la classe politique, bureaucratique et parasitaire et ils prônent la « dérégulation institutionnelle ». Ce programme rencontre dans la société italienne un terrain particulièrement propice et il est aujourd'hui poursuivi par Silvio Berlusconi.

Lorsque le droit de l'individu entre en conflit avec le droit de la communauté, les *anarcoleghisti* penchent toujours en faveur du premier. Ils se montrent hostiles aux contraintes étatiques (contrôles, licences, taxes, etc.) et relaient la rancœur qu'éprouvent beaucoup d'Italiens face à la dimension fortement répressive des contrôles administratifs qu'ils subissent. Ils s'érigent contre la prolifération de réglementations de tous ordres, dénoncent les (nombreux) dysfonctionnements de la bureaucratie italienne et veulent simplifier l'appareil juridique. Les règlements administratifs leur semblent en effet avoir été conçus pour rendre la vie des entrepreneurs impossible. Les *anarcoleghisti* ont érigé le cas de Moreno Simionato en exemple. Cet agriculteur piémontais voulait développer sur ses terres une activité d'agrotourisme mais l'administration a vite fait de ruiner ses projets pour toute

une série de motifs. Les *anarcoleghisti* ont alors créé un comité de soutien et sont mêmes parvenus à mobiliser plusieurs députés d'orientations différentes autour du cas Simionato. L'agriculteur rebelle témoigne dans un livre, *Fraises et dynamite* (2000), de son calvaire administratif. Les autorités lui ont interdit de construire une étable sur un terrain à risque, ce qui a mis en péril toute son entreprise. Il est donc passé outre l'avis des experts et a déclaré l'indépendance de son terrain en placardant à l'entrée de sa propriété : « Je fais savoir que le territoire d'appartenance de la famille Simionato n'est plus sous la juridiction de l'État italien et afin d'éviter toute violation de frontières entre États, j'invite les organes compétents à s'abstenir de toute contre-mesure. Cette portion de territoire libéré est désormais régie par des hommes libres qui s'opposeront à toutes les intrusions de l'État italien » (Cancelli, 1999 et *La Padania*, 14/03/2000).

Le *leghismo* prospère en fait sur l'anarchisme rampant de la société italienne. L'aversion pour l'appareil d'État et les élites administratives (qui passent pour arrogantes et prédatrices) est un trait largement partagé dans ce pays. Beaucoup d'Italiens se montrent incapables de distinguer la fonction de défense et de promotion de l'intérêt public de la coercition pure et simple. Le cri « *Liber-tà* » qui résonne dans les meetings de Bossi exprime peut-être plus un refus des contraintes collectives, l'expression d'un individualisme forcené qui défie la raison, qu'une réelle exigence indépendantiste. Ainsi, c'est sur la base de cette synthèse fallacieuse – conjuguant libertarisme et ethno-fédéralisme – que la Ligue du Nord est parvenue à concilier la passion du succès qui anime les Lombards et les Vénètes avec la politique qui les laissait jusque-là relativement indifférents. La clé de cette élaboration idéologique, c'est l'extrapolation : ce qui relève de l'expérience individuelle est systématisé, puis ethnicisé. Ce type de confusion est l'un des lieux communs de la pensée d'extrême droite. Cependant, il y a une profonde contradiction entre l'ultra-libéralisme (proche de l'anarchisme) que professe la Ligue Nord et la sacralisation de la communauté régionale. C'est l'individualisme qui est à la racine de la Padanie et non l'inverse : ce sont toutes les petites sécessions individuelles qui, mises bout à bout, finissent par former cette anti-nation.



### 1.3 La “sécession invisible” ou la fuite des entrepreneurs vers l’Est

Comme nous l’avons déjà souligné, le Nord-Est est beaucoup moins intégré dans l’espace national italien que les autres régions du Nord, et les actions les plus marquantes ont été le fait des indépendantistes vénètes hostiles au projet unificateur de la Ligue du Nord. Ces indépendantistes pensent que le nationalisme est un produit français ; ils sont nostalgiques de la République de Venise et de l’empire austro-hongrois qui respectaient selon eux le droit des peuples et les identités locales. L’histoire de l’autonomisme en Vénétie est en fait bien plus ancienne qu’en Lombardie (Toffano, 2003). En 1921, un petit mouvement de Trévise dénonçait déjà la colonisation italienne et l’émigration des Vénètes pour évoquer la reconstitution de la grande Vénétie de Trente à l’Istrie. Et contrairement aux nationalistes nordistes, les autonomistes de Vénétie peuvent se réclamer d’une histoire glorieuse, celle de la République de Venise. Les fondateurs de la *Liga Veneta* (proches à l’origine du Parti Radical) ont été politiquement actifs dès la fin des années 1970 et ont fondé officiellement leur parti en 1980, soit deux ans avant qu’Umberto Bossi ne crée lui-même la *Lega Lombarda*. La *Liga Veneta* s’est affirmée à l’échelle nationale dès 1983 alors qu’Umberto Bossi parvenait tout juste à se faire élire à Varèse. Le fait que les revendications autonomistes des Vénètes ne soient plus représentées au niveau national par un parti politique spécifique depuis l’automne 1998 ne signifie pas que les aspirations indépendantistes<sup>15</sup> se soient assoupies. Elles se sont au contraire radicalisées avant de changer de forme. Deux événements viennent signifier cette évolution : l’assaut du campanile de Venise et l’implosion de la *Liga Veneta*.

Dans la nuit du 8 au 9 mai 1997, quatre Vénètes parviennent à s’introduire dans les étages supérieurs du campanile de Venise. Ils affirment vouloir libérer l’antique territoire de la République de Venise du joug italien. Les quatre autonomistes veulent occuper le campanile pendant plusieurs jours afin d’empêcher la commémoration de la chute de la Sérénissime (1797), mais ils sont saisis par la police après quelques heures, de même que leurs complices qui se trouvaient

sur la place Saint-Marc dans un véhicule maquillé en char d’assaut. Cette mise en scène carnavalesque a suscité une vive émotion en Italie. Les autorités, ne sachant pas très bien comment l’interpréter, l’ont prise résolument au sérieux et les quatre « Pieds nickelés » sont passés pendant une semaine pour de dangereux séparatistes. Pris de panique, le leader de la Ligue du Nord s’est alors empressé de dénoncer une manipulation des services secrets italiens et n’a pas dissimulé sa désapprobation à l’égard de cette action retentissante. Il a en effet perçu très clairement son caractère anti-padan. Les « Sérénissimes » (c’est-à-dire les neuf personnes ayant participé à cette action) sont depuis considérées comme de véritables héros en Vénétie et ils ne se privent pas de désavouer publiquement le leader de la Ligue du Nord.

Cet événement a été suivi par la dislocation de la *Liga Veneta*. L’hostilité d’Umberto Bossi à l’égard d’une alliance électorale avec *Forza Italia* à la veille des élections administratives de 1999 a en effet provoqué une scission au sein de la *Liga Veneta* entre les autonomistes vénètes et les nationalistes nordistes de Vénétie. Le Secrétaire National de la *Liga Veneta*, Fabrizio Comencini, a alors été destitué et Bossi a nommé à sa place l’un de ses fidèles, qui s’est empressé de geler les assemblées électives du mouvement en Vénétie. Ce coup de force lombard a précipité le déclin de la *Liga Veneta*, car Fabrizio Comencini a entraîné derrière lui sept des neufs conseillers régionaux *leghista*, deux députés et deux sénateurs, pour fonder la *Liga Repubblica Veneta* qui fusionnera deux ans plus tard avec *Veneto Autonomo* pour former *Veneti d’Europa*<sup>16</sup>. Cette scission a porté un coup fatal à la *Liga Veneta* et, partant, à la Ligue du Nord. Cela n’a pas empêché Umberto Bossi de prendre de court ses rivaux vénètes en s’alliant avec Silvio Berlusconi à la veille des élections régionales de 2000. De manière significative, aucun Vénète n’était présent dans le second gouvernement Berlusconi, bien que cette région soit l’un des bastions du centre droit.

Le recul électoral de la Ligue en 1999 dissimule en réalité une mutation du premier *leghismo*. Après la dissolution de la *Liga Veneta*, une synthèse régionale entre l’idéologie *leghista* et le *forzismo* berlusconien, le *forzaleghismo*<sup>17</sup>, s’est affirmée

<sup>15</sup> Selon les sondages produits par l’Institut Poster que dirige par Ilvo Diamanti, 20 à 25 % des Vénètes seraient favorables à l’indépendance.

<sup>16</sup> Les autonomistes vénètes furent également reconnus par les autres formations autonomistes européennes et intégrés dans le groupe « Arc-en-ciel » du Parlement européen, tandis que la Ligue du Nord en était exclue en 1999.

<sup>17</sup> Ce concept a été créé par le politiste italien Ilvo Diamanti en 2006.

en la personne du Président de la Région Vénétie. Giancarlo Galan était cadre dans la société berlusconienne *Publitalia* lorsqu'il a été sélectionné en vue des élections régionales de 1995. Spécialiste de marketing, il parle et bouge comme un *leghista*, et incarne localement la figure de l'entrepreneur en politique. À l'issue de ses douze années de pouvoir, il est devenu le référent des petits entrepreneurs du Nord-Est. Le *forzaleghismo* peut ainsi être décrit comme le réflexe de frustration de ceux qui forment le cœur économique et le poumon financier du pays, mais qui sont loin des centres de décision politique. Les Vénètes se comportent en effet comme s'ils étaient toujours dans l'opposition, y compris lorsque leurs partis de référence sont au pouvoir. La situation de Giancarlo Galan n'est pas toujours facile, car il doit coaliser derrière lui des entrepreneurs qui en réalité récusent toute forme de médiation politique. Il s'est efforcé de contenir les tensions centrifuges qui travaillent le Nord-Est pour le compte de Silvio Berlusconi en prétendant vouloir créer (un peu sur le modèle de la CDU bavaroise) un parti régional lié à *Forza Italia* qui fasse valoir les intérêts et la spécificité de cet espace complexe (Possamai, Galan, 2008).

Lorsque Bossi entre au gouvernement comme ministre des réformes institutionnelles, en 2001, son parti est déjà en grande difficulté dans le Nord-Est. Pourtant, l'indépendantisme n'a pas décliné en Vénétie : les militants de *Milizia Veneta* (un groupuscule régionaliste radical) exposent le « tank » dans les villages de la région, où il suscite partout la même ferveur quasi religieuse (*La Repubblica*, 15/09/2006). Les poussées centrifuges caractéristiques des années 1990 n'ont pas disparu, mais elles ont changé de forme et se sont déplacées du terrain du conflit explicite à celui d'une pratique implicite (Diamanti, 1999). L'État italien n'est plus confronté à des stratégies offensives, comme au milieu des années 1990, mais à des stratégies d'évitement ou de fuite. Ainsi, depuis le début des années 2000, on ne fait plus la sécession sur un mode grotesque – on s'abstient. Mais le calme n'est qu'apparent : l'abstentionnisme représente en fait l'achèvement du processus de détachement vis-à-vis de l'État et du système politique. Cette tendance qui s'exprimait auparavant par le vote *leghista* s'est soldée par une sortie du politique. Comme l'avance le philosophe italien Roberto Esposito, la dépolitisation est la forme politique à l'intérieur de laquelle se détermine l'autonomisation de l'économie. Celle-ci ne se développe pas naturellement, elle a besoin d'une force capable d'instituer et de conserver les conditions générales qui

lui permettent de fonctionner ; plus encore, elle a besoin d'une conscience déterminée de son propre fonctionnement (Esposito, 2003). La sphère de l'*impolitique*, c'est-à-dire ce qui n'est pas représenté, n'a donc pas cessé de croître à mesure que s'est affirmé le rejet de la médiatisation politique traditionnelle.

Les partis qui, comme la Ligue du Nord, sont le produit de cette désaffection des électeurs pour le collectif dégradent la politique au point d'en détourner un nombre toujours plus grand de citoyens. Ils bénéficient ensuite directement de l'abstention pour s'imposer électoralement dans les institutions : nous sommes entrés dans un cercle vicieux où la désaffection politique se nourrit d'elle-même. Les figures promues par ces partis n'ont plus aucune envergure politique, elles se contentent d'occuper des fonctions sans s'opposer (voire en privilégiant) les intérêts des plus puissants, souvent au détriment de la collectivité. Au final, la Ligue du Nord se sera donc contentée de faire le vide dans les institutions. Le *leghismo* est un « *sfascismo* » [de *sfacio* qui signifie désagrégation, et de *fascismo*] – jeu de mot italien qui traduit parfaitement la nature de ce mouvement : autant le fascisme a-t-il contribué à l'édification de l'État italien, autant la Ligue du Nord contribue à son démantèlement. Elle n'a jamais été que la parodie d'un parti traditionnel, l'expression à la fois ludique et perverse de la réaction anti-étatique des régions du Nord-Est. Les élites ont cessé de remplir leur mission de représentation traditionnelle. Les « représentants » d'aujourd'hui ne représentent plus qu'eux-mêmes, comme en témoigne Berlusconi qui ne se cache pas de défendre ses intérêts et ceux de ses clients à la tête de l'État. Comme ils sont autoréférentiels, ces élus sont les caricatures d'eux-mêmes et la vie politique se dégrade en *show* narcissique.

De manière significative, depuis 1998, aussi bien les élus locaux que les entrepreneurs du Nord-Est tournent le dos à l'Italie. Devant l'absence de réponse institutionnelle, ces acteurs locaux ont suivi une « stratégie de fuite » qui a été mise en œuvre avec tout le pragmatisme qui caractérise les Vénètes. Les difficultés économiques de ces dernières années ont accéléré le processus, attirant toujours plus d'entrepreneurs, effrayés par la concurrence des pays asiatiques. Pour mieux résister à cette offensive commerciale, ces petits entrepreneurs (notamment dans le secteur textile où l'innovation est généralement très faible) ont délocalisé leur production quitte à sacrifier leurs standards de qualité. Les entrepreneurs expli-



quent qu'ils ont été contraints de faire ces choix difficiles pour maintenir leurs affaires à flots et – même si cela peut paraître paradoxal – ces délocalisateurs s'affirment de plus en plus protectionnistes et plébiscitent le dernier livre de Giulio Tremonti, l'actuel Ministre des finances de Silvio Berlusconi. Proche des options de la Ligue du Nord, cet avocat fiscaliste a signé un essai intitulé *La peur et l'espérance*, qui est resté pendant plusieurs semaines en tête des ventes au printemps 2008. Dans ce qui constitue un véritable bréviaire populiste pour les prochaines années, Giulio Tremonti envisage de réhabiliter la politique contre l'économie, les valeurs contre la loi du marché et le consumérisme. Pour lui, le mal vient de l'extérieur (la mondialisation et la concurrence asiatique) et non des dynamiques endogènes du capitalisme italien. Il développe une authentique offensive de droite contre la globalisation et prône un retour au protectionnisme, ou plutôt au néo-mercantilisme, puisqu'il prône la déréglementation pour les entreprises européennes et l'élévation des droits de douanes aux frontières d'une Europe qu'il conçoit comme une forteresse judéo-chrétienne.

À la veille des élections d'avril 2008, les entrepreneurs que nous avons interviewés en Italie nous ont fait part de leurs inquiétudes, de leur profonde déception à l'égard des politiques menées ces dernières années par les gouvernements italiens successifs, et de leur circonspection à l'encontre des leaders de la droite pour lesquels ils s'apprêtaient néanmoins à voter. Seuls deux d'entre eux ont ouvertement manifesté leur satisfaction de voir Silvio Berlusconi revenir aux commandes du gouvernement. Ce profond désenchantement est quelque chose de nouveau et contraste avec l'engouement suscité par le *cavaliere* au début des années 2000. Beaucoup d'entrepreneurs ne se préoccupent plus vraiment des destinées du pays dans lequel ils sont basés. Depuis la fin des années 1980, Francesco Doni travaille dans la périphérie de Turin, en partenariat avec une entreprise roumaine qui produit pour lui les meubles de bureau qu'il conçoit pour l'administration italienne. Il a également des fournisseurs en Afrique noire où les ouvriers sont payés 3 ou 4 dollar par jour. Il réalise ainsi des plus-values très importantes sur ces meubles qu'il achète à un prix dérisoire. Aujourd'hui, Francesco Doni n'attend plus rien de la politique italienne : « Les difficultés pour opérer en Roumanie sont nulles, absolument nulles : c'est un pays où je me trouve très bien. Et quand je vois comment vont les choses aujourd'hui en Italie, je préférerais vivre là-bas. C'est vrai sous tous les aspects, mais principalement sous l'aspect politique car

moi, comme la plupart des entrepreneurs, nous n'en pouvons plus de nos gouvernants, de nos parlementaires, de tous ces gens qui nous sucent le sang. Même d'un point de vue bureaucratique la Roumanie n'est pas si problématique qu'on le dit, malgré son passé communiste et la dictature de Ceaușescu, car on peut surmonter les problèmes avec une certaine facilité. Je dirais qu'il y a beaucoup moins de résistance là-bas qu'en Italie : les impôts sont beaucoup plus bas, l'administration contrôle souvent notre comptabilité, mais je dirais que ce n'est pas vraiment préoccupant... C'est un pays qui me plaît, un pays où je travaille bien et où je continuerai à le faire. » L'une des principales raisons invoquées par les petits entrepreneurs italiens pour expliquer leur « fuite » vers l'Europe de l'Est est la possibilité pour eux d'avoir enfin les mains libres : pas de syndicats, pas de lois contraignantes, pas d'inspections et pas de taxes, ou si peu... Les difficultés, quand elles se présentent, peuvent être facilement aplanies par les bakchichs et les cadeaux – comme ils l'avouent sans problème en se plaignant de devoir encore et toujours « rincer » tout le monde.

De toute évidence, les délocalisations de l'Italie vers la Roumanie ne peuvent être assimilées au colonialisme du XIX<sup>e</sup> siècle : on n'occupe pas un territoire étranger pour y établir un nouveau pouvoir politique. Cette transplantation est motivée, au contraire, par la possibilité de retirer une plus-value sans la médiation des institutions et des groupes organisés du pays de départ. La première vague d'entrepreneurs italiens est arrivée en Roumanie juste après la chute de Ceaușescu. Souvent qualifiés d'« aventuriers » par nos interlocuteurs, ces gens recherchaient en priorité des zones où la situation économique était préoccupante, le chômage élevé, et les syndicats impuissants. En effet, sur ces aires politiquement et socialement isolées, l'employeur compte plus que le maire du village. En l'absence de médiations institutionnelles, les Vénètes ont ainsi pu perpétuer en Roumanie le modèle du *paròn* [« patron » en dialecte vénète] qui liait à lui ses ouvriers par un rapport de quasi servitude. Dans le contexte anarchique des premières années de la transition à l'économie de marché, certains entrepreneurs italiens se sont donc considérablement enrichis en profitant de l'absence de règles et d'une situation sociale particulièrement dégradée. Pour Ferruccio Gambino et Devi Sacchetto, ces entrepreneurs sont des *power brokers* qui contestent à une échelle modeste, parfois très modeste, les monopoles du pouvoir d'État. Le contexte politique de l'après-guerre froide – l'ouverture des frontières, l'affaiblissement de l'État-nation,

la diffusion du néo-libéralisme, etc. – a favorisé l'apparition de ces acteurs d'un type nouveau. À l'intérieur de l'usine, l'employeur est le seul détenteur des compétences politiques et devient ainsi un véritable *condottiere* post-moderne. Gambino et Sacchetto précisent que certains industriels savent s'assurer le concours de la police pour contrôler la main-d'œuvre aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine<sup>18</sup>. Nombre d'usines sont par ailleurs surveillées par des gardes privés et les ouvriers régulièrement fouillés à la sortie du travail en raison des nombreux vols. Les Roumains avaient en effet pris l'habitude de voler dans les coopératives et les usines d'Etat où ils travaillaient, et cette pratique se perpétue aujourd'hui au grand dam des entrepreneurs étrangers (qui n'en comprennent pas très bien les raisons). Ainsi, entre 1989 et 2007, se sont constitués à l'Est, en marge des nouvelles frontières de l'Union européenne, des espaces où tout semblait permis : exploitation économique, abus de pouvoir et pollution.

#### 1.4 Le goût de l'aventure et l'appât du gain

En février 2008, notre équipe se rend à l'Association des Petits Entrepreneurs de Cuneo. Cette contrée du Sud Ouest du Piémont a en effet tissé des liens privilégiés avec la Roumanie depuis le début des années 1990. Province blanche, Cuneo est le fief de la Ligue du Nord dans le Piémont. C'est dans les montagnes qui surplombent la ville et voient naître le Pô que le leader du parti répète chaque année le rite de l'Ampoule<sup>19</sup>. Enrico Grieco, le Président de l'API Cuneo est un amoureux de la Roumanie. Il fait partie des « pionniers du libéralisme » qui ont abordé ces « terres vierges » avant même la chute du régime communiste. Son bureau est orné d'une ancienne carte des trois principautés roumaines et d'un portrait de Vlad Tepes, la figure historique qui a inspiré le comte Dracula. Pour ce fumeur invétéré, la Roumanie, c'est aussi le pays qui lui laisse le loisir d'allumer ses cigarettes où bon lui semble... Il est propriétaire d'une entreprise en Roumanie depuis 1992 et exerce en parallèle une activité de consulting à destination des entrepreneurs qui, comme lui, souhaitent s'y implanter. Enrico Grieco nous explique que la présence italienne dans la région de Timișoara a pris ces dernières années une ampleur

<sup>18</sup> Dès les années 1980, certains entrepreneurs du Nord-Est ont passé des commandes aux usines d'Etat de la région de Timișoara. Ils disposaient ainsi indirectement d'une main-d'œuvre particulièrement docile.

<sup>19</sup> Il recueille un peu d'eau pure à la source du Pô sur le Monviso (province de Cuneo) pour ensuite la déverser dans la lagune de Venise afin de symboliser la purification de la vie politique et l'avènement d'un nouveau peuple du Nord, régénéré par l'eau des Alpes.

exceptionnelle. Les Italiens y sont les plus nombreux des investisseurs étrangers, même s'ils arrivent seulement à la cinquième position en termes de volume d'investissement. La présence piémontaise n'est pas la plus déterminante : « Les entreprises de Cuneo ne sont qu'une petite vingtaine ; 95% des entreprises italiennes de Timișoara viennent du *Triveneto*. Il y a toujours eu des liens entre le Nord-Est de l'Italie et l'Europe centrale. Les gens du *Triveneto* ont toujours considéré les pays de l'Est comme des aires d'expansion pour leurs activités. Nous, historiquement, nous sommes plutôt liés à la France. » Selon Enrico Grieco, c'est essentiellement pour des raisons logistiques que ces entrepreneurs italiens ont choisi la Roumanie, et en particulier le Banat. La région est en effet un carrefour dans un espace où les réseaux de transport sont sous-développés et le relief escarpé. Comme il nous l'explique, les camions mettent 12 heures pour faire les 1200 km qui séparent le Piémont de Timișoara, il en faut à peu près autant pour traverser la Roumanie vers l'Est (c'est-à-dire pour faire seulement 400 km).

Une autre raison de l'attrait de la Roumanie réside selon Enrico Grieco dans la faiblesse des coûts de production, mais aussi dans son marché en pleine expansion. D'après lui, si l'entrée dans l'Union détermine d'un côté une augmentation des coûts, elle engendrera de l'autre une hausse des revenus. Il est donc plutôt optimiste en ce qui concerne les perspectives de développement du pays<sup>20</sup> : « Depuis le début des années 1990, tout a changé en Roumanie. Il y a sept ou huit ans, on pouvait acquérir des terrains agricoles pour 100 ou 150 marks l'hectare, alors que le même terrain vaut maintenant 2000 euro l'hectare. Les prix ont parfois été multipliés par 40 en l'espace de dix ans. C'est également le cas pour l'immobilier, bien que dans une moindre proportion. Un appartement neuf à Timișoara coûte aujourd'hui 1500 euro au mètre carré, soit dix à quinze fois plus qu'il y a dix ans. C'est une augmentation considérable, et l'entrée dans l'Union européenne accentue encore le phénomène. Le 1<sup>er</sup> janvier 2007 a vraiment marqué une césure importante pour la Roumanie : rien ne sera plus jamais comme avant. Nous sommes en train de vivre une période de changements très rapides. Je ne sais pas à quoi ressemblera ce pays dans cinq ans, mais je pense que son développement sera très important, pour diverses raisons. Premièrement, parce que l'entrée dans l'Union européenne comporte toute une série d'obligations, mais aussi des oppor-

<sup>20</sup> L'optimisme du Président de l'API Cuneo doit aujourd'hui être nuancé à la lumière de la crise économique en cours.

tunités décisives. L'Europe a prévu d'investir un chiffre énorme d'ici à 2013 pour soutenir le développement du pays : 34 milliards d'euro. C'est une occasion de développement historique pour la Roumanie. Cela va lui permettre de construire les infrastructures qui lui font défaut et la laissent à la marge. C'est tout à fait déterminant, car la Roumanie est un carrefour en Europe de l'Est, une zone de transit pour le commerce entre l'Occident et l'Orient. Son entrée dans l'OTAN est également importante pour le commerce. Les États-Unis continueront de soutenir le pays et c'est de bon augure pour nous. Savez-vous qu'une partie des soldats de troupe sous commandement italien au Kosovo, en Afghanistan ou même en Irak sont roumains ? »

Les principaux secteurs d'activité qui ont été déplacés en Roumanie sont, dans l'ordre : le textile, le travail du cuir et la mécanique. Dans tous ces domaines, la Roumanie disposait déjà d'un savoir-faire indiscutable sous le régime communiste. Les Italiens ont ensuite développé de nouveaux secteurs d'activité. Par rapport à la première vague d'arrivée des « aventuriers » du Nord-Est, dans les années suivant la chute de Ceaușescu, les investissements des années 2000 correspondent à l'entrée dans une nouvelle phase de développement capitaliste. Les gros producteurs agricoles occidentaux s'intéressent de près aux terres agricoles roumaines – en particulier aux « terres noires » qui s'étendent de la Moldavie roumaine jusqu'à l'Ukraine, en passant par la République de Moldavie, qui sont parmi les plus riches du continent, mais sont globalement sous-exploitées. Le secteur agro-alimentaire étant primordial dans la région de Cuneo, les entrepreneurs de cette province cherchent à se positionner dans ce secteur : « Jusqu'à là les terres n'ont pas été mises en valeur comme elles auraient dû l'être, parce qu'on a fait surtout des investissements spéculatifs : on a acheté des terrains qu'on a laissés à l'abandon en attendant que les prix grimpent pour les revendre avec d'importants profits. La Roumanie a déjà pris des mesures contre ces pratiques, elle taxe désormais les propriétaires qui ne cultivent pas leurs terres. Je pense donc que la situation va évoluer. Les spéculateurs sont déjà en train de vendre leurs terres à de grands groupes agro-alimentaires. Il y a des espaces très importants qui seront destinés à la culture de biocarburants. On prévoit par exemple de faire de grandes cultures de colza dans le centre du pays. » Dans les prochaines années, les Piémontais espèrent aussi exporter en Roumanie les technologies agricoles à haute valeur ajoutée qu'ils ont développées chez eux : « La province

de Cuneo exporte du matériel agricole pour toutes les phases de la chaîne agro-alimentaire depuis la production jusqu'à la transformation et la conservation des produits : nous fabriquons ainsi des machines pour la sélection des fruits, des systèmes pour la réfrigération, etc. »

Enrico Grieco a convié à notre rendez-vous deux autres entrepreneurs de la province de Cuneo qui travaillent dans la région de Timișoara. Il nous présente le premier : Paolo Fidone est électricien et vient de se lancer avec son associé dans un « projet pharaonique ». Ils sont en train d'aménager une zone industrielle de 300 000 mètres carrés sur le territoire de la petite ville de Sântana, entre Timișoara et Arad. Ils s'occupent de faire installer les canalisations d'eau, les câbles électriques et les lignes téléphoniques avant de faire construire les 47 usines neuves prévues sur la zone. Ce projet s'inscrit dans le plan de financement 2007-2013 de l'Ouest du Banat. Paolo Fidone est appuyé par le maire de Sântana, qui se réjouit d'accueillir des industriels étrangers sur le territoire de sa commune : « Cet investissement devrait engendrer la création de 2000 emplois et comme vous pouvez l'imaginer, le projet est déjà abondamment publicisé par les élus locaux. » Il nous expose le cheminement du projet : « Au début des années 2000, nous avons été invités, moi et mon associé, à l'inauguration d'une usine dans le district de Timiș, et la région nous a plu. Nous avons déjà des engagements par ailleurs, mais l'idée a fait son chemin et nous avons décidé de nous lancer dans cette aventure. C'est un Piémontais que nous connaissions qui nous a convaincu de le faire, nous ne serions pas partis sans l'appui d'une personne de confiance. En 2003, nous avons engagé les démarches administratives. Nous n'avons eu aucun problème pour acquérir les terrains, nous n'avons fait que répondre à un appel d'offre. Par contre, cela a été très compliqué pour transformer ces terres agricoles en terrains industriels, et puis, au moment où nous étions sur le point de conclure nos démarches, la Roumanie est entrée dans l'Union européenne et nous avons dû revoir notre copie ! Notre zone industrielle se trouve sur le tracé de la première autoroute que les Roumains construisent selon les normes européennes, et ils nous ont contraints à faire toute une série d'aménagements supplémentaires : les entrées doivent être faites d'une certaine manière, nous devons prévoir des ronds-points, des espaces pour des zones vertes, etc. Pratiquement, nous sommes en train d'aménager la première zone industrielle européenne en Roumanie ! En tout, nous avons employé 100 000 euro pour obtenir les permis et faire faire tous

les documents. Notre plan doit encore être visé par Bucarest à l'heure où je vous parle... ». Paolo nous explique qu'il a déjà plusieurs acquéreurs pour les usines en construction, tous italiens : « Nous avons décidé de nous spécialiser dans l'aménagement de zones industrielles car, comme vous pouvez l'imaginer, c'est très compliqué pour un industriel qui veut s'établir en Roumanie de prendre en charge à lui seul l'ensemble des démarches, il ne peut pas maîtriser toutes les étapes du processus. Lorsque tu dois produire pour honorer tes commandes, tu ne peux pas te permettre de perdre du temps avec l'administration, il faut que tout aille très vite et qu'en l'espace de six mois tes nouveaux bâtiments soient prêts. En achetant un établissement qui dispose déjà de tous les équipements nécessaires, tu gagnes du temps et donc de l'argent. » Paolo Fidone se plaint cependant du fait que l'administration roumaine soit très formelle et très pointilleuse, et que la corruption y soit très répandue.

Le second entrepreneur qu'Enrico Grieco nous présente s'occupe pour sa part de sécurité et de gestion des risques industriels. Federico Derossi est un spécialiste des risques d'incendies et d'explosions à l'intérieur des usines. Depuis 1993, il aide les entrepreneurs à s'adapter aux normes de sécurité européennes. Il est présent à Timișoara depuis 2006 : « Au moment où les normes européennes sont entrées en vigueur, nous étions déjà opérationnels. Notre expertise est très appréciée et nous travaillons avec des industriels de toutes les nationalités dans le district de Timiș. » Federico Derossi est très préoccupé par l'état des structures industrielles héritées du communisme et il se plaint du retard technologique des Roumains. Son entreprise a engagé trois ingénieurs roumains afin de les former en Italie : « C'est très difficile de trouver une personne compétente. Comme vous le savez peut-être, les diplômes s'achètent pour environ 300 euro en Roumanie. Ce n'est même pas très cher. Dans ces conditions, il faut que vous parveniez à identifier un jeune ingénieur qui ait étudié au moins un peu. En plus, les jeunes Roumains ont des attentes démesurées en raison de l'incroyable croissance de ces dernières années et, disons-le, ils ont très peu envie de travailler. Les entrepreneurs s'arrachent les meilleurs en leur proposant parfois seulement dix euro de plus. Il est impossible de se fier à vos employés. Un fois formés, ils risquent de s'envoler pour une poignée d'euros. »

Nous interrogeons Paolo et Federico sur leur vie en Roumanie. Federico nous avoue qu'il ne peut y rester plus de deux semaines sans ressentir l'impérieux besoin de rentrer dans le Piémont. Selon lui il n'y a pas de vie dans ce pays. Il est difficile d'y circuler. L'atmosphère y est triste : « Voir sur la place principale des enfants sniffer de la colle dans des sacs de plastic n'est pas un spectacle très réjouissant ». Les hôpitaux sont dans un état de délabrement très préoccupant. Le mauvais fonctionnement de l'administration roumaine est problématique. Paolo évoque le découragement qui le saisit après seulement dix jours : « Cela me plaît de travailler en Roumanie, seulement voilà, lorsque j'arrive je suis plein d'enthousiasme, mais je m'aperçois qu'à mesure que les jours passent, je n'ai pas fait la moitié des choses que j'avais programmées, alors mon enthousiasme retombe. Il faut à peu près 10 jours en Roumanie pour faire ce que l'on fait en Italie en trois jours. » En somme, comme l'avoue le second, ce sont principalement des motivations économiques qui retiennent Paolo et Federico en Roumanie : « Moi, j'aime mon travail et j'aime aussi le faire en Roumanie, mais tu es confronté à beaucoup de difficultés. Si tu acceptes de les endurer, c'est uniquement parce que tu sais que le retour sur investissement sera très important. Fort heureusement, des entreprises d'un peu partout y affluent aujourd'hui, des entreprises bien structurées avec lesquelles nous pouvons travailler sérieusement. » Il est en revanche beaucoup plus réservé sur la rationalité économique des Roumains et pense que le chemin sera long avant qu'ils ne s'adaptent au système économique capitaliste : « Sous le communisme, tout leur était garanti même s'ils ne faisaient rien. Certes, ce n'était pas Byzance, mais ils avaient tous de quoi vivre. Ils n'ont pas encore intégré comment fonctionne notre système. Lorsqu'ils touchent leur paie, ils s'en vont, puis on les voit revenir quelques semaines plus tard, car ils n'ont plus un sou. Ils dépensent tout leur argent, tout de suite, et principalement dans des biens de consommation, comme les télévisions à écran plasma ou les téléphones portables. Il n'y a aucune rationalité dans leurs comportements économiques. Les entreprises roumaines sont le fruit de la reconversion des anciens cadres communistes. C'est une réalité plutôt faible, essentiellement parce qu'ils ne peuvent pas accéder au crédit pour se développer. Les banques roumaines considèrent les entrepreneurs comme des enfants à qui elles concèdent un peu d'argent de poche de temps en temps. Ils ne peuvent même pas retirer leur propre argent de la banque comme ils l'entendent. » Ainsi, les récits des entrepreneurs, qu'ils prennent des accents enthousiastes,

siastes lorsqu'il est question des retours sur investissement, ou des accents catastrophistes lorsqu'il s'agit de décrire la situation de la Roumanie, soulignent tous la particularité d'un moment historique et font écho aux narrations quasi-mythiques qui distinguent le modèle du Nord-Est

### 1.5 Narrations et contre-narrations dans le Nord-Est

Plusieurs intellectuels de la région se sont fait les interprètes de la rébellion des entrepreneurs du Nord de l'Italie qui a surpris les Européens au début des années 1990, et revenir sur ces écrits peut se révéler intéressant. Deux journalistes de Bergame ont ainsi contribué à diffuser les thèmes de la Ligue à l'échelle du pays : le premier, Daniele Vimercati (1957-2002) a écrit les principaux ouvrages propagandistes *leghisti* avec Umberto Bossi ; le second, Vittorio Feltri, après son passage dans *Il Giornale* de Silvio Berlusconi, a fondé en l'an 2000 un quotidien très largement distribué dans le Nord-Est, *Liberio*. Ce journaliste n'a jamais caché ses orientations politiques et porte une cravate verte comme les élus de la Ligue. Aussi bien les ethno-fédéralistes que les *anarcocapitalisti* s'expriment dans les colonnes de son journal. Cependant, le plus intéressant est sans doute Giorgio Lago (1937-2005), l'ancien directeur de la *Gazzetta di Venezia* (1984-1996). Ses écrits journalistiques ont été récemment collectés et publiés par Paolo Possamai (2007). Giorgio Lago est à l'origine du concept de « Nord-Est » (avant lui on parlait de *Triveneto*). Le Nord-Est de Giorgio Lago est un *Triveneto* enrichi où la culture traditionnelle perd sa substance et s'efface sous l'effet du progrès économique et de l'acculturation qu'il engendre.

Giorgio Lago se définit lui-même comme un libéral (presque au sens américain du terme) et défend l'autogouvernement et le fédéralisme, mais il est en même temps très critique à l'égard des options séparatistes de la Ligue du Nord. Il pense que le fédéralisme a été décrédibilisé par les provocations du leader de la Ligue et conteste le centralisme régional dont celui-ci s'est fait l'artisan. Il a également contribué à spécifier le capitalisme du Nord-Est dans ses articles et son livre, *Nordest chiama Italia* (1996). Il a baptisé ce modèle économique l'« industrialisation diffuse » (une PME pour 10 habitants à la fin des années 1980). C'est à ses yeux la flexibilité du capitalisme vénète qui lui aura permis de résister à la

crise qui a affecté l'Europe à partir de 1974. Cependant il s'inquiète des effets déstructurants de l'hyper individualisme qui sous-tend ce modèle économique<sup>21</sup>. Giorgio Lago parle même de « capitalisme de l'homme quelconque » en référence au mouvement poujadiste de Guglielmo Giannini<sup>22</sup>. Il est persuadé que l'exacerbation de l'individualisme est le problème le plus préoccupant de ce « capitalisme sans système ». Aujourd'hui, la *Fondazione Nordest* revendique l'héritage de Giorgio Lago. Cette fondation liée à la principale association patronale de Trévise essaye de promouvoir l'identité vénète en même temps que l'économie régionale. Cependant, les rapports annuels qu'elle produit sur le Nord-Est ont avant tout une fonction promotionnelle et sont relativement peu critiques malgré les difficultés économiques bien réelles que rencontre la région depuis le début des années 2000.

Si les journalistes proches du mouvement fédéraliste ont produit des représentations plutôt positives de la Vénétie, en insistant sur son extraordinaire développement économique, d'autres prétendent au contraire que ces images du succès économique dissimulent de véritables crimes. En novembre 2003, un article de Gianfranco Bettin<sup>23</sup> est venu ternir définitivement l'image du Nord-Est, suscitant de nombreuses réactions embarrassées : « Que ceux qui doutent encore de l'usage, totalement consumériste, et même jetable, que le mythique Nord-Est fait souvent de la main-d'œuvre immigrée – c'est-à-dire d'hommes et de femmes de chair et d'espérances – considèrent un instant ce qui s'est passé hier matin à Trévise et à Casier, aux alentours immédiats du chef-lieu du *Made in Italy* (...) Les forces de l'ordre ont été dépêchées contre de pauvres gens qui occupaient depuis longtemps déjà deux bâtiments délabrés et abandonnés (...) Les immigrés, tous employés dans l'industrie de la province, y avaient trouvé refuge dans un contexte où leur besoin vital d'un toit est humiliée de toutes les manières. Sur l'initiative des collectivités locales gérées par la Ligue, et surtout à cause de l'action insidieuse des partisans de l'ancien maire Gentilini (*Deus ex machina* padan de

21 Le « modèle » décrit par Lago est loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes de la région. Plusieurs observateurs soulignent au contraire que le Nord-Est n'a pas vraiment de modèle économique parce que son capitalisme est trop anarchique.

22 Le « Front de l'Homme Quelconque » (UQ) fut un mouvement, puis un parti politique qui pris le nom du journal éponyme (*L'Uomo qualunque*) fondé à Rome en 1944 par le satiriste et journaliste italien Guglielmo Giannini. Ce mouvement regroupa tous les déçus de l'Épuration. Ses thèmes de prédilection (lutte contre le communisme, lutte contre la grande industrie capitaliste, promotion d'un ultralibéralisme individualiste, baisse des impôts, limitation du rôle de l'État dans les affaires sociales) et le langage coloré de son leader en font un précurseur de la Ligue du Nord.

23 Gianfranco Bettin est chercheur en sciences sociales, écrivain et Conseiller régional vert. Proche de Massimo Cacciari, il fut également son adjoint à la mairie de Venise. Cet article est paru dans *Il Manifesto*, le 20 novembre 2003.



la zone), la possibilité pour de nombreux travailleurs immigrés de trouver un logement reste une chimère. Les politiques publiques marquent le pas, les élus de la Ligue vont jusqu'à faire obstacle aux initiatives des privés (les industriels en premier) et même aux associations caritatives (...) Ainsi, on jette à la rue la nuit ceux qui passent leurs journées à travailler pour le fameux *Made in Italy* et la locomotive du Nord-Est. Misérable *Made in Italy*, qui fait montre de compassion quand cela ne lui coûte rien, mais devient féroce lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts sur la peau des autres. Et misérable Nord-Est, locomotive obtuse qui n'ira nulle part, ou seulement sur des territoires pleins d'injustices et de désordres, s'il ne se donne une ligne de conduite digne d'un pays civilisé. »

La Vénétie, qui se distingue aujourd'hui par ses régressions *leghiste*, fut également, dans les années 1970, l'un des épicentres de l'extrémisme de gauche. Antonio Negri commença sa carrière de professeur à la faculté de science politique de Padoue tandis que dans la toute nouvelle faculté de sociologie de Trente, deux étudiants, Renato Curcio et Mara Cagol, fondèrent les Brigades Rouges. Deux auteurs proches de ces courants radicaux ont réélaboré leur expérience de la subversion dans des romans noirs à succès : Donna Leon<sup>24</sup> et Massimo Carlotto<sup>25</sup>. Ils y dénoncent les pratiques mafieuses du capitalisme vénète et ses liens avec la criminalité organisée des pays de l'Est. Les descriptions qu'ils font de l'univers des *nouveaux riches* réactivent les stéréotypes de la corruption morale généralement associés à cette partie de l'Italie<sup>26</sup>. Massimo Carlotto était lui-même partie prenante du mouvement *Lotta Continua* lorsqu'il a été impliqué dans un crime sexuel qui l'a contraint à l'exil. Cette expérience de l'injustice a marqué l'œuvre littéraire de Carlotto, qui ne cesse de pourfendre les certitudes morales et les hypocrisies de son pays à travers la fiction et l'autofiction. Son roman, *Arrivederci*

24 Née en 1942 dans le New Jersey, Donna Leon a vécu à Venise pendant vingt ans en travaillant comme professeur et écrivain. Ses romans sont écrits en anglais et traduits dans de nombreuses langues, à l'exception de l'italien. Son personnage principal, le commissaire Guido Brunetti, doit résoudre des affaires qui ont toutes pour cadre la ville de Venise et ses environs. Chaque cas est l'occasion pour l'auteur de révéler des aspects obscurs de la société locale.

25 Massimo Carlotto est né en 1956 dans le Nord-Est de l'Italie. En 1976, il est accusé du meurtre de l'une de ses connaissances. Acquitté une première fois, puis condamné, Massimo Carlotto s'enfuit à l'étranger sur le conseil de ses avocats. De 1982 jusqu'en 1985, il vit sous différentes identités à Paris, puis en Amérique latine. Durant ses années d'exil, il est aidé et couvert par la communauté internationale des réfugiés politiques et sa famille l'assiste financièrement. À Mexico, il est trahi par un avocat, torturé par la police et extradé vers l'Italie sous l'identité d'un autre suspect. De retour en Italie, il devient le centre d'une grande campagne internationale de défense : l'écrivain sud-américain Jorge Amado et le célèbre philosophe italien Norberto Bobbio lui apportent leur soutien. En 1993, il bénéficie enfin de la grâce présidentielle. Le « cas Carlotto » a marqué une étape dans l'histoire judiciaire italienne et fait l'objet d'études universitaires : il fut jugé onze fois et totalisa à lui seul 96 kilos de procédures judiciaires. Depuis qu'il a été libéré, Carlotto se consacre à l'écriture.

26 Dans l'imaginaire européen, la Vénétie est l'espace symbolique de la corruption, de la décadence morale et de la mort comme Thomas Mann l'a illustré à travers son roman, *La Mort à Venise* (1912). L'œuvre cinématographique de Luchino Visconti s'est abondamment nourrie de ces représentations.

*Amore, Ciao*, adapté au cinéma en 2006 par Michele Soavi, est sans doute l'une des œuvres les plus noires de la littérature italienne (Carlotto, 2003). L'intrigue se développe entre la Chute du Mur de Berlin et aujourd'hui. Giorgio Pellegrini, un gauchiste idéaliste devenu terroriste, retourne en Italie après un exil en Amérique centrale afin de recouvrer la « normalité ». En faisant chanter d'anciens militants, il obtient une peine de prison réduite. Une fois libéré, il sombre dans une spirale de violence et n'a plus qu'un objectif : s'acheter une respectabilité. *Arrivederci Amore, Ciao* est un roman de formation à l'envers où le parcours du protagoniste éclaire l'échelle des valeurs dominantes dans les régions riches du Nord-Est. Le narrateur, issu de la lutte armée, se défait peu à peu de ses idéaux et de tout souci moral. Sorte de Che Guevara reconverti en proxénète au début des années 1990, il devient pour finir le propriétaire d'un restaurant à la mode fréquenté par toute la bonne société d'une petite ville de Vénétie : « J'étais finalement parvenu à couper les ponts avec mon passé. Le présent et le futur seraient maintenant incarnés par une communauté qui avait le sens de l'amitié et de la solidarité – Et des affaires. Je serais dorénavant un citoyen honnête et estimé, occupé seulement à gagner son pain. Et à jouir de son argent (Carlotto, 2003, p. 181). »

*Arrivederci Amore, Ciao* est un roman sur le Nord-Est dans la mesure où c'est un roman sur la volonté de s'enrichir à tout prix. Plus le héros s'enfonce dans l'abjection, plus il réintègre la société bourgeoise dont il avait été banni en raison de ses options politiques. Le film porte quant à lui à l'extrême le cliché du soixante-huitard qui a trahi ses engagements de jeunesse pour se jeter à corps perdu dans la course à la réussite. Dans une Italie où l'anticommunisme a survécu à la Chute du Mur de Berlin et à la transformation du PCI en parti social-démocrate, tel est le récit du « retour à la normale » de Giorgio après le combat idéaliste de sa jeunesse. La seule action morale qu'il aura jamais accomplie fut de se précipiter vers le gardien de nuit, au risque de sa propre vie, pour le prévenir de l'explosion imminente de la bombe qu'il venait de poser. Paradoxalement c'est à cause de cette action qu'il devra s'exiler de son pays et c'est en se comportant de manière cynique et violente qu'il parviendra à s'y réinsérer socialement. Massimo Carlotto nous permet ainsi de saisir la « double morale » du Nord-Est (« Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais »). À travers ce récit, il donne à voir de manière saisissante l'intrication entre l'enrichissement et la corruption des valeurs morales dans l'Italie des quinze dernières années. Dans un univers où seule l'ostentation compte, la provoca-

tion que constitue le spectacle de la cruauté révèle la réalité la plus innommable. La structure perverse du roman nous parle d'un monde en transition. Dans un Nord-Est où la démarcation entre légalité et illégalité s'efface, la ligne de partage entre le bien et le mal devient floue et tout risque de basculer.

Ainsi, en Vénétie comme dans le Sud de l'Italie, la critique sociale se déploie aujourd'hui à travers des œuvres littéraires, car il semble trop délicat d'aborder certaines questions sans user de subterfuges. Le succès du livre de Roberto Saviano, *Gomorra* (2006), qui n'est ni vraiment une œuvre de fiction, ni vraiment une enquête de terrain, mais « quelque chose » à mi-chemin, confirme que la réalité italienne nécessite parfois des modalités d'analyse détournées. Il devient en effet difficile de parler de l'illégalité quand elle prend une telle ampleur économique. Ainsi que le souligne Alessandro Dal Lago à propos de *Gomorra*, l'ensemble de ces œuvres de fiction constitue un véritable défi pour les anthropologues, car elles ont la prétention explicite de dire la vérité sur un univers social (Dal Lago, 2008). Cela est d'autant plus crucial que *Gomorra* est aujourd'hui à la fois un véritable phénomène éditorial (23 éditions en septembre 2007), une affaire criminelle (dans la mesure où Saviano est physiquement menacé<sup>27</sup>) et une affaire politique, puisque des personnalités publiques lui ont apporté leurs soutiens en le comparant à Salman Rushdie et à tous les écrivains persécutés de par le monde. Roberto Saviano emprunte au genre ethnographique ses stratégies discursives. Il met en pratique l'observation participante et décrit admirablement ce dont il a été témoin. La qualité de ses observations donne à son ouvrage un caractère objectif et scientifique. Les anthropologues ne peuvent éluder le lien établi dans *Gomorra* entre globalisation et développement de la criminalité organisée.

Roberto Saviano fait une description tout à fait réaliste du fonctionnement du port de Naples: il montre comment des marchandises produites dans des conditions totalement illégales (notamment par des Chinois) sont réinjectées dans le circuit de l'économie légale. Ces circuits illégaux enjambent les frontières, contournent les douanes, échappent aux taxes et aux contrôles d'identification des marques ; ils lient (en passant par les ports de Naples, Gênes ou Bari) Shanghai à la Via Montenapoleone, le haut lieu de la mode milanaise. Saviano décrit également le

système de sous-traitance dans le secteur textile et montre comment les familles de la *camorra* s'y insèrent en prêtant de l'argent aux petits entrepreneurs napolitains. Nous ne pouvons plus ignorer que certains des biens que nous consommons sont produits dans des conditions infernales par des semi-esclaves et que le microcosme criminel de la *camorra* fait partie du paysage global. Cette remarque vaut également pour les trafics de déchets que décrit également Saviano. La *camorra* organise le transport des déchets toxiques et industriels en Campanie, de la même manière que certains armateurs gèrent (en lien avec les services secrets et les potentats locaux) leur exportation dans les pays pauvres. Ainsi, ce qui est de l'ordre de la légalité ou de l'illégalité n'est pas défini en fonction de catégories juridiques substantielles, encore moins de catégories morales, mais en fonction de variables situationnelles. Tout dépend en réalité de qui organise la protection des trafics : les États, les multinationales, les seigneurs de la guerre ou, ici, les mafias. Roberto Saviano assemble des faits que tous les Italiens connaissent mais la « vérité composite » qu'il livre à travers ses descriptions constitue sans doute l'un des tableaux les plus vivants et synthétiques de la globalisation. En parlant à la première personne, en détaillant ses sensations physiques et ses réactions morales, il cherche à faire partager son expérience d'observateur au lecteur – lequel est ainsi porté à croire tout ce qu'il avance. C'est là que se joue la force de séduction de l'ouvrage, et c'est là également que se nouent les motifs de mécontentement des chefs de la *camorra* qui veulent la peau de Saviano.

Pour Alessandro Dal Lago, ces procédés stylistiques n'apportent pas grand-chose en termes ethnographiques, leur valeur est purement littéraire. Il pointe aussi les lacunes techniques de l'ouvrage : Roberto Saviano néglige souvent d'apporter les preuves de ce qu'il avance ; son narrateur reste étrangement mystérieux et allusif sur son mandat et il évite soigneusement de parler des liens entre la *camorra* et la sphère politique. Beaucoup des informations qu'il fournit sont en réalité de seconde main. Elles émanent pour la plupart de sources judiciaires, ce qui laisse supposer que le récit à la première personne est souvent un expédient. Seuls les deux premiers chapitres et le dernier ont une dimension ethnographique évidente. Roberto Saviano fait clairement le choix de la littérature pour mieux échapper à certaines de ses responsabilités, car l'enquête littéraire n'est pas obligée de poser la question de l'honnêteté. Ainsi, il se permet de ne citer ni ses sources, ni ses références, et d'évacuer tout l'appareillage scientifique (bibliographie, notes de

<sup>27</sup> Menacé par la *camorra* napolitaine, Saviano vit actuellement reclus, sous la protection de la police italienne.

bas page, etc.). Pour Dal Lago le livre de Saviano est une « auto-ethnographie » : l'auteur est napolitain et partage les codes de l'univers qu'il décrit. Son récit n'est pas distancié, il a tout de l'auto-affirmation et du réquisitoire. Selon l'anthropologue italien, ce type de stratégie narrative serait typiquement américaine et marquerait l'entrée fracassante dans la littérature italienne d'un genre nouveau, à mi-chemin entre le journalisme et le roman : le *muckraking*<sup>28</sup>. De ce point de vue, le livre de Saviano marque un tournant par rapport à la vague des romans noirs italiens qui, depuis une quinzaine d'années, occupent la devanture des librairies de la péninsule. Face au succès de *Gomorra*, que reste-t-il aux anthropologues ? La connaissance ethnographique n'est pas uniquement description d'un univers social, elle est aussi le résultat d'un remodelage incessant de l'armature méthodologique et conceptuelle de la discipline. Alessandro Dal Lago situe dans un *continuum* l'ethnographie et ces œuvres littéraires sans vocation scientifique affichée. Cette contiguïté imposerait aux ethnographes de relever le défi que leur lancent ces auteurs, non pour les concurrencer en termes de ventes, mais pour parvenir à décrire la réalité sociale au moins aussi efficacement qu'eux. L'œuvre de Roberto Saviano vient rappeler trois choses essentielles aux ethnographes : tout d'abord, qu'ils ne doivent pas nier le mandat moral qui les motive sous peine d'obscurcir la vérité qu'ils veulent faire partager ; ensuite, qu'ils ne doivent pas refouler la dimension narrative de leurs écrits, surtout lorsqu'ils s'expriment à la première personne comme l'implique l'observation participante ; enfin, qu'ils ne doivent pas confondre les effets d'objectivité de leurs techniques narratives avec leur mandat scientifique. Pour toutes ces raisons, les anthropologues ont intérêt à lire les genres connexes, surtout lorsqu'ils concernent leur objet. C'est en ce sens que le roman-vérité de Roberto Saviano peut constituer un ressort pour l'ethnographie des processus globaux.

<sup>28</sup> Le *muckraking* ou genre « fouille-merde » en français fut baptisé ainsi par Théodore Roosevelt. Les principaux représentants de ce courant littéraire sont des socialistes américains. Le plus fameux étant Upton Sinclair (1878-1968) auteur du roman sur les chercheurs de pétrole américains, *Oil!*, sorti en 1927 et adapté tout récemment au cinéma par Paul Thomas Anderson, *There will be blood* (2008). Ce genre a des représentants contemporains, telle Barbara Ehrenreich, dont nous citons les travaux dans la troisième partie de cette étude.



*« Les Italiens sont venus ici, ils ont acheté toute la terre. C'est ce qu'ils ont fait. Il y a entre 10 000 et 15 000 Italiens dans le district de Timișoara. Ils sont ici pour deux raisons. La première c'est le coût très bas de la main-d'œuvre, et la deuxième, ce sont les femmes. Oui, c'est aussi pour ça qu'ils sont là. Il est beaucoup plus facile pour eux de gagner une femme ici car ils ne sont pas obligés de se comporter d'une certaine manière : il y a tellement de femmes qui vivent dans la pauvreté qu'il leur suffit de leur donner un peu d'argent. Voilà ce que j'en pense. Et puis, bien sûr, la terre... À peu près 10 000 hectares leur appartiennent (...) Certains font de l'agriculture, d'autres seulement de la spéculation, ils ont acheté la terre pour une bouchée de pain et la revendent en faisant de très larges profits. »*

**SORIN FLORESCU, ENTREPRENEUR, TIMIȘOARA, AVRIL 2008.**

## II – La Ruée vers l'Est

Les réactions xénophobes que suscite l'immigration roumaine en Italie inquiètent les Roumains. En effet, l'argent transféré par leurs compatriotes émigrés constitue pour eux une source de revenu importante. Ils s'alarment également du fait que les actes de délinquance commis à l'étranger puissent ternir l'image des Roumains en Europe. Les problèmes de criminalité sont presque systématiquement imputés aux Roms, et les déclarations anti-roumaines de Silvio Berlusconi provoquent par contrecoup des vagues de xénophobie anti-rom en Roumanie. D'un autre côté, les Italiens que nous avons rencontrés et interviewés dans le Banat ont presque tous évoqué une grande proximité culturelle entre eux et les Roumains (bizarrement, ces derniers sont beaucoup plus réservés sur la question). Au-delà de l'évidente similitude entre les deux langues latines, comment se fait-il que les Italiens installés à Timișoara manifestent de tels sentiments de proximité, en dépit des asymétries économiques et des tensions diplomatiques entre les deux pays ? Les Vénètes tout particulièrement s'identifient aux Roumains – peut-être parce qu'ils ont l'impression d'être projetés quelques décennies en arrière, de retrouver les conditions économiques du « Miracle italien ». Certains entrepreneurs nous ont dit avoir le sentiment de vivre une seconde jeunesse en se lançant dans une nouvelle aventure économique (et parfois même matrimoniale). Mais ce sentiment

de familiarité exprimé par les Italiens dépasse la simple euphorie économique, il s'étend au paysage et à la culture. Le Banat est en effet assez similaire à la plaine du Pô, le climat y est presque le même et, en dépit des différences nationales, ces anciens territoires de l'Empire austro-hongrois demeurent liés entre eux par un certain nombre de traits culturels. Ainsi, les difficultés des Roumains ramènent les Italiens à leur propre passé, et les représentations de leurs propres expériences historiques médiatisent celles qu'ils se font aujourd'hui de la situation roumaine.

## 2.1 Archéologie de l'espace économique italo-roumain

Nous ne ferons ici qu'ébaucher l'histoire de la communauté italienne en Roumanie, car il faut à souligner la radicale nouveauté de l'espace transnational apparu entre le *Triveneto* et le Banat roumain à la faveur de la globalisation et de l'intégration européenne. De fait, l'ancienne communauté italienne de Roumanie n'a que très peu de relations avec la nouvelle, laquelle ignore presque tout de la précédente. Les Roumains semblent presque aussi orgueilleux de leur latinité que les habitants de la capitale italienne. Ils aiment à se présenter comme les descendants des légionnaires romains qui conquièrent les territoires de l'actuelle Roumanie. Le mythe national roumain s'appuie donc sur la figure de Trajan, l'Empereur romain qui conquiert la Dacie en l'an 107. Les nationalistes roumains n'ont cessé d'insister sur la spécificité d'un espace culturel latin contre l'univers slave qui l'entoure, et entrepris de « romaniser » la langue vernaculaire que parlaient les habitants de cet espace. Ainsi, si les liens culturels entre l'Italie et la région du bas Danube remontent à l'Antiquité, c'est seulement à partir du XIXe siècle qu'ils ont été extrapolés et largement mythifiés. Dans l'entre-deux-guerres, l'exaltation de cette origine commune a été au cœur de la propagande fasciste en Roumanie. Au centre de la place principale de Timișoara, se dresse une statue de la louve allaitant Romulus et Remus, qui fut offerte par la municipalité de Rome en 1926. En réalité, la période romaine en Dacie fut relativement courte, puisque l'Empire perdit le contrôle de ce territoire en l'an 271. Mais entre temps, Rome avait envoyé de nombreuses légions pour protéger les terres nouvellement conquises. Leur présence attira des populations romanisées qui, au-delà de l'occupation impériale, continuèrent à parler latin et à vivre selon les coutumes romaines. Les routes commerciales établies durant cette période contribuèrent aussi à maintenir les liens entre

la capitale et son ancienne province. Malgré les invasions barbares, les latins de l'Est préservèrent leurs spécificités culturelles au sein de la sphère slave. La persistance de la culture latine dans le bas Danube, alors qu'elle a totalement disparu en Dalmatie, par exemple, est quelque chose de tout à fait remarquable dans l'histoire de l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, les affinités linguistiques sont telles qu'Italiens et Roumains parviennent à se comprendre sans même avoir appris la langue de l'autre. C'est notamment sur la base de cette communauté linguistique que l'Eglise catholique a maintenu des liens avec les territoires de l'actuelle Roumanie, en dépit du schisme de 1054 puis de la longue période de domination ottomane (1552-1716). Les catholiques ont ainsi soutenu les Latins de l'Est qui furent pendant des siècles à l'avant-poste dans la lutte contre la Sublime Porte.

La région de Timișoara fut « reconquise » par le Prince Eugène de Savoie en 1716, et annexée par les Habsbourg sous le nom de « Banat de Temeschburg ». L'ensemble de ce territoire était alors déserté et laissé à l'abandon. Le comte Mercy (1666-1734), nommé gouverneur du Banat en 1720, prit des mesures importantes pour relancer l'activité économique et agricole et s'efforça d'attirer des artisans et des paysans en leur distribuant ces terres tout juste conquises. Le règne de l'Impératrice Marie-Thérèse d'Autriche verra ainsi affluer des colons de toute l'Europe dans la partie occidentale de ce qui est aujourd'hui la Roumanie. L'Impératrice considérait en effet ces territoires à peine soustraits à la domination turque comme des « colonies de peuplement » qu'il convenait de développer et d'armer. Beaucoup de ces colonies étaient peuplées d'Allemands, arrivés de Souabe, de Bavière, mais aussi d'Alsace et de Lorraine. Ils furent appelés Souabes du Danube (*Donauschwaben*), terme qui fut repris lors du *Drang nach Osten* – l'expansion vers l'Est des populations germaniques mythifiée par les nazis.

Le Banat fut d'abord administré directement par Vienne, contrairement à la Transylvanie voisine, sous domination hongroise jusqu'en 1918. Les Autrichiens défendaient les intérêts des Roumains contre les ambitions des Hongrois pour mieux asseoir leur domination sur le bas Danube. La noblesse roumaine du Banat ira même jusqu'à se convertir au catholicisme pour s'attirer les bonnes grâces de l'Impératrice. En introduisant la pensée des Lumières, l'administration viennoise a favorisé la circulation des hommes et des idées. Beaucoup de jeunes Roumains se sont alors rendus à l'Ouest pour étudier : à Paris bien sûr, en Allemagne, mais

également à Padoue en Vénétie. En effet, à l'autre extrémité de l'Empire, le Nord-Est de l'Italie connaît lui aussi, sous ce règne, une ère de modernisation administrative et culturelle. L'influence de cette période faste (toujours visible à travers l'architecture et la peinture) a créé un substrat culturel particulier en Roumanie occidentale. Les nombreuses populations qui sont arrivées dans le Banat à cette époque en ont fait une région pluriculturelle, plutôt tolérante et prospère. Le Banat et la Transylvanie valorisent aujourd'hui cet « âge d'or » afin d'accréditer leur appartenance à la civilisation européenne. Timișoara constituait alors l'un des derniers bastions de la *civitas* aux portes de l'Orient et ses habitants tiennent aujourd'hui à se distinguer des Roumains de l'Est et du Sud, demeurés plus longtemps sous la domination turque. Les Italiens du Nord-Est tendent à se distinguer des Italiens du Mezzogiorno selon un même schéma : ce passé commun crée ainsi une véritable affinité entre les imaginaires politiques de ces deux régions pourtant éloignées.

Les anthropologues soulignent que toutes les régions de l'Est de l'Europe refusent souvent de se définir comme telles et préfèrent se présenter comme le dernier bastion de la civilisation (Goldsworthy, 1996). Cette attitude fait écho à celle des Italiens, qui refusent de se situer au Sud et se présentent systématiquement comme étant plus septentrionaux que les habitants de la région immédiatement plus au Sud que la leur, comme s'il existait un épicycle de la modernité sur le continent. Cela tient en partie à la manière dont les frontières de l'Empire austro-hongrois ont été instituées au XVI<sup>e</sup> siècle : elles furent en effet pensées comme un cordon sanitaire militarisé afin de garantir la souveraineté de l'Empire sur ses marges. L'administration habsbourgeoise employa ainsi des paysans-mercenaires serbes afin de sécuriser ses frontières orientales (Tsernianski, 1986). Le résultat à long terme de cette stratégie défensive fut la création d'ères multiethniques, politiquement anarchiques et sujettes à des accès de violences. Ainsi, depuis la Chute de Constantinople, en 1453, l'Europe porte en elle sa frontière orientale. A la fois ligne de défense et d'exclusion, il s'agit d'une fracture interne qui peut être comparée à la Frontière américaine. Si celle-ci constitue bien la limite extrême-occidentale de l'expansion des peuples européens, le Banat se situerait sur l'ancien front oriental de ce même mouvement d'expansion.

Après la reconquête autrichienne, le Banat a été un carrefour entre l'Europe centrale et les Balkans. De nombreuses populations s'y sont côtoyées et s'y

côtoient toujours : Roumains, Souabes, Hongrois, Slovaques, Serbes, Alsaciens, Italiens, Juifs... Toutes les confessions y sont représentées et les différents groupes semblent vivre dans une harmonie que les Balkans voisins ont tout lieu de leur envier. Les habitants du Banat parlent au moins deux langues et les mariages interconfessionnels n'y sont pas rares. Ils fréquentent même les lieux de culte des autres confessions. Quand ils manquent de temps, les orthodoxes vont suivre les services catholiques parce qu'ils sont plus courts. Les universitaires banatais que nous avons rencontrés rejettent la notion de « multiculturalité » pour évoquer plutôt une « interculturalité », arguant que les différentes communautés ne sont aucunement fermées sur elles-mêmes. C'est finalement l'expérience de ce dialogue ininterrompu qui définirait l'identité des habitants de cette région frontalière. L'anthropologue Smaranda Vultur explique qu'il existait, dans le Banat d'autrefois, des formes de politesse relative à la gestion des différences culturelles : « Je me souviens que nos grands-parents nous apprenaient à saluer les représentants des autres groupes dans leur langue et eux-mêmes nous répondaient dans notre langue, et après on parlait roumain, mais c'était une manière de leur montrer qu'on était ouvert au dialogue et qu'on les respectait. De la même manière, on leur offrait de la nourriture lors de leurs fêtes religieuses et ils nous rendaient la pareille » (entretien réalisé par Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu, 02/05/08).

Dans son voyage littéraire le long du Danube, le critique italien Claudio Magris, consacre un long chapitre à l'Ouest de la Roumanie. Il insiste surtout sur le pluralisme ethnique de cette région où l'on a « appris à penser avec la mentalité de plusieurs peuples ». Mémé Anka, une vieille dame du Banat serbe réfugiée à Trieste l'accompagne dans ce périple aux confins des mondes hongrois, roumain et slave. Claudio Magris fait un portrait tout à fait surprenant du Banat : « Francesco Grisellini, l'illuministe vénitien qui voyagea entre 1774 et 1776 dans ces contrées, dont il laissa dans ses lettres itinérantes un portrait qui garde aujourd'hui encore toute sa valeur, le délimitait en écrivant qu'il était compris entre le Danube, le Maros et les Alpes de Transylvanie. Le Banat est une mosaïque de peuples, une superposition de couches de populations, de pouvoirs, de juridictions ; une terre sur laquelle se sont rencontrés et affrontés l'empire ottoman, l'autorité des Habsbourg et une opiniâtre volonté d'indépendance, puis de domination des Hongrois, et la renaissance, serbe d'abord, roumaine ensuite. Un documentaire de la télévision sur la Voïvodine parle de vingt-quatre groupes ethniques. Plus modes-

tement, Grisellini parlait de dix nations différentes, dont il faisait une description minutieuse : les Valaques ou Roumains, les Rasciens – c’est-à-dire les Serbes – les Grecs, les Bulgares, les Hongrois, les colons (« colonistes ») allemands, français, espagnol, italiens, juifs. En effet, après la reconquête de Temesvár, enlevée aux Turcs en 1716 par le prince Eugène, le général Mercy, gouverneur sage et entreprenant, avait asséché les marais, repeuplé les plaines désertes et fait appel à des immigrés des pays les plus divers ; en 1734, la petite ville de Becskerek était remplie de Catalans, qui y avaient fondé une Nouvelle-Barcelone. Mais le plus gros de la colonisation fut fait par les Allemands, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l’appel de Marie-Thérèse et de Joseph II ; ils arrivaient surtout de Souabe, du Palatinat ou de Rhénanie, c’étaient des paysans tenaces et laborieux, qui savaient transformer d’insalubres marécages en terres fertiles. La Souabe, l’un des cœurs de la vieille Allemagne, se transportait ainsi dans le Banat, et aujourd’hui encore, dans la partie roumaine, on entend dans certaines villes parler les dialectes souabe ou alémanique, comme si on se trouvait dans le Wurtemberg ou en Forêt-Noire. Certes, les Allemands n’étaient pas les seuls à arriver. Il y avait les Slovaques, protestants pour la plupart, les Serbes venus par vagues successives au cours des siècles pour échapper au harcèlement des Turcs – et bien d’autres encore (Magris, 1988, p. 406-407). »

L’intention du comte Mercy n’était pas de germaniser le Banat, il voulait le civiliser dans l’optique de la monarchie éclairée qu’il servait. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Banat devient ainsi un véritable « creuset » où se rassemblent et fusionnent à un rythme accéléré des populations qui confrontent leurs traditions respectives pour forger un modèle inédit. Cette parenthèse prend fin cependant en 1779, lorsque le Banat est réuni au Royaume de Hongrie et géré directement par Budapest, comme la Transylvanie voisine. Les Hongrois poursuivent en effet une politique de magyarisation dans toute la région. Lors de la Révolution de 1848, ils doivent faire face à une insurrection des nationalistes serbes. En 1902, à Temesvár, on compte douze journaux allemands, douze hongrois et un seul roumain. Fin 1918, lors de l’effondrement de la monarchie austro-hongroise, Timișoara est le théâtre de trois déclarations d’indépendance nationale, avant que Serbes et Roumains ne finissent par s’entendre pour se partager la région au détriment des Hongrois, qui ne conservent qu’une petite zone autour de la ville de Szeged. Depuis 1920 et les Traités de l’après-guerre, la région historique du Banat est ainsi divisée entre la Roumanie

(partie est), la Hongrie (partie nord) et la Serbie (partie ouest). Certains nationalistes hongrois contestent toujours ce partage et mènent des actions de sensibilisation aussi bien dans le Banat qu’à l’étranger<sup>29</sup>. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Souabes du Banat seront maltraités, expropriés et déportés vers les camps de la plaine du Bărăgan, au Sud-Est de la Roumanie. Parmi eux se trouvaient également des francophones dispersés de part et d’autre du Banat roumain et serbe. Robert Schuman parviendra à les faire rapatrier en France, et favorisera leur implantation dans un village déserté du Vaucluse (Vultur, 2001). Aujourd’hui, les communautés allemandes du Banat ont pour ainsi dire disparu. Ceux qui ne sont pas partis à l’époque communiste, ont quitté le pays dès qu’ils ont pu, à partir de 1989. La politique communiste de transferts internes de population, en organisant le déplacement vers l’Ouest de Roumains originaires de l’Est du pays (Olténie, Moldavie, Maramureș), a aussi beaucoup contribué à cette homogénéisation culturelle du Banat. Parmi les émigrés, seules quelques personnes âgées reviennent périodiquement dans leurs maisons du Banat.

L’histoire des liens entre l’Italie et le district de Timiș avant la Première Guerre mondiale est peu connue. Elle doit être replacée dans le contexte de l’émigration des Italiens au sein de l’Empire des Habsbourg. La présence italienne en Roumanie est en effet indissociable de l’histoire de la présence allemande, mais cette colonisation n’a semble-t-il jamais été perçue négativement par les Roumains, car elle fut pour eux la source de progrès technique, économique et culturel. Les Autrichiens semblent en effet avoir su gérer très habilement les tensions intercommunautaires. C’est du moins ce qui transparaît dans les discours actuels. Il est intéressant de revenir sur ce passé mal connu, car il informe les relations présentes à travers des continuités généalogiques et culturelles et nourrit un imaginaire tout à fait particulier. Encore aujourd’hui, les Italiens du Nord-Est et les Roumains partagent une même fascination pour le modèle économique allemand – qui combine à leurs yeux ordre, efficacité, performance et qualité. Les Banatais disent « *să fii ca neamțul* », c’est-à-dire être comme un Allemand – discipliné et travailleur – et s’efforcent, dans un esprit de compétition, d’apprendre des étrangers en s’appropriant leurs savoir-faire. De leur côté, les entrepreneurs italiens ne

29 Le HVIM (*Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom*) ou Mouvement de Jeunesse des 64 Comtés, créé en 2006, conteste les frontières actuelles du Banat. Ce mouvement dispose d’une antenne française chargée d’informer le public des problèmes engendrés par le traité de Trianon : la dislocation de la Hongrie et les persécutions contre les minorités hongroises en Slovaquie, en Roumanie et en Serbie.

font jamais que reproduire en Roumanie les relations asymétriques qui les liaient aux industriels allemands ayant initié l'industrialisation dans les régions frontalières du Nord-Est au XIXe siècle. L'émergence des revendications nationales a également rapproché Roumains et Italiens, engagés dans un même combat pour la liberté au sein de l'Empire austro-hongrois, rebaptisé alors la « prison des peuples ». Alliés aux Italiens contre la couronne des Habsbourg, les nationalistes roumains ont combattu dans les troupes de Garibaldi. Beaucoup d'entre eux adhéraient aux idées républicaines de Giuseppe Mazzini (Delureanu, 1983). L'unité des deux pays s'est réalisée de manière contemporaine au XIXe siècle, entre 1860 et 1877, et est demeurée dans les deux cas incomplète : le Trentin-Haut Adige d'un côté, la Transylvanie, le Banat et la Bucovine de l'autre, sont restés sous la coupe des Autrichiens et des Hongrois jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

Parallèlement, commencent les grandes vagues d'émigration italienne qui se succéderont jusque dans les années 1920. Si les principaux pays de destination des émigrés italiens sont bien connus (États-Unis, Argentine, Brésil, France et Suisse), il est plus étonnant d'apprendre que des dizaines de milliers d'entre eux décidèrent de tenter leur chance en Europe de l'Est, et notamment en Roumanie. Cristian Lecca, un érudit local, retrace l'histoire de l'ancienne communauté italienne de Timișoara : « Les Italiens sont arrivés après 1722 pour s'occuper de la filature de soie de Timișoara, puis ensuite, ils ont aussi repris celle de Lugoj. D'autres sont venus cultiver du riz. D'autres encore étaient tailleurs de pierre : tous les anciens ponts dynamités dans les années 1960 avaient été construits par des Italiens au XVIIIe et au XIXe siècle. Il y avait aussi des artistes et des musiciens » (entretien réalisé par Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu, 25/04/08). Les Italiens étaient donc pour la plupart tailleurs de pierre, maçons ou charpentiers et participèrent activement au développement des pays de l'Europe orientale à partir de 1865. Les Roumains d'origine italienne sont ainsi présents sur tout le territoire de l'actuelle Roumanie, et dans certaines localités, ils ont même constitué de véritables communautés, préservant leur langue et leurs usages. Les « *Talieni* » (comme les appellent les Roumains) étaient en général bien accueillis : industriels et sociables, ils s'intégraient rapidement. Le bâtiment était presque un monopole italien en Roumanie. De nombreux monuments, infrastructures civiles, des édifices industriels et des maisons privées, toujours visibles, sont le fruit du travail des architectes et des artisans italiens de la « première globalisation », à

la fin du XIXe siècle. Parallèlement, les routes commerciales de la Mer noire et du Danube conduisirent beaucoup d'entre eux à Costanza et Galați. Beaucoup de ces gens retournèrent en Italie, mais ceux qui avaient fondé une famille en Roumanie s'y fixèrent et furent définitivement assimilés. Ils provenaient essentiellement du Nord-Est : des provinces de Belluno, Trévise, Rovigo, Udine et même de l'Istrie. À partir des années 1880, la Roumanie fut surtout la destination des Italiens du Frioul, c'est-à-dire des régions montagneuses de l'extrême pointe orientale du pays. Des affinités linguistiques entre le dialecte de cette région et la langue roumaine semblent avoir orienté ce choix. Les Frioulans furent à peu près 20 000 à se fixer en Roumanie. Nombre d'entre eux s'installèrent également en Hongrie, c'est-à-dire dans les régions occidentales de l'actuelle Roumanie (Banat, Transylvanie, Bačka, Medjumurje).

Ainsi, les Italiens du Nord-Est ont depuis longtemps considéré la Roumanie comme un pays riche de ressources qui leur faisaient défaut (terres cultivables, bois, énergie...) et comme une terre d'expansion pour leurs activités. La Roumanie est sans doute effectivement l'un des pays les plus dotés de l'Europe de l'Est, mais ses richesses n'étaient pas valorisées faute de capitaux, d'une administration efficace et de techniciens compétents. En transférant leurs savoir-faire techniques en Roumanie, les émigrés italiens furent une ressource importante pour la jeune nation roumaine qui connut une période faste à la fin du XIXe siècle, puis de nouveau dans l'entre-deux-guerres. Surnommée la petite Vienne, Timișoara fut la première ville européenne dont les rues furent éclairées à l'électricité. Lorsqu'a éclaté la Première Guerre mondiale, les Italiens ont dû fuir la Roumanie et, bien qu'ayant tout perdu, certains y sont revenus après le conflit. Cependant, la situation économique et les conditions de circulation entre pays européens s'étant entre temps dégradées, il leur devint de plus en plus difficile de financer des voyages entre les deux pays. Les flux d'émigration qui libéraient l'Italie de ses surplus de main-d'œuvre et enrichissaient la Roumanie, se sont alors réduits considérablement, même s'ils sont demeurés ininterrompus jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Selon des estimations, à peu près 60 000 Italiens travaillaient en Roumanie dans l'entre-deux-guerres (Rosa, 2006, p.167). Il s'agissait pour la plupart des descendants des émigrés du siècle précédent et d'entrepreneurs ou de techniciens nouvellement arrivés. La communauté italienne de Timișoara était importante et bien structurée : la ville accueillait un consulat italien et un cercle





TIMIȘOARA, 2008 ©UTE GUDER/ NOTRE EUROPE



TIMIȘOARA, 2008 ©RIP HOPKINS/ AGENCE VU'



TIMIȘOARA, 2008 ©UTE GUDER/ NOTRE EUROPE



TIMIȘOARA, 2008 ©UTE GUDER/ NOTRE EUROPE



TIMIȘOARA, 2008 ©UTE GUDER/ NOTRE EUROPE





TIMIȘOARA, 2008 ©RIP HOPKINS/ AGENCE VU'



culturel très actif. La première ligne de *trolley bus* fut mise en place à cette époque par les Italiens. Les Roumains l'appelaient « *firobus* » (de l'italien « *filobus* »).

Les liens étroits entre les deux pays pendant la période fasciste mériteraient une étude plus approfondie. Les Italiens de Roumanie participèrent aux grands travaux de Mussolini, notamment à l'assèchement des marais pontins. Les fascistes cherchèrent à diffuser les stéréotypes à caractère mythique de la Rome antique et de son destin impérial en Europe de l'Est, et en Roumanie tout particulièrement – où le régime collaborationniste de Ion Antonescu fut baptisé « État légionnaire » (Santoro, 2005). En 1945, de pays allié, l'Italie devint du jour au lendemain un pays ennemi, et les Italiens des représentants des forces impérialistes dont il fallait se débarrasser. Avec la dévaluation du leu, ils perdirent bientôt toutes leurs économies. À partir de 1947, toutes les institutions de représentation italiennes furent fermées, à l'exception de l'ambassade de Bucarest. La politique de « roumanisation » conduite par les communistes rendit leur situation très difficile comme celle de la plupart des étrangers et des Juifs encore présents sur le territoire roumain. En 1951, 40 000 Italiens furent rapatriés de force. À l'issue de cette vague d'expulsions, il n'en resta plus que 8 000, contraints à la naturalisation et même obligés de changer de nom. Ceux qui sont demeurés en Roumanie, même lorsqu'ils ont maintenu des liens avec leurs parents en Italie, ont été assimilés. Cristian Lecca décrit ce processus : « Pendant la période socialiste, il y avait encore une communauté italienne, mais pendant cette phase d'uniformisation, beaucoup ont perdu leur identité. Ils savaient qu'ils étaient d'origine italienne, mais ils ne le revendiquaient plus, ils se considéraient désormais comme Roumains. Après 1990, il y a eu une sorte de réveil chez ceux qui gardaient encore la conscience de leurs origines. » Les Banatais sont aujourd'hui conscients que cette politique nationaliste a appauvri leur pays et se félicitent du retour des étrangers. Le Banat, parce qu'il fut une colonie de peuplement et un véritable creuset de cultures, est très accueillant à l'égard des étrangers. Cette attitude particulière ne laisse pas de surprendre les nouveaux venus et favorise sans doute l'essor économique que connaît aujourd'hui la région. À la fin du XIXe siècle, le Banat était une « petite Amérique » en Europe de l'Est. Ses habitants aspirent aujourd'hui à en faire une « petite Europe » dans l'Union élargie et mettent en valeur leurs origines ethniques plurielles pour mieux s'affirmer européens.

En réalité, les relations entre le Nord-Est et la Roumanie n'ont jamais vraiment été rompues et les familles italiennes qui avaient maintenu des liens avec leur pays d'adoption furent les premières à retourner investir en Roumanie après la Chute du Mur de Berlin. La persistance des relations qui furent nouées entre les deux pays en dépit des ruptures de l'histoire ne cesse de surprendre (Scagno, 1997, p. 227-246). Les Italiens sont revenus plus vite qu'on ne l'aurait imaginé, dès les années 1960 et 1970, attirés notamment par les femmes roumaines. Très tôt en effet, de l'autre côté du rideau de fer, se développe un véritable tourisme sexuel. Cristian Lecca évoque en plaisantant la concurrence déloyale que leur faisaient les Italiens à l'époque socialiste : « Et puis, j'allais oublier une autre colonisation. Timișoara a attiré les touristes italiens dès les années 1960-1970. Les Italiens venaient avec leurs voitures sportives, leurs décapotables, ils faisaient les Américains avec leurs bas nylon : « *Bambina, qu'est-ce que tu fais ? Tu viens faire un tour avec moi ? Je t'offre une paire de bas...* ». Dès qu'on s'intéressait à une fille, un Italien se pointait pour la draguer ! Ils venaient en groupe et je travaillais parfois comme guide touristique pour eux, je leur racontais l'histoire de la ville pendant qu'ils poursuivaient les filles du regard... »

## 2.2 Le retour des pionniers italiens

Herta Müller décrit dans son roman, *La Convocation*, la vie à Timișoara au temps de la dictature, la grisaille du quotidien, les privations, l'alcoolisme et les intimidations. Depuis qu'elle a osé glisser un appel au secours dans la poche du pantalon de luxe qu'elle cousait pour une maison de couture italienne, elle ne cesse d'être convoquée au bureau de la *Securitate* et régulièrement humiliée. Écrivain roumain de langue allemande, Herta Müller finit par fuir les persécutions politiques qui frappent sa communauté et s'exile en RFA dans les années 1980. Dans les dernières années du régime, Nicolae Ceaușescu a littéralement « vendu »<sup>30</sup>, sur la base d'un chantage odieux, les Allemands à la RFA et les Juifs à Israël. Comme le révèle Herta Müller, les industriels italiens sont arrivés dans le Banat avant même la chute du régime communiste. Ils ont semble-t-il très vite perçu que cette

<sup>30</sup> Cette affaire témoigne du niveau de corruption du régime communiste comme l'explique l'anthropologue Smaranda Vultur : « On a découvert que l'État roumain recevait de l'argent pour chaque Allemand auquel il accordait la possibilité d'émigrer. Il fallait également payer les gens de la *Securitate* pour obtenir plus vite les documents. Nous ne sommes pas encore parvenus à reconstituer les réseaux qui rendaient tout cela possible. Tout le monde parle d'un fleuriste de la ligne 7 qui jouait les agents de liaison » (entretien réalisé par Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu, 02/05/08).

pour mettre en scène des personnages plus complexes. Il ne s'agit plus d'une lutte unilatérale des gentils cow-boys blancs, bien propres sur eux, contre des indiens sauvages et primitifs. Au contraire, les protagonistes des westerns spaghetti sont des anti-héros, misogynes et mal rasés, individualistes et cyniques, ils semblent essentiellement mus par l'avidité. Dans ces films, la violence est omniprésente, le sang coule et la cruauté est également répartie entre les bons et les méchants. Les femmes sont souvent des prostituées (ou d'ex-prostituées), elles fument le cigare, boivent du whisky et savent se défendre. À la scénographie traditionnelle, le western spaghetti ajoute un nouveau lieu : la maison close.

Les petits industriels italiens ont donc fui vers l'Est dès les années 1980, et en plus grand nombre encore dans les années 1990, afin de rester compétitifs dans les secteurs industriels où la valeur ajoutée était la plus faible. Ils ont déplacé leurs unités de production pour pratiquer le dumping social, et investi en priorité dans les zones où la main-d'œuvre, les matières premières et les produits intermédiaires qui entrent dans leur production étaient bon marché. Ce flux d'investissements directs était destiné dans un premier temps à renforcer leur position compétitive sur leur marché en réduisant les coûts de fabrication, puis ensuite à prendre position sur les nouveaux marchés de l'Est. La plupart des PME-PMI italiennes produisent des biens intermédiaires ou des biens de consommation courante. Elles sont par conséquent particulièrement exposées à la concurrence internationale, en particulier, celle qui émane des pays où le coût du travail est très bas. La solution que les entreprises italiennes ont trouvée confirme en quelque sorte leur capacité d'adaptation dans un environnement difficile et changeant.

Les industries qui nécessitent encore un travail manuel important (le plus souvent effectué par des femmes pour leur habileté et leur précision) ont été les premières concernées. Au départ, les industriels n'envisageaient pas d'investir le marché roumain, seule la délocalisation compétitive motivait leur choix. De manière significative, les produits que les Italiens fabriquent sont introuvables en Roumanie ou lorsqu'ils le sont (généralement à Bucarest) leurs prix sont prohibitifs pour les consommateurs roumains. Les choses sont cependant en train de changer : tous les entrepreneurs que nous avons interviewés ont souligné qu'il n'était dorénavant plus aussi intéressant de déplacer la production en Roumanie, car ce pays n'est plus aussi compétitif qu'il l'était face aux pays asiatiques. Par conséquent, seuls

ceux qui ont l'ambition d'investir le marché roumain s'y déplacent aujourd'hui. Nous sommes donc entrés dans une nouvelle phase de développement comme le prouve l'évolution de l'investissement : en 1997, les investissements directs en Roumanie s'élevaient à environ 1 million d'euros, en 2006, ils avaient atteint le chiffre record de 9 milliards d'euros, soit une croissance de 73 % par rapport à la décennie précédente.

Les facteurs économiques qui ont déterminé les relocalisations productives dans le district de Timiș sont : le bas coût de la main-d'œuvre, la flexibilité du marché du travail, le peu de taxes sur les investissements étrangers et la position de carrefour commercial de la région. Selon les anthropologues qui ont déjà travaillé sur cette question, les analyses économiques qui tendent à rationaliser les choix des entrepreneurs n'épuisent pas les significations que les acteurs donnent à leurs pratiques transnationales. Les choix stratégiques n'expliquent pas tout car, bien souvent, une fois établis en Roumanie, les entrepreneurs ont changé d'activité ou bien ont décidé d'en développer de nouvelles (investissements immobiliers, recyclage, *consulting*...). Il faut donc voir dans les délocalisations un mécanisme de reconstruction et de reterritorialisation de l'appareil productif dans le cadre de l'Union élargie. Le contexte économique dans lequel évoluent ces aventuriers est très mouvant : les lieux changent rapidement en fonction des activités qui s'y développent. Il y a des effets d'émulation et d'entraînement. Une fois sur place, les entrepreneurs peuvent par la suite décider de changer d'activité plutôt que de changer de lieu. En effet, pour les petits entrepreneurs, toute délocalisation suppose un investissement personnel très important qui ne peut en aucun cas se voir réduit à un aspect purement financier. Les entrepreneurs doivent se familiariser avec un nouvel environnement et apprendre à s'y mouvoir. Ils s'attachent au pays dans lequel ils sont conduits à travailler. De ce point de vue, le fait que les Italiens aient opté pour la Roumanie plutôt que pour n'importe quel autre pays de l'Est est tout à fait significatif. C'est de toute évidence le pays dans lequel ils se sentent le mieux, en raison d'affinités linguistiques et culturelles. Il leur est moins facile de s'intégrer en Bulgarie ou en Pologne. Veronica Redini identifie aussi un phénomène de « dé-délocalisation » à l'intérieur même de la Roumanie : lorsqu'un territoire est saturé et que les entrepreneurs étrangers éprouvent des difficultés à recruter la main-d'œuvre ils se déplacent vers des régions où sévit encore le chômage ou vers la campagne où ils peuvent encore faire pression à la

baisse sur les salaires. Il s'agit dans la plupart des cas de secteurs qui ne sont plus porteurs et que les Européens abandonneront à plus ou moins longue échéance aux Asiatiques (pour autant que les conditions du commerce international restent inchangées). Les entreprises qui recourent à ce type de stratégies sont appelées les « entreprises tortues » (Redini, 2008, p.40).

Au lieu de moderniser leur production et de redéployer leurs activités, ces petits entrepreneurs italiens sont partis faire en Roumanie ce qu'ils faisaient en Italie il y a vingt ou trente ans, car cette stratégie est plus facile à mettre en œuvre et nécessite moins d'investissements. Elle leur a également permis de contourner la législation du travail et les nouvelles lois sur l'environnement. Ils continuent ainsi à évoluer dans un environnement favorable au capitalisme sauvage qui a fait leur succès dans les années 1970. Cette évolution semble corroborer les critiques adressées généralement au modèle du Nord-Est : il serait la source d'une « croissance sans progrès ». Considéré à l'échelle de l'Italie (et non à celle de l'Europe), ce redéploiement de l'activité industrielle a eu des conséquences sociales préjudiciables, en particulier pour le Sud, comme l'explique Giorgio Marelli, un producteur de préfabriqués de Bergame : « Il n'y a pas de doute, c'est beaucoup plus intéressant d'investir en Roumanie que dans le Sud du pays. On paie trois fois moins de taxes, les perspectives de développement sont plus encourageantes, donc personne n'hésite ! Pour nous, c'est là qu'il faut être. Dans un premier temps, nous pensons construire des édifices pour les industriels italiens et dans un deuxième temps des maisons pour les Roumains. La plupart habitent encore dans les immeubles construits sous le communisme et très vite ils voudront de nouvelles habitations avec un minimum de confort moderne, et donc pour nous il y aura beaucoup à faire dans les prochaines années. » Parallèlement, l'immigration des Roumains vers l'Ouest semble être caractérisée dans son ensemble par un processus de déqualification, car même si les salaires perçus à l'Ouest sont plus élevés, bien souvent les Roumains sont cantonnés dans les emplois les moins qualifiés et les plus pénibles. Ces asymétries économiques déterminent ainsi en retour une ethnicisation des relations de travail entre l'Italie et la Roumanie.

Les investissements directs réalisés par les Italiens en Roumanie sont la somme de modestes capitaux investis par un très large nombre d'entrepreneurs : ces

investissements sont même dans certains cas tellement modestes qu'il semble étrange de les qualifier d'investissements directs, car il s'agit de montants qui ne couvriraient même pas l'achat d'un petit appartement dans la périphérie de Milan. Entre 1991 et 2006, le volume de capitaux italiens investis s'est élevé à 851 millions d'euro (c'est-à-dire les 5,6 % des investissements directs en Roumanie), plaçant l'Italie en cinquième position derrière les Pays-Bas, l'Autriche, la France et l'Allemagne. L'Italie est néanmoins à la première place en ce qui concerne le nombre d'entreprises installées en Roumanie (Gambino, Sacchetto, 2008, p. 21). Les entrepreneurs italiens que nous avons interviewés ont toujours pris soin de distinguer les entreprises effectivement actives de celles qui sont seulement inscrites en Roumanie. La présence de ces nombreuses sociétés fantômes pose un certain nombre de questions. Pourquoi inscrire une société en Roumanie si on n'y exerce aucune activité ? L'objectif est-il de recycler de l'argent sale ou bien de détourner des subventions européennes, comme cela s'est déjà abondamment pratiqué dans le Sud de l'Italie ? Selon un audit européen, il semble que les fonds versés à titre d'aides par l'Union européenne entre 2000 et 2004 n'aient pas été employés à bon escient. Dans une note récente, Charles Grant, le directeur du *Centre for European Reform*, met en garde : « S'il apparaît que la Bulgarie et la Roumanie sont incapables d'administrer les politiques et les programmes européens et qu'émergent des cas de détournement de fonds européens par le crime organisé, c'est le processus d'élargissement dans son ensemble qui en pâtira (*L'Express*, 15/12/2006) ».

Les très nombreuses initiatives économiques à vocation purement spéculative semblent confirmer ce tableau négatif. Beaucoup d'entrepreneurs italiens se sont contentés d'acheter des terrains agricoles à bas prix avant de les revendre comme terrains industriels afin de réaliser des profits très rapidement. Giorgio Marelli s'inquiète de la montée du prix du foncier dans la périphérie de Bucarest : « Les Italiens ont acheté des terrains surtout dans les années 1994-1995 car, avant que la transition ne soit achevée, ils n'avaient pas vraiment la certitude d'être les propriétaires des terrains qu'ils achetaient. En effet, jusqu'à cette période, les Roumains qui avaient été expropriés par les communistes pouvaient encore revendiquer leurs biens. Malgré tout, certains Italiens un peu plus aventuriers que les autres ont tout de même acheté des terrains à 2 ou 3 euro l'hectare en se disant

que s'ils devaient les restituer, leur perte ne serait pas très grande, et en dix ans les prix de la terre ont été multipliés par plus de 10. Ils ont ainsi fait des gains très importants en revendant leur domaine, lopin par lopin. Les Italiens ne sont pas les seuls à avoir profité de la transition, il y a également des Grecs, des Turcs, et bien évidemment, les Roumains eux-mêmes. Selon moi, les prix de la terre sont arrivés à un tel niveau qu'ils ne peuvent plus croître, en effet si les terrains deviennent aussi chers en Roumanie qu'en Italie, qui voudra investir ? Cela n'aura plus aucun intérêt. » De fait, il y a eu une telle spéculation dans les régions les plus industrialisées de la Roumanie qu'il est devenu beaucoup moins intéressant pour les industriels d'aller s'y établir.

Après les premiers pionniers vénètes et une phase d'anarco-capitalisme, la typologie des firmes a évolué et les entrepreneurs essayent actuellement de structurer leur présence en Roumanie. L'internationalisation n'est pas seulement une question de commerce, c'est aussi une manière différente de concevoir l'entreprise et l'organisation du travail. L'entreprise doit donc être étudiée non seulement comme productrice de capital, mais aussi comme productrice de culture (Yanagisako, 2005). C'est pour cette raison qu'elle est souvent à l'avant-garde de processus plus larges. Il faut concevoir la culture d'entreprise comme la manière dont une communauté économique particulière pense et opère. Elle constitue une ressource économique en soi et peut faire l'objet d'études de nature anthropologique. Les délocalisations ont stimulé l'économie locale et les élites roumaines se félicitent de la présence des entrepreneurs italiens sur leur territoire et du dynamisme économique dont ils furent les initiateurs depuis les années 1990. Le cas de Timișoara a même été étudié par l'OCDE afin de projeter des stratégies de développement dans d'autres parties du monde (Majocchi, 2004). La Vénétie a ainsi exporté son modèle de développement en Roumanie. On peut s'en réjouir, mais aussi s'en inquiéter si l'on considère les problèmes actuels de la région (croissance urbaine irrationnelle et dévastatrice, engorgements de la circulation, pollution).

## 2.3 Le Banat ou l'Eldorado roumain

L'histoire tout à fait exaltante de Sorin Florescu nous permet de restituer le climat à Timișoara au début des années 1990<sup>31</sup>. Ce *self-made-man* roumain est parvenu en quelques années à bâtir un géant de la biscuiterie avant de le vendre à Nestlé. Fils d'un cadre communiste, Sorin Florescu est né en Moldavie, mais il a grandi près de Timișoara, où ses parents se sont installés lorsque le régime a entrepris de « roumaniser » le Banat. Ce fut une chance pour lui, comme il le revendique, parce qu'il aura fréquenté l'école allemande et appris à travailler avec discipline et méthode. Il a 22 ans lorsque Ceaușescu est renversé, il est alors assez âgé pour comprendre le fonctionnement de l'ancien système et suffisamment jeune pour s'adapter très rapidement au nouveau. Selon lui, c'est en effet dans ces années-là que tout s'est joué, car on pouvait encore se lancer dans les affaires sans pour autant avoir de l'argent. En 1990, comme beaucoup de Roumains, il part tenter sa chance à l'Ouest. Son père le met dans un train pour Vienne sans savoir où son fils dormira le soir. Sorin pensait que son physique athlétique lui permettrait de supporter le froid de la nuit. Par chance, il rencontre dans le train un entraîneur de badminton qui le prend sous son aile et le présente au directeur d'un centre sportif. Il devient très vite un champion dans cette discipline et joue avec les meilleures équipes autrichiennes dans les années qui suivent. Comme tous les immigrés, Sorin fait toutes sortes de petits boulots, essayant de se ménager du temps pour étudier sans cependant y parvenir. Il se souvient avec écoeurment de son passage dans le bâtiment : les ouvriers étaient ivres du matin au soir, aucune consigne de sécurité n'était respectée, une fois leur journée de travail achevée, les ouvriers se rendaient au bordel sans s'être lavés, puis s'en retournaient directement au travail à l'aube. Sorin Florescu travaille également comme chauffeur de taxi, ce qui lui permet d'accumuler un peu d'argent qu'il investit aussitôt en Roumanie. En 1992, il ouvre avec son frère un night club à Timișoara. Leur affaire marche bien, mais ils n'arrivent pas à gérer la violence des clients : « Au début des années 1990, le climat était complètement différent, les gens étaient très sauvages et, tous les soirs ou presque, des filles étaient battues et violées » ; ils finissent par fermer le

<sup>31</sup> Les informations présentées dans ce paragraphe sont tirées du long entretien que Sorin Florescu a accordé à Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu le 26/04/08.

club par crainte pour leur propre vie. En 1998, Sorin ouvre de nouveau un club à Timișoara, c'est actuellement le café-concert le plus en vogue de la ville.

Pendant plusieurs années, il a continué à faire ainsi des allers et retours entre Vienne et Timișoara, jusqu'à ce que son travail à l'Ouest lui permette de rembourser l'ensemble de ses premiers emprunts – et finalement, lorsque ses affaires ont décollé, il a définitivement quitté Vienne : « Je suis revenu en Roumanie, car c'est ici qu'on peut faire de l'argent. À l'Ouest, vous pouvez devenir un bon employé et avoir une place sûre, vous pouvez bien vivre dans une société civilisée, mais l'argent, c'est en Roumanie qu'il est. Le marché n'existait pas ici, il n'y avait rien, tout était à faire. J'ai décidé de rentrer lorsque j'étais sûr que le business que j'avais lancé en 1994 fonctionnait bien, ce fut un véritable succès. » Peu lui importait l'activité, son objectif était de faire de l'argent : il a donc tenté sa chance dans différents secteurs (électronique, *soft drinks*, cosmétiques...) avant de s'arrêter aux gaufrettes, qu'il a commencé à confectionner dans un garage avec son oncle. Tout au long de ces années, son principal problème sera de parvenir à faire face à la demande sur un marché en pleine expansion, mais le succès fut au rendez-vous. Lui qui était couvert de dettes, s'est enrichi en quelques années. Il a fini par produire 12 000 tonnes de biscuits par an. Puis, comme il était arrivé à un point limite (il aurait dû faire de nouveaux investissements pour continuer de croître), il a préféré vendre sa marque à *Nestlé* en 2000. Aujourd'hui, bien qu'ayant gardé leur nom, ses gaufrettes sont commercialisées par *Nestlé* sur les marchés roumains et hongrois.

Sorin Florescu est parfaitement conscient qu'un tel succès ne pouvait se concrétiser que dans le contexte de la transition vers l'économie de marché : « Durant cette période, on ne pouvait pas se tromper, car la demande était bien supérieure à l'offre ; les rayons des magasins étaient vides. Pendant la première année, les gens faisaient même la queue au petit matin pour acheter nos gaufrettes. La Roumanie était isolée par son système douanier qui rendait les importations hors de prix ; les investisseurs étrangers n'étaient pas encore entrés sur le marché roumain ; il n'y avait pas de banques. Les étrangers ne sont arrivés que progressivement ; au départ c'était surtout de très petites entreprises – beaucoup n'ont pas survécu, car elles n'avaient pas de capacité d'investissement. Il faut pouvoir investir pour grossir et suivre le rythme. D'un autre côté, comme la mafia russe était absente,

nous n'avions pas de protection à payer, comme dans les pays de l'ex-Union soviétique (...) Les mafieux russes font du business de filles et de drogue, mais ici ils auraient dû se frotter aux Tziganes, qui s'occupent de ça. Il y a aussi la barrière de la langue, les Russes ont préféré aller en Bulgarie ou en République tchèque (...) À l'issue de cette phase hasardeuse, seuls les plus malins des entrepreneurs ont survécu et, disons-le, il ne s'agissait pas toujours des plus honnêtes. Parmi les Italiens, il y avait toutes sortes de personnes, certains effectivement n'étaient pas très recommandables, d'autres au contraire sont comme les Allemands, vraiment très sérieux. Le contexte d'aujourd'hui n'est plus du tout le même, tout a radicalement changé. » Fort de son succès dans les biscuits, Sorin Florescu a tenté de constituer en 2001 une chaîne de distribution afin de la revendre au moment propice à une multinationale qui voudrait entrer sur le marché roumain. Après être parvenu à ouvrir quatre supermarchés, il a fait faillite, mais a été sauvé par un groupe d'investisseurs qui a finalement vendu l'affaire à un fond d'investissement américain établi en Pologne, qui à son tour l'a cédé au groupe français *Carrefour*. Aujourd'hui, Sorin vient de réaliser un vieux rêve de jeunesse, il a créé avec son frère un centre sportif : *Florescu Sport*. Il s'est également lancé dans l'immobilier, sa compagnie fait construire des appartements neufs avant de les vendre : « Il y a parfois quelques obstacles administratifs mais c'est relativement facile et, finalement, leur principal problème c'est de parvenir à trouver des artisans compétents. Le marché du travail est saturé, il n'y a qu'1% de chômage. La situation est vraiment critique dans le bâtiment, car les entreprises se battent pour attirer les meilleurs ouvriers. » La plupart de leurs acheteurs sont roumains et travaillent à l'étranger, les autres sont des Italiens qui veulent faire des investissements immobiliers.

Le processus d'adhésion de la Roumanie a été long et pénible et n'a abouti que le 1<sup>er</sup> janvier 2007, alors que le pays était encore loin de remplir les conditions requises. Corruption, déficience de la lutte contre le crime organisé, fonctionnement archaïque du système judiciaire, sécurité alimentaire douteuse et insuffisance du contrôle des frontières : Bruxelles a jugé « limités » les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés. Les Roumains que nous avons interviewés semblent presque étonnés de faire aujourd'hui partie de l'Union européenne. Pour Sorin Florescu, c'est totalement immérité : « Les Roumains n'ont rien fait pour entrer en Europe. Nous sommes là parce que l'Ouest a besoin de nous. Les grands groupes voulaient accéder à notre marché pour ensuite pénétrer en Bulgarie, en

ex-Yougoslavie et en Ukraine. Mais nous sommes loin de l'Europe, aussi bien d'un point de vue économique que d'un point de vue politique. Les Roumains doivent encore acquérir les valeurs de l'Ouest. » Pourtant, les Banatais s'estiment déjà plus « européens » que les autres Roumains. Timișoara est l'une des villes les plus riches et les plus actives de Roumanie. Sorin Florescu pense même qu'elle a au moins cinq ans d'avance sur les autres villes du pays. La ville est connue pour son dynamisme commercial (et elle l'était déjà sous le régime communiste, quand la ville était au centre d'une intense activité de contrebande avec la Yougoslavie). Récemment, de nombreux centres commerciaux d'envergure ont ouvert leurs portes. Grâce à sa situation géographique, le district de Timiș dispose en outre de l'un des réseaux de transport les plus développés du pays. L'aéroport international se trouve à vingt minutes du centre ville. La première ligne internationale a été ouverte par les Autrichiens, pour lesquels Timișoara constitue une base stratégique dans les relations commerciales avec l'ensemble de la région.

Les Italiens tendent à minimiser la présence des autres groupes de l'Ouest et semblent s'être appropriés Timișoara : dans la presse transalpine, on est passé progressivement de « Timișoara, province du Nord-Est » à « Timișoara, huitième province de Vénétie », puis à « Timișoara, province de Trévise » pour finir avec la contraction « Trevisoara ». Cette expression reflète effectivement une réalité : dans les enquêtes statistiques qui ont été réalisées, les entreprises de la province de Trévise présentes dans le district de Timiș arrivent très nettement en tête (24,55%), viennent ensuite dans l'ordre, Padoue (21,37%), Vérone (18,27%), Vicence (17,61%), Venise (11,87%), Rovigo (4,69%) et Belluno (1,63%)<sup>32</sup>. Parmi les industriels du Frioul présents à Timișoara, il faut signaler la présence de *Zoppas elettrodomestici* (2 600 employés) et *Danieli*, le colosse de l'acier de Buttrio (près d'Udine), qui suit avec attention le processus de restructuration de la sidérurgie roumaine. Parmi, les Vénètes, il faut relever celle de la multinationale de poche *Geox*. Dans le domaine financier, il faut mentionner le groupe *Assicurazioni Generali* de Trieste, qui est parvenu à reconquérir ses positions historiques en Europe de l'Est et les banques *Unicredit* et *Intesa San Paolo*. Cependant, les entrepreneurs italiens ne sont pas les seuls à opérer dans le Banat et leur attitude arrogante suscite l'ironie des Roumains<sup>33</sup>.

<sup>32</sup> Chiffres fournis par le *Centro Estero Veneto, Antena Veneto Romania*, 2005, p. 44-45.

<sup>33</sup> À titre d'information, les Français ne sont pas en reste puisque *Valéo* et *Alcatel* sont présents à Timișoara, et le deuxième constitue même l'un des tout premiers employeurs locaux, avec ses 800 informaticiens.

Pour les Italiens, le défi actuel, c'est d'aller au-delà des simples délocalisations productives en créant de véritables réseaux entre les entreprises présentes sur le territoire. Dans un premier temps, les petits entrepreneurs ont travaillé en Roumanie sans véritable coordination, mais ils doivent aujourd'hui former de véritables consortiums pour opérer à l'échelle globale. En Vénétie, les associations d'entrepreneurs sont les véritables centres du pouvoir ; les politiciens n'agissent souvent que comme leurs substituts. Ces organisations sont engagées en première ligne dans le processus d'internationalisation, mais il semble qu'elles soient incapables d'engendrer une véritable dynamique collective. Les entrepreneurs restent isolés et méfiants les uns vis-à-vis des autres. De manière significative, il existe pas moins de trois organes de représentation à Timișoara : l'*AIR* l'Association des Entrepreneurs Italiens créée en 1993, *Fundatia-Sistema Italia* apparue en 2003, et *Unimpresa*, une excroissance roumaine du syndicat patronal de la ville de Trévise. Si l'action de l'ambassade italienne de Bucarest semble très appréciée par les entrepreneurs, les institutions diplomatiques italiennes sont curieusement plutôt absentes dans le Banat. Le consulat de Timișoara ne fut rouvert qu'en février 2003, soit dix ans après que se soient développées les activités industrielles des ressortissants italiens dans le district. Outre un partenariat entre l'hôpital de Trévise et celui de Timișoara, les initiatives qui pourraient contribuer à souder la communauté italienne et à lui donner une dimension autre qu'économique sont rares et isolées. L'Italie « brille » donc par son absence dans le domaine culturel, en dépit des liens noués entre l'université de Timișoara et la société Dante Alighieri. Cet état de fait reproduit ce que nous pouvons déjà observer dans le Nord-Est : la Vénétie est la région du pays qui investit le moins dans le domaine culturel. Selon Gian Antonio Stella, les Vénètes confondent culture et bon goût et tendent à penser que cette disposition est chez eux quelque chose d'inné (Stella, 1996, p.169).

Pourtant, les réelles similitudes politiques et culturelles qui existent entre le Nord-Est et le Banat roumain pourraient être à la base d'échanges culturels très riches et nourrir une réflexion commune sur la recomposition des liens entre Européens susceptible de déjouer les projections micro-impérialistes des Italiens. Ces deux régions-frontières connaissent depuis 1989 toute une série de bouleversements sociaux. La période qui s'est ouverte fut, pour l'une comme pour l'autre, un moment faste, mais elle a été interprétée de manières très différentes dans les nar-



rations. Dans les deux cas, cette phase d'ouverture a donné lieu à des réécritures de l'histoire, mais seul le Banat aura réélaboré sa vocation à la pluralité<sup>34</sup>. Comme nous l'avons déjà mis en évidence, cette contrée d'où est partie la Révolution de 1989 est en effet marquée sur le long terme par la succession historique des dominations politiques, la complexité interne (ethnique, confessionnelle et culturelle) et les processus de mixité et de métissage qui lui sont associés (appartenances multiples, bi- tri- voire quadri-linguisme, etc.). C'est dans des espaces de ce type, aux allures de kaléidoscope ethnique, que l'on expérimenta au tournant du XIXe et du XXe siècle, l'une des formes les plus hautes de la modernité européenne (Le Rider, Csaky, Sommer, 2002). Adriana Babeți, professeur à l'université de Timișoara, pense que l'esprit de l'Europe centrale est déterminé par cette expérience particulière : « vivre à la frontière, dans un paysage culturel nécessairement éclectique, réfléchir à long terme sur la façon d'être ensemble et différents, ce qui ne peut pas rester sans conséquence sur la philosophie de l'existence (Babeți, 2007, p. 9) ».

Le Banat est sans aucun doute l'une des régions emblématiques de l'Europe centrale, même si la Seconde Guerre mondiale, puis la révolution communiste ont détruit en grande partie cet univers dont Adriana Babeți exalte aujourd'hui la spécificité. Le terme Banat désignait à l'origine une frontière gouvernée par un chef militaire, le *ban* (vocabulaire d'origine perse). Le Banat est effectivement « pris » dans les frontières et Adriana Babeți évoque « l'état de frontière », un concept forgé par un chercheur américain d'origine roumaine, Mihai Spărișu, pour définir l'état d'esprit très particulier des habitants de sa région (2005). Avec plusieurs collègues historiens et anthropologues, Adriana Babeți a créé dans les années 1990 une fondation appelée *La Troisième Europe*, dont la vocation est de réfléchir sur le devenir de l'Europe centrale. Selon eux, cet espace se caractérise par une certaine forme d'appartenance et par un passé récent particulièrement dramatique, fait de pogroms, de déplacements de populations et d'une volonté uniformisatrice mortifère. Les chercheurs de *La Troisième Europe* disent sans détour que cette partie du continent a expérimenté la « fin du monde » et que, de ce point de vue, c'est un véritable laboratoire historique. L'univers dont ils s'efforcent de documenter la mémoire dans leurs travaux a disparu, dans la mesure où

les Juifs ne sont plus qu'une poignée et que les Allemands et les Hongrois sont eux aussi partis. Cependant, c'est toujours la pluralité qui définit l'identité des habitants du Banat, même si celle-ci se recompose actuellement de manière différente sous l'effet de la globalisation. Les chercheurs de *La Troisième Europe* travaillent ainsi depuis plus de dix ans sur la mémoire des différentes communautés culturelles du Banat et l'esprit de la *Mitteleuropa*<sup>35</sup>. Une certaine nostalgie du vieil Empire austro-hongrois survit en effet dans le Banat. Pour les habitants de cette région multiethnique, la vraie Révolution fut celle de 1848. Certains intellectuels caressent aujourd'hui l'idée que la « prison des peuples » puisse un jour se transformer en « paradis des peuples » et regardent avec espoir du côté de l'Union européenne. Adriana Babeți espère ainsi que d'ici dix ou quinze ans, grâce à une bonne administration, le Banat sera en mesure de tirer profit de sa situation et de ses nombreuses ressources : « Il pourrait devenir tout ce qu'il a prétendu être par le passé : le paradis sur terre, la Terre Promise, l'Eden, l'Eldorado, il pourrait vraiment l'être. Il compte des avantages fantastiques par rapport aux autres régions de la Roumanie – et au-delà. Je souhaiterais que cela prenne forme dans l'euro-région DKMT qui recouvre presque exactement le Banat historique. La plus belle utopie, ce serait que la Bega redevienne navigable. Les Hollandais sont en train d'étudier la question. On passerait ainsi de la Bega à la Tizsa, puis au Danube et au reste de l'Europe... (Entretien réalisé par Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu, 01/05/08) ».

La partie roumaine du Banat constitue en effet, avec ses parties serbe et hongroise une euro-région<sup>36</sup> qui fait l'objet de nombreux projets communautaires. À travers ces accords, la Vojvodine (Serbie) pourra établir des relations de coopération institutionnelle, culturelle et économique avec des États membres de l'Union. Cette euro-région ne porte pas le nom historique du Banat mais celui des fleuves qui l'enserment (DKMT pour Danube-Kris-Mureș-Tizsa). Dans le même esprit, une chaîne de télévision transfrontalière en langues roumaine, serbo-croate et hongroise,

35 Après la chute de Ceaușescu, ce groupe de chercheurs s'est employé à documenter la mémoire plurielle du Banat que le régime avait cherché à étouffer de toutes les manières. Ils ont recueilli des récits de vie auprès des personnes âgées des différentes communautés de la région. Selon eux, le Banat compterait 23 communautés différentes, dont les membres éprouveraient des difficultés à s'identifier comme appartenant à l'une ou l'autre en raison des nombreux mariages mixtes advenus après la Seconde Guerre mondiale. Les mêmes personnes ont pu ainsi changer d'identification au cours de leur vie et il existe de fait une très grande confusion. Finalement, c'est cette complexité elle-même qui permet de désamorcer l'émergence de conflits ethniques.

36 Une euro-région est une structure de coopération transnationale entre deux ou plusieurs territoires de différents États européens. Les euro-régions ne correspondent pas à des institutions particulières, elles n'ont pas de pouvoirs politiques propres et leurs compétences sont limitées à celles des structures qui les constituent. Elles peuvent donc prendre des formes très différentes en fonction des contextes. Leur objectif est de promouvoir les intérêts communs transfrontaliers.

34 « Le Banat. Un eldorado aux confins (Roumanie, Serbie, Hongrie) », *La revue des Cultures d'Europe centrale*, Hors série n° 4, 2007 (avec la Fondation *A Treia Europa*), Paris, La Sorbonne.

devrait voir le jour afin de témoigner de cette volonté de croître ensemble en favorisant les échanges interculturels et en oubliant les tensions nationalistes. L'Euro-région de Timișoara-Novisad-Szeged est un territoire qui a sa propre cohérence. C'est un nouvel espace de coopération qui représente non seulement une nouvelle Frontière pour les investisseurs étrangers, mais aussi une opportunité sans précédent pour ses habitants – qui regardent avec espoir s'effacer les anciennes lignes de division et espèrent tirer profit des opportunités que leur offrent les délocalisations d'un côté, le processus d'élargissement européen de l'autre. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette réalité géopolitique rapproche les Roumains du Banat des habitants du Frioul Vénétie Julienne. C'est en effet dans cette partie du Nord-Est que l'héritage austro-hongrois est le plus prégnant. Trieste fut le port de l'Empire et a accueilli après la Seconde Guerre mondiale de nombreux réfugiés en provenance des pays de l'Est : les émigrés italiens de diverses régions d'Europe de l'Est (et notamment ceux de l'Istrie et de la Dalmatie), les Yougoslaves qui fuyaient le régime de Tito, etc. Les élites de cette partie du Nord-Est sont particulièrement sensibles aux problèmes posés par « l'état de frontière » et la pluralité culturelle, comme en témoignent les œuvres de Claudio Magris et les travaux de l'historien Mario Isnenghi. Le mythe italien du *Far East* pourrait trouver des résonances dans les narrations roumaines qui font du Banat un Eldorado. Cependant, la *Mitteleuropa* qui, en Roumanie, définit un espace de l'ouverture dans une optique pro-européenne est au contraire, dans le Nord-Est, un espace qui nourrit des nostalgies réactionnaires et focalise des réflexes de fermeture dans un esprit résolument anti-européen. C'est pour cette raison que Rome a considéré avec méfiance le projet de l'ancien Président du Frioul Vénétie Julienne, l'entrepreneur Riccardo Illy, qui défendait la création d'une euro-région regroupant sa Région, la Slovénie et la Carinthie de Jorg Haider. En lisant les chercheurs de *La Troisième Europe*, on a le sentiment que le Nord-Est globalisé (et en particulier la province de Trévise) aurait beaucoup à apprendre de la Roumanie.

## 2.4 Les Italiens de Timișoara : une communauté diffractée

Dans la soirée du mardi 22 avril 2008, notre équipe se rend au Consulat italien de Timișoara, dans un quartier résidentiel de la ville. Le personnel consulaire nous a conviées à une conférence suivie d'un dîner dans l'un des nombreux restaurants

italiens de la ville, *Il Pomodoro*. Cette manifestation sera pour nous l'occasion de discuter avec des entrepreneurs italiens établis dans la région et de prendre des contacts. Une vingtaine de personnes sont présentes pour écouter un ingénieur roumain, employé par une compagnie italienne, détailler dans un parfait italien tous les avantages que pourraient représenter l'installation de panneaux solaires sur les hangars que les industriels font construire en nombre dans le district de Timiș. Certains entrepreneurs expriment leurs réserves à l'égard de ce qui leur apparaît comme une nouvelle lubie écologiste et se félicitent en termes assez crus du très net recul des Verts lors des dernières élections italiennes. Ils désirent avant tout connaître les avantages qu'ils pourront retirer d'un tel investissement. L'ingénieur roumain leur explique alors que, non seulement, ils pourront pourvoir à leur propre consommation, mais également vendre les surplus ainsi produits, si la surface de leurs hangars le leur permet. Certains sortent alors leurs calculatrices...

Les entrepreneurs italiens voient l'Union européenne essentiellement comme un pourvoyeur de fonds, les institutions leur semblent lointaines et sourdes à leurs difficultés. Ils s'étonnent de notre présence à la réunion du Consulat. Lorsque nous les retrouvons devant l'élégant buffet dressé à l'intention des invités du Consul, ils s'enhardissent et les langues se délient. Certains acceptent de nous parler de leurs activités et de la vie en Roumanie. Paola Gallo, l'épouse de l'un des entrepreneurs italiens les plus importants de Timișoara se montre prolixe sur la vie et les habitudes de la communauté italienne. Élégante et hautaine dans sa robe noire, elle promène sur ses compatriotes un regard critique et gentiment ironique. Par certains côtés, la communauté des Italiens de Timișoara évoque celle des colons qui, dans un contexte économique moins développé que celui de leur pays d'origine, jouent les grands capitalistes et tentent de recréer les formes de la sociabilité bourgeoise. Les Italiens ont même fait aménager un terrain de golf à Timișoara. Paola Gallo explique que les membres de la communauté italienne se connaissent tous parfaitement, mais qu'ils préfèrent le plus souvent éviter de se fréquenter de trop près, car ils savent quelles difficultés les ont parfois conduits en Roumanie et quelles activités ils poursuivent ici. Certains d'entre eux ont eu des problèmes avec la Justice italienne avant de se transférer en Roumanie, et travaillent dans des conditions que la législation leur interdirait dans leur propre pays. Globalement, les petits entrepreneurs qui travaillent pour les grands groupes

affichent une plus grande assurance que les autres, car même s'ils perdent de leur autonomie, leurs contrats sont plus sûrs et lucratifs. Travailler pour une multinationale semble être pour ces petits entrepreneurs la voie de la réussite<sup>37</sup>. L'attachée commerciale du Consulat est quelque peu gênée et cherche à corriger l'image que cette réunion aurait pu produire en nous expliquant que la Roumanie n'a malheureusement pas attiré les entrepreneurs les plus recommandables, mais que ses compatriotes sont capables aussi de faire de très belles choses. Alvise Trevisan, un industriel originaire de Trévise, accompagné de son fils, Alessio, et de sa belle-fille roumaine, est lui aussi relativement méprisant à l'égard de ses compatriotes. Selon lui, il y aurait beaucoup de « *desperados* » parmi les entrepreneurs italiens de Roumanie. Cette méfiance est presque unanimement partagée par les entrepreneurs que nous avons rencontrés au cours de notre travail de terrain. Beaucoup se refusent à fréquenter leurs compatriotes en Roumanie. Ils ont peur de se faire « rouler » aussi bien par les Roumains que par leurs compatriotes. La communauté des entrepreneurs italiens présents en Roumanie se distingue donc par l'individualisme et la méfiance réciproque. Cette attitude semble avoir pénalisé tous les projets collectifs que les Italiens ont essayé de porter dans la région. Leur fuite collective en Roumanie semble être l'aboutissement de la désagrégation des liens sociaux que les observateurs du Nord-Est avaient déjà identifiée comme étant le principal problème de la région.

À l'issue de cette rencontre, Alvise Trevisan, nous invite très aimablement à venir visiter son usine de Lugoj dès le lendemain matin. Le jour suivant, Cristina et moi, retrouvons donc Dan Teller, notre principal contact roumain pour aller jusqu'à Lugoj en voiture. Nous cheminons pendant plus d'une heure sur une route totalement défoncée, frôlant l'accident à chaque fois que nous croisons un véhicule qui, comme nous, est contraint de faire des embardées pour éviter les nids-de-poule qui parsèment sa voie. Nous traversons rapidement Lugoj – lieu de naissance du célèbre Dracula hollywoodien, Bela Lugosi. En périphérie nous trouvons enfin le site que Trevisan a investi avec une partie de sa famille. Son usine produit selon des méthodes fordistes diverses structures en métal qui entrent dans la fabrication du mobilier bon marché que commercialise une multinationale scandinave.

<sup>37</sup> Cette situation a changé avec la crise économique, dont les effets se font cruellement ressentir en Roumanie et en Italie depuis l'été 2008. Les grands groupes ont en effet tendance à répercuter leurs difficultés sur leurs sous-traitants. Les petits entrepreneurs qui sont dépendants d'un unique client sont les plus vulnérables.

Il travaille avec ce groupe depuis 1984. Auparavant, il opérait dans le secteur de l'électroménager, il fut un sous-traitant d'*Electrolux* et de *Zoppas*, avant de réorienter sa production vers l'ameublement. Ce secteur est particulièrement important pour le Nord-Est de l'Italie : la zone comprise entre les communes de Corno di Rosazzo, Manzano et San Giovanni al Natisone, dans la province d'Udine, est baptisée le « triangle de la chaise » et réalise 40 % de la production mondiale.

La famille Trevisan est tout à fait représentative du modèle de développement capitaliste qui a fait la fortune de la province de Trévise. Riche d'une grande tradition, les artisans de cette province ont su passer à l'étape industrielle en moins d'une génération parfois. L'entreprise Trevisan a été créée en 1957. Le grand-père était simple maréchal-ferrant ; ses deux petits-fils font aujourd'hui partie d'une chaîne globale de production : l'un travaille en Italie, l'autre en Roumanie. L'un de leur cousin, émigré aux Etats-Unis, fabrique du mobilier médical. La famille Trevisan s'est également illustrée dans la production de grappa. La production d'Alvise Trevisan est aujourd'hui exportée partout dans le monde grâce à son commanditaire scandinave. Il s'occupe lui-même des aspects techniques de la production et travaille tous les jours de la semaine avec ses ouvriers. Toutes les machines viennent d'Italie et quatre techniciens italiens les contrôlent régulièrement. Il produit 5 000 cadres de lit par semaine. Le groupe qui sous-traite avec lui s'occupe de la logistique : sept à huit camions sortent de son usine chaque jour et prennent la direction de l'Ouest ou bien du port de Costanza.

Plusieurs bâtiments mal éclairés abritent ces activités de production. Alvise Trevisan s'est fait aménager un appartement très simple au deuxième étage de l'un d'eux, tandis que son fils occupe une maison à proximité. Le chef de famille nous conduit tout d'abord dans son bureau. Il est très fier de nous montrer son titre de Chevalier du Travail de la République italienne et les photos de lui avec des hommes de la gauche italienne : Romano Prodi, Massimo D'Alema et Pier Luigi Bersani. Il connaît personnellement le *leghista* Luca Zaia, le nouveau Ministre de l'Agriculture de Silvio Berlusconi, mais il est trop nationaliste pour partager les options politiques de la Ligue, qui lui apparaissent totalement saugrenues. Il nous fait ensuite visiter son usine. Il nous explique le fonctionnement de la chaîne de production dans son Italien mâtiné d'expressions dialectales, pendant que ses équipes d'ou-

vriers s'affèrent autour de nous. Il est très fier de cette usine construite selon un modèle occidental : elle est beaucoup plus spacieuse et lumineuse que la plupart des établissements roumains. Les scandinaves lui imposent des standards de production très précis et il doit s'y conformer. Pas question pour lui de faire n'importe quoi, comme certains des petits industriels qui opèrent ici. Les ouvriers de l'usine Trevisan sont payés 200 euro par mois (c'est-à-dire un peu plus que le salaire minimum roumain) et reçoivent deux primes de 33 euro, la première en fonction de la qualité de leur travail, et la seconde en fonction de leur assiduité. Comme beaucoup d'industriels italiens, Trevisan emploie des paysans roumains qui se montrent rétifs aux rythmes de production qui leur sont imposés dans l'industrie. Il doit faire face lui aussi à un *turn over* important. Selon lui, les Roumains n'ont pas la « culture du travail », ils sont deux fois moins productifs que les ouvriers italiens, mais comme ils sont payés beaucoup moins, l'opération reste néanmoins intéressante. Trevisan a tout calculé. Il est globalement satisfait d'avoir délocalisé son activité. Seule ombre noire au tableau : le procès qui l'oppose à son ancien associé roumain, selon lui, un mafieux qui lui aurait dérobé de l'argent. Il est toujours propriétaire du terrain où l'usine est construite et s'inquiète de l'issue du procès qui les oppose, car les magistrats roumains seraient corrompus. Il m'explique que la plupart des entrepreneurs italiens évitent d'investir en Bulgarie ou dans les anciens territoires de l'ex-Union soviétique à cause de ces partenariats imposés. Les entrepreneurs sont en effet plus ou moins contraints de s'associer avec des hommes d'affaire locaux s'ils veulent s'implanter dans ces pays.

C'est sous la pression de la multinationale pour laquelle il travaille que Trevisan a délocalisé sa production. Il est parti en expédition avec sa famille vers l'Est, s'est arrêté pour pique-niquer à cet endroit et a décidé d'y rester. Il m'avoue d'un air entendu que les petites Roumaines l'ont conforté dans ce choix. Sa femme n'a pas voulu le suivre en Roumanie, elle est restée à Trévise pour s'occuper des enfants de leur fils aîné, Giancarlo, qui gère ce qui reste de l'activité en Italie. Giancarlo n'a gardé avec lui que quinze personnes. Avec son diplôme d'ingénieur, il s'occupe de la conception des prototypes et des relations avec la multinationale qui achète leurs produits. Il est actuellement en voyage d'affaire à Copenhague. Pour Alessio, qui a suivi son père en Roumanie, les choses ont été plus compliquées. Sa première femme a préféré divorcer après son départ, laissant le garçon seul avec

sa peine mais, fort heureusement, il vient de se remarier avec une Roumaine – et le père Trevisan se félicite de cette nouvelle union qui est en quelque sorte le gage de leur implantation définitive dans ce pays. Dan Teller lui demande alors ce qu'il fera si la multinationale scandinave le pousse à aller encore plus loin vers l'Est, en Moldavie ou en Ukraine. Trevisan reste silencieux. Après nous avoir gentiment offert un café, il insiste pour être pris en photo avec notre équipe : nous immortaliserons bientôt la visite de *Notre Europe* dans l'escalier de l'usine Trevisan de Lugoj. Dan Teller nous avoue, lorsque nous quittons le site, qu'il préférerait « se flinguer » plutôt que de travailler ici.

De retour à Timișoara en fin de matinée, nous rencontrons le manager d'un holding italien qui produit des préfabriqués. Ce groupe de Padoue est présent dans huit pays différents et opère en Roumanie depuis 1994. Le manager, Andrea Veronesi, nous accueille dans les bureaux flambant neufs de la direction de l'usine, qui dominant la nouvelle zone industrielle de Timișoara. Il nous explique que le holding pour lequel il travaille a beaucoup d'ambitions pour la Roumanie car son objectif, c'est le marché roumain. Leur groupe possède deux usines à Timișoara : dans la première, sont fabriqués des rembourrages en polyester pour les fauteuils et les manteaux et, dans la deuxième, des préfabriqués en béton destinés à l'édification de hangars et de structures commerciales. Le groupe a également un projet immobilier dans la région. Il emploie plus d'un millier de personnes dans la ville de Timișoara et vient d'aménager une école à l'intention des enfants des ouvriers. Lorsque nous évoquons avec eux le peu d'implication des Italiens dans la vie locale, Andrea et sa jeune collaboratrice bergamasque se plaignent du fait qu'il n'y ait rien qui puisse vraiment retenir les Italiens dans cette ville. Patrizia fréquente le Centre culturel français et se réjouit de l'ouverture d'une salle de gymnastique. Andrea fait des allers et retours entre Padoue et Timișoara depuis 6 ans, tandis que Patrizia vit désormais ici, car elle vient de se marier avec un Roumain. Soudain, nous nous alertons en remarquant derrière nos interlocuteurs une immense volute de fumée qui s'élève dans le ciel. Andrea se retourne et nous explique que les Roumains n'hésitent pas à brûler des déchets à proximité du centre ville, avant d'évoquer d'un air dégoûté le cas de ce géant américain du porc qui a provoqué une catastrophe sanitaire dans le district de Timiș et amené les autorités locales

à faire appel à des spécialistes britanniques pour incinérer en catastrophe des dizaines de milliers de carcasses de porcs contaminés par la peste porcine<sup>38</sup>.

Avant de partir, je tenais à rencontrer à nouveau Paola Gallo. Elle habite une grande maison dissimulée derrière de hautes palissades près des bureaux du Consulat italien. Originaire de Padoue, elle vit désormais à Timișoara. Elle parle couramment le roumain : comme elle le dit elle-même, c'est toujours mieux de pouvoir réprimander ses collaborateurs sans devoir passer par un intermédiaire. Elle est parvenue à recréer un environnement de vie bourgeois depuis qu'elle s'est installée à Timișoara. La maison peut sembler relativement modeste au regard des critères de l'Ouest ; ses habitants ont voulu y recréer une atmosphère de luxe sans totalement y parvenir : un escalier de marbre rose disproportionné conduit à l'étage et une petite piscine agrémenté l'étroit jardin qui se trouve à l'arrière. Trois employés de maison s'occupent de l'entretien. Les Gallo font partie des Italiens qui ont réussi à Timișoara. Ils commercialisent des érogateurs et des vitrines réfrigérées pour les boissons partout en Roumanie et dans les Balkans. Ils cherchent actuellement à s'implanter sur le marché turc. Ici, son mari est une figure importante dans le monde des affaires, il a été pendant un an et demi le directeur de l'association des industriels italiens et il a également fait partie du collège directorial de la Chambre de Commerce de Timișoara – ce qui constitue sans doute la fonction la plus haute que puisse occuper un entrepreneur étranger. Son mari est actuellement en voyage : il court le Paris-Dakar pour la Roumanie.

Je m'étonne : « - Expliquez-moi comment vous en êtes arrivés à courir pour la Roumanie et non plus pour l'Italie ?

« - Pour mon mari et moi, cela a été relativement facile, au début nous avons fait comme tous les autres Italiens, nous avons ouvert une pizzeria. C'était en mars 1994. Nous avons loué un appartement, seul mon mari faisait régulièrement le voyage entre les deux pays. Nous avons également pensé nous installer en RDA, mais ça n'a pas marché, et nous nous sommes rabattus sur la Roumanie. Nous avions en tête de créer une chaîne de restauration à l'Est. Après d'énormes difficultés, nous sommes parvenus à ouvrir notre premier restaurant et il nous a bien fallu

quatre ans pour le lancer. Le marché était très réduit, mais notre *Pizza and go* a eu un beau succès d'image. Nous avons une clientèle étudiante et nous nous sommes efforcés d'adapter notre menu aux goûts locaux. Cette pizzeria est devenue un lieu de rencontre à Timișoara, parce que c'était quelque chose de nouveau, de particulier. Nous organisons également des spectacles, des animations, ce n'était pas toujours génial, mais ça attirait du monde et aujourd'hui encore, les quadras se souviennent des soirées que nous organisons lorsqu'ils étaient plus jeunes. Mon mari venait y travailler la semaine, il faisait des allers et retours : ce n'était pas facile de rejoindre Timișoara dans ces années-là, l'autoroute s'arrêtait à Budapest. Et puis, à partir de 1994, la croissance est arrivée et avec elle les mentalités ont changé. Mon mari, qui n'est pas vraiment un restaurateur, a rapidement voulu faire autre chose. Pour notre restaurant, nous avons besoin de distributeurs de bières à la pression et de tout un tas d'autres choses qu'il était impossible de se procurer en Roumanie. Nous avons donc commencé à importer tout ce matériel d'Italie et nous avons engagé deux garçons pour s'occuper de la maintenance en cas de problème. Nous voulions être autosuffisants et c'est ainsi que, sans l'avoir programmé, nous avons créé la base de ce qui est devenu notre business le plus important. L'industriel italien qui nous fournissait les érogateurs de boisson nous a encouragés à chercher de nouveaux clients en Roumanie ; nous lui passons ainsi de plus en plus de commandes. Nous avons également pris contact avec des fournisseurs de bière. Peu à peu, nous nous sommes rendus compte que cela prenait beaucoup d'ampleur, et lorsque les grandes multinationales sont arrivées sur les marchés de l'Est, nous avons eu la chance d'entrer dans des réseaux de distribution très importants. *Coca-cola* est arrivée à Timișoara, alors *Pepsi*, qui était déjà présent au temps des communistes – je n'ai jamais très bien compris pourquoi – a voulu renforcer sa position sous la pression de cette nouvelle concurrence. C'est à ce moment-là que tout s'est joué dans le secteur, et nous sommes parvenus à nous y insérer de manière assez personnelle, parce que nous avons été capables de faire le lien entre ces multinationales qui assurent d'un côté la production des boissons et de l'autre leur distribution, en offrant des services intermédiaires. Nous nous sommes donc lancés dans des négociations et nous sommes parvenus à nous créer un espace en prenant en charge la distribution des érogateurs, leur installation, leur manutention et leur retraitement. Pendant toutes ces années, nous avons beaucoup travaillé, nous nous sommes déplacés un peu partout. Timișoara est un carrefour, et cela nous a permis de tisser des

<sup>38</sup> La compagnie américaine *Smithfield* s'est implantée en 2004 dans la région de Timișoara, après avoir été « chassée » de Pologne. Lorsque l'épidémie de peste porcine a été détectée, en août 2007, seules 11 des 33 fermes roumaines détenues par *Smithfield* (25 dans le département de Timiș, 7 dans le département d'Arad et 1 dans le département de Bihor) fonctionnaient légalement. Dans un entretien accordé à Aziliz Gouez, Ute Guder et Cristina Stănculescu (le 22/04/08), le Préfet du district de Timiș a déclaré que cette catastrophe sanitaire est la plus grave à laquelle ses services vétérinaires aient dû faire face dans les 5 dernières années.

liens avec les pays voisins : notre entreprise est maintenant présente en Croatie, en Serbie et en Bulgarie. Notre directeur de Belgrade vient ici toutes les semaines, 150 km ce n'est rien. En 1998, nous avons décidé de sauter le pas, c'était devenu trop stressant de faire des allers et retours entre l'Italie et la Roumanie, et comme nous n'avons pas d'enfants, que nos parents sont décédés des deux côtés, nous étions libres de nous expatrier. Notre travail est désormais ici. Pourquoi se compliquer la vie ? C'est beaucoup plus pratique. Je compatis sincèrement avec tous ceux qui travaillent ici et qui n'ont pas le courage ou la possibilité de faire comme nous, leur vie est très compliquée. Nous sommes ici depuis maintenant dix ans et je ne l'ai jamais regretté. J'estime que je vis mieux ici qu'en Italie. D'un point de vue économique, les satisfactions ont été très importantes, mais ce n'est pas tout : ma maison me plaît, le climat est le même qu'à Padoue, je ne peux pas dire que ce soit mieux ou pire. Certes, le fait de ne plus aller aussi souvent sur la côte me pèse parfois, mais je dois bien avouer que c'est la seule chose qui me manque ! Sinon, j'ai une vie tranquille. J'entends mes amies italiennes qui se plaignent sans cesse de l'insécurité, moi je n'ai pas de problèmes ici ! Quand je pense aux standards italiens, j'estime que Timișoara est vraiment une ville très sûre. Le sentiment d'insécurité n'est qu'une perception, souvent la réalité est tout autre. Ici, je n'ai pas peur – alors que la peur est devenue quelque chose de central aujourd'hui en Italie. Et puis avec les élections, c'est encore pire. Dans les médias, la moindre petite chose devient énorme ! C'est incroyable de voir comment le pouvoir parvient à susciter de telles perceptions sur la base de faits divers... »

Je rebondis en demandant à Paola comment l'affaire du viol de Rome a été perçue en Roumanie. Pour elle, l'Italie a fait beaucoup de bruit pour rien : « Il y a eu un grand soulèvement dans l'opinion publique, les politiciens s'en sont mêlés, on a parlé en mal des émigrés roumains, on a fait valoir la nécessité de procéder à des contrôles et à des expulsions. Les discours italiens se sont durcis et les relations se sont tendues mais, concrètement, l'État italien n'a rien fait contre les délinquants. Il n'y a pas eu de suites à toute cette affaire : on a parlé de 5 000 expulsions, mais l'Italie n'a renvoyé que 40 personnes ! À peine plus que ce qu'il advient en temps normal, la routine.... Résultat : on s'est fait mal voir pour rien ! Nos relations avec la Roumanie se sont détériorées et rien n'a été résolu. » Plusieurs affaires de la même nature mettant en cause des Roumains ont été surmédiatisées

depuis l'automne 2007. En fait, l'instrumentalisation politique des crimes sexuels n'est pas une nouveauté en Italie<sup>39</sup>.

Paola s'indigne des formes de discrimination que perpétuent ses compatriotes : « À partir du moment où nous avons décidé de nous installer en Roumanie, nous avons commencé à développer un réseau social, et nous n'avons jamais cherché à privilégier les Italiens dans nos relations. Ici, nous rencontrons des gens de toutes les nationalités : les Roumains sont des gens de bonne compagnie, il y a des personnes intelligentes et sympathiques partout, la nationalité n'a jamais été un critère pour nous. Et puis certains Italiens ne sont pas très fréquentables. Je dois dire que nous nous distinguons de la plupart des Italiens qui arrivent ici. Certains comportements, je les désapprouve, cela donne une mauvaise image de nous. Je n'aime pas voir des hommes de 50 ans avec des jeunes filles roumaines, cela ne me plaît pas ni en tant que femme, ni en tant qu'épouse, ce n'est pas très digne. Ce n'est pas bon du tout, car il se forme une perception générale qui est vraiment pénible et humiliante pour nous tous. C'est d'autant plus pénible que les Italiens affichent ici un certain sentiment de supériorité. Ils pensent que l'argent fait d'eux des personnes de qualité supérieure. Cela n'a rien à voir. La qualité des individus ne se mesure pas à l'argent qu'ils ont pu accumuler. De ce point de vue, je suis très fière de faire partie du *Rotary Club* de Timișoara. Nous sommes les seuls Italiens à y avoir été admis et cela prouve que les Roumains estiment que nous faisons désormais partie des personnes qui comptent pour cette ville. C'est une chose très importante pour moi. »

En effet, la majeure partie des Italiens ne s'impliquent pas dans la vie de la cité. Les Français sont beaucoup moins nombreux, mais leur centre culturel est, depuis longtemps, l'un des pôles culturels de la ville. Les Italiens ont bien essayé de rouvrir le leur, lorsque l'État roumain leur a restitué le bâtiment, mais l'opération a échoué faute de coordination entre les entrepreneurs et d'engagement de la part du Ministère des Affaires étrangères. Paola tente d'éclairer ce désintéret : « Les Italiens sont très présents économiquement, mais pas vraiment socialement, parce qu'ils ne veulent pas s'installer et vivre ici. Ceux qui font ce choix

39 En 1973 déjà, le cinéaste italien Marco Bellocchio dénonçait l'instrumentalisation des faits divers à des fins politiques dans *Sbatti il mostro in prima pagina* [Viol en première page]. Ce film met en scène le rédacteur d'un grand quotidien conservateur de Milan qui, dans un climat social instable, monte en épingle le viol et l'assassinat d'une jeune bourgeoise pour mieux mettre en difficulté ses ennemis politiques à l'approche des élections de 1972.



sont très peu nombreux. La plupart vient ici travailler et s'en retourne à la maison. Ils programment leur semaine à Timișoara, arrivent le lundi à l'usine et repartent le vendredi à 17h. Dans ces conditions, le centre culturel, le cinéma, les cours en langue italienne, tout ce qu'on pourrait organiser collectivement, ça ne les intéresse pas. C'est la principale raison de cet échec. Certains Italiens travaillent ici depuis cinq ou six ans et ne connaissent toujours pas la ville ! Ils font la maison-l'usine-l'aéroport, et c'est tout. Ils ne tiennent pas vraiment à s'insérer sur ce territoire. Les managers restent trois ans, puis s'en vont. Quant aux petits entrepreneurs qui vivent ici, ils n'ont pas vraiment les moyens de faire du mécénat. Seules les entreprises d'une certaine taille peuvent s'engager dans de tels projets. »

Paola Gallo estime pourtant que la réalité pluriculturelle de Timișoara en fait une cité véritablement européenne : « Cette ville a toujours été pluriculturelle. Il n'y a pas seulement de la diversité, il y a aussi beaucoup de mixité, et cela a des répercussions sur le quotidien. Les catholiques peuvent être allemands ou hongrois, les orthodoxes ne sont pas seulement roumains, ils viennent aussi de Grèce, de Serbie ou de Bulgarie. Timișoara a toujours été très ouverte. Cela rend cette ville tout à fait unique en son genre. Pour moi, ce fut une grande surprise. Ici, tout le monde parle au moins deux langues. Quand tu engages du personnel, tu peux demander deux ou trois langues aux candidats, ce n'est jamais un problème. Pour nous qui travaillons avec les pays voisins, c'est un avantage indéniable pour l'expansion commerciale. Quand je pense à mon Italie, tellement italienne, tellement homogène du point de vue religieux et culturel. Les Italiens, au mieux ils arrivent à parler une autre langue, une seule, et cela ne les empêche pas d'être plus présomptueux que les autres ! Ici, c'est vraiment particulier, il y a beaucoup de groupes différents. Le seul qui ait disparu, ou presque, ce sont les Juifs. Il y avait un peu plus de 7 000 Juifs à Timișoara avant la guerre ; aujourd'hui, il n'y en a plus que 200. Ceux qui ne sont pas morts en déportation ont émigré en Israël. Ils ont un patrimoine énorme. Il y a sept synagogues dans cette ville : sept synagogues pour deux cents personnes, c'est une situation absurde ! Une seule est restée en fonction. La communauté juive était très riche, tant d'un point de vue économique que d'un point de vue culturel. Les Juifs appartenaient pour la plupart à la haute ou à la moyenne bourgeoisie et il y avait beaucoup d'associations liées au passé hébraïque de la ville. La disparition de leur communauté a été une perte immense pour Timișoara. »

Paola Gallo pense que les Italiens, et les Vénètes tout particulièrement, ont leur rôle à jouer dans ce « creuset » roumain car ils sont riches d'une culture industrielle qui s'accorde parfaitement avec l'esprit local : « On parle beaucoup de proximité culturelle entre Italiens et Roumains, ce ne sont pas que des paroles en l'air, l'affinité qui existe est très profonde, caractérielle, et cela se voit aussi à travers le rapport à la modernité et à l'Europe. L'Italie a transféré en Roumanie son modèle de développement, c'est un modèle un peu chaotique, très individualiste et, surtout, particulièrement créatif, où les PME sont dominantes. Car pour nous autres, Italiens, la grande entreprise est une réalité étrangère. Ce qui prime dans notre modèle, c'est l'implication directe du propriétaire dans l'entreprise, et donc cela ne peut exister que lorsque l'entreprise reste d'une taille limitée : au-delà, on passe nécessairement à une gestion de type managériale. En Italie, ce modèle est performant dans les secteurs où il faut être créatif, où il faut miser sur la singularité et optimiser les prix de revient. On va par exemple rechercher des niches industrielles où l'on sera les seuls à proposer ce type de produit sur le marché. C'est ce modèle qui a fait de l'économie italienne ce qu'elle est aujourd'hui. Et je crois que même dans le contexte difficile que nous traversons, c'est toujours une carte gagnante, car le *Made in Italy*, qu'est-ce que c'est ? C'est parvenir à faire un produit de qualité qui se distingue de ce qui se fait partout dans le monde. Avec la globalisation, tout le monde fait faire les chaussures en Chine. Si tu veux vendre les tiennes plus chères parce que leur prix de revient est plus élevé, il faut qu'elles soient ou plus belles, ou plus confortables. Ce modèle est né en Italie du Nord et il a été transféré ici. Je pense qu'il convient bien aux Roumains, car ils ont une mentalité très proche de la nôtre. Le Roumain rêve de la grande entreprise allemande, de l'organisation allemande, de tout ce qui est super-ordonné et efficace, mais c'est très loin de son caractère un peu latin, un peu balkanique, un peu plus proche du nôtre ».

« Il faut que Bruxelles soit vraiment inconscient pour envoyer tant de millions d'euro à la Roumanie sans en contrôler étroitement l'usage. Lorsque l'on regarde précisément ce que les Roumains en font, on se rend compte qu'ils ont dépensé l'ensemble des fonds alloués pour construire une autoroute de 3 km ! Cet argent ne sert en réalité qu'à engraisser une poignée de personnes. Pensez-vous que les citoyens allemands, français et italiens regarderaient favorablement le fait que Bruxelles dépense autant d'argent en Roumanie sans en contrôler l'emploi ? Vous savez combien cela les mettrait en colère ? On ne peut pas se permettre un tel luxe aujourd'hui. Les Européens de l'Ouest qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois ne sont plus vraiment disposés à jouer les bons samaritains ! »

ANTONIO GAMBIRASIO, ENTREPRENEUR, BERGAME, DÉCEMBRE 2008.

### III – Globalisation *made in Italy*

Les asymétries économiques qui favorisent les délocalisations et sous-tendent l'ensemble des relations d'interdépendance entre l'Italie et la Roumanie sont-elles uniquement transitoires ou deviendront-elles structurelles ? Les relations qui se nouent actuellement s'apparentent-elles à celles que les Italiens du Nord ont pu établir par le passé avec le Sud du pays ? Les logiques économiques de la « colonisation interne » qui ont déterminé l'histoire italienne peuvent-elles se répéter à l'échelle de l'Union élargie<sup>40</sup> ? La Roumanie ne risque-t-elle pas de devenir à la fois le « réservoir » et le « dépotoir » de l'Italie – et le *Far East*, le lieu d'un nouveau « western spaghetti » ? Même si la référence au colonialisme est présente dans les discours des personnes interviewées, nous sommes loin des modèles coloniaux ou semi-coloniaux du passé, car le pouvoir que les investisseurs sont susceptibles d'exercer au niveau local est toujours indirect. Pourtant, le processus de globalisation dont les Italiens se font en quelque sorte les initiateurs en Roumanie revêt

<sup>40</sup> Il est intéressant de souligner ici l'une des particularités de la culture coloniale italienne. Les colons italiens se sont souvent montrés enclins à s'identifier aux colonisés, car beaucoup de régions italiennes ont elle-même, dans l'histoire, fait l'expérience de rapports de nature coloniale : domination féodale du chef-lieu sur la province, d'une puissance étrangère sur certaines régions (Espagnols au Sud, Autrichiens au Nord) et enfin, après l'unification, du Nord sur le Sud. De la même manière, la mémoire diasporique porte les Italiens à s'identifier aux catégories stigmatisées, comme en témoigne l'ouvrage de Gian Antonio Stella plusieurs fois réédité depuis 2003, *Quando gli Albanesi eravamo noi [Quand les Albanais, c'était nous]*, ainsi que le très beau livre de Jennifer Guglielmo et Salvatore Salerno sur les affinités d'expérience entre Italo et Afro-Américains aux États-Unis (2006).

certain aspects très inquiétants. D'un côté, s'effacent les corps des travailleurs dans ce qui fait leur spécificité culturelle, ils deviennent pour ainsi dire interchangeables, avant d'être « marchandisés » comme la « monnaie humaine » que décrit Pierre Klossowski ; de l'autre, s'organise le trafic très lucratif des déchets industriels dans un pays qui ne dispose pas encore des structures de retraite adéquates. La Roumanie est sans doute l'un des terrains européens où les logiques du capitalisme néo-libéral apparaissent dans ce qu'elles ont de plus cru. Cependant, si leurs effets peuvent sembler négatifs et parfois même douloureux, elles sont aussi et, de manière paradoxale, porteuses d'espoirs pour ceux qui s'y engagent quand la situation ne leur laisse pas d'alternative.

### 3.1 L'effacement des travailleurs roumains

Si les médias italiens parlent beaucoup de l'immigration roumaine, ils évoquent beaucoup moins souvent les « émigrés de l'intérieur », c'est-à-dire tous les Roumains qui travaillent dans les usines italiennes de Roumanie. Les « émigrés de l'intérieur » sont en effet devenus « transparents » à plus d'un titre : tout d'abord, parce qu'ils doivent se conformer aux modèles de travail et aux standards italiens et ensuite, parce qu'ils doivent abdiquer toute prétention sur les produits et tout espoir de reconnaissance. Les chaussures des grandes marques italiennes qui sont fabriquées en Roumanie par des ouvrières roumaines, restent des produits *Made in Italy*. Le Roumain serait-il destiné à rester dans l'ombre de l'Italien ? Serait-il condamné à demeurer un Italien de substitution à qui l'on confie les tâches les plus ingrates du processus de production ?

Comme les clandestins qui alimentent en main-d'œuvre bon marché l'économie souterraine italienne, les travailleurs roumains deviennent dans le cadre d'un système de production globalisé, des « non-personnes » (Dal Lago, 2004). Immigration et délocalisations (« émigration interne ») doivent être pensées ensemble. Avec la globalisation et le processus d'externalisation mis en œuvre par certains industriels (depuis la sous-traitance en cascade jusqu'à la délocalisation), ceux-ci ont tout intérêt à fixer la main-d'œuvre dans les pays de départ. L'immigration tend par conséquent à être criminalisée en tant que telle. Cette criminalisation a ensuite des effets criminogènes : les migrants entrent dans la clan-

destinité, se trouvent contraints d'exercer des activités informelles, voire illégales. En Italie, les clandestins constituent l'essentiel de la main-d'œuvre de l'économie souterraine (estimée à 25 % de l'économie nationale). Les provinces du Nord-Est, qui ne connaissaient pas le chômage jusqu'au tournant des années 2000, ne se privent pas de faire usage de ces travailleurs en situation irrégulière. Les administrations locales ferment les yeux sur ces pratiques. La présence de travailleurs clandestins permet ensuite aux petits entrepreneurs de faire pression à la baisse sur les salaires des emplois les moins qualifiés. Cette situation ne manque pas de créer des tensions que la Ligue du Nord exploite en s'adressant aux ouvriers confrontés à la concurrence des travailleurs clandestins. L'asymétrie économique n'est donc pas étrangère à la montée de l'extrême droite dans les classes populaires de l'Europe de l'Ouest (Palidda, 1999, p. 39-40). Dans son autobiographie, Umberto Bossi évoque à ce propos la figure de son grand-père maternel, syndicaliste dans les années 1950 : « Il en voulait à mort aux industriels qui licenciaient les travailleurs sans pitié et aussi aux méridionaux qui acceptaient de travailler pour des salaires de misère, il avait déjà compris que l'émigration était un truc du grand capital pour se faire les travailleurs, il l'avait compris à sa manière, un peu vulgaire et naïve (Bossi, Vimercati, 1991, p. 66). »

En Roumanie, les Italiens influent sur les habitudes et les modes de vie des Roumains, comme le reconnaît une anthropologue banataise, Smaranda Vultur : « Pour moi comme pour les autres Banatais, la présence culturelle étrangère n'a rien de très choquant. Je remarque seulement que la cuisine de notre région est en train de devenir italienne. Tous les restaurants offrent dorénavant des plats italiens et même lorsque l'on invite des gens chez soi, on cuisine italien ! Les Roumains veulent apprendre l'Italien avec des Italiens. Tout cela est très récent. Je pense que chez nous le global passe par l'Italien (entretien réalisé par Aziliz Gouez et Cristina Stănculescu, 02/05/08). » Des formes d'acculturation propres au phénomène colonial et post-colonial se jouent dans les usines délocalisées : la pression qui s'exerce sur les ouvrières roumaines du district de Timișoara concerne principalement la qualité et l'esthétique des produits *Made in Italy*. Dans l'esprit des techniciens italiens qui travaillent en Roumanie, leur pays est le pôle de la beauté tandis que la Roumanie est celui de la laideur. Un mot traduit cette idée : la « *romenata* ». C'est ainsi que les techniciens italiens désignent une chose mal faite (Redini, 2008, p. 47). Cette expression souligne la dépréciation dont le travail des

Roumains fait l'objet, quand bien même les grandes marques italiennes (*Armani, Max Mara, Prada, Geox...*) font fabriquer leurs articles par des mains roumaines. C'est à travers ces discours que se perçoit bien souvent l'expression de la xénophobie. Dans les propos que nous avons recueillis à Timișoara, un désaccord apparaît entre entrepreneurs italiens et roumains : les premiers affirment souvent que les ouvriers roumains ne savent pas travailler, les seconds, au contraire, que la main-d'œuvre roumaine est parfaitement qualifiée. Les Italiens semblent faire preuve ici d'une certaine mauvaise foi, car les produits qui sont fabriqués en Roumanie sont plutôt des produits de haut de gamme, la production de masse étant déjà largement délocalisée en Asie. Si l'on en croit certains, la qualité finale d'un produit roumain serait même meilleure (dans le secteur textile en particulier) : dans la mesure où les ouvrières roumaines sont payées moins cher, plusieurs d'entre elles peuvent être employées pour effectuer plusieurs tâches, là où une seule ouvrière italienne doit suffire. La qualité finale du produit s'en ressent nécessairement. Les discours sur la faible productivité des ouvrières roumaines justifieraient en réalité la politique de bas salaires (Redini, p. 55).

Si l'exil consiste à avoir l'esprit dans son pays d'origine et le corps dans le pays d'accueil, les délocalisations ont créé une nouvelle catégorie d'émigrés qui ont le corps chez eux et l'esprit dans le pays de leur patron. Les employeurs et leurs techniciens délocalisés ne cherchent pas vraiment à comprendre la culture locale, ce sont les employés qui sont tenus de s'adapter aux modèles culturels des délocalisateurs, comme l'illustre de manière saisissante le documentaire du cinéaste indien Ashim Ahluwalia, *John & Jane*, sorti en 2005 en France. Ahluwalia filme les employés d'un centre d'appel qui doivent se plier aux règles et aux habitudes d'un pays qu'ils n'ont jamais vu, sinon à la télévision. Ils suivent des stages de sensibilisation transculturelle afin de se familiariser avec la langue de leurs interlocuteurs américains. Ils doivent s'efforcer de parler avec l'accent du Midwest alors qu'ils sont nés à Bombay et développer une « *cross-culture sensitivity* » afin de répondre au mieux aux attentes des clients. Ces délocalisations favorisent en retour l'émigration proprement dite, car ils préparent les employés à travailler dans une culture occidentalisée. Les modèles (en l'occurrence américains) s'internationalisent et les Indiens qui travaillent dans les centres d'appel deviennent même des « américains hybrides ». Ce processus d'acculturation engendre parfois des troubles psychologiques dans la mesure où il favorise l'émergence d'une

nouvelle personnalité qui viendrait se superposer à la première. Les industries délocalisées formatent ainsi les goûts et l'esthétique (et dans une certaine mesure l'identité) de leurs ouvriers. Les pressions contraignant les employés à s'adapter à des modèles de travail standardisés sont sans aucun doute plus importantes dans les unités de production des multinationales que chez leurs petits sous-traitants, lesquels se plaignent souvent de ce que leurs ouvriers étrangers ne sont pas habitués à travailler selon les normes de leur pays. Les entrepreneurs italiens déplorent le fait que les Roumains n'aient pas la « culture du travail » – c'est-à-dire la leur. Selon eux, le communisme les aurait « gâtés », en leur faisant perdre toute motivation. Notre informateur roumain, Dan Teller, reconnaît aux entrepreneurs italiens ce mérite : ils ont appris aux Roumains à travailler ; ils leur ont permis de retrouver ce qu'ils avaient perdu – l'implication personnelle dans le travail, le goût de l'effort et du travail bien fait. Les Roumains semblent avoir parfaitement saisi que ce transfert de compétences techniques et professionnelles était pour eux une chance.

Une partie de la Roumanie se retrouve ainsi directement ou indirectement sous influence italienne : comment cette greffe prend-elle ? Les Roumains semblent s'appropriier le langage du business, comme ils avaient su auparavant s'accommoder de celui du communisme. Ils manifestent une certaine forme de cynisme à l'égard des idéologies qu'ils ont dû par la force des choses s'approprier. Ils font ainsi preuve d'une forme d'opportunisme propre aux peuples qui ont appris à survivre sous le joug de différents oppresseurs (Turcs, Autrichiens, Hongrois), et cette attitude les rapproche sans aucun doute des Italiens qui, au fil des siècles et pour des raisons similaires, ont acquis la même capacité d'adaptation – ce qu'on appelle ordinairement le *trasformismo*. Les Roumains ont ainsi adapté les codes de l'univers professionnel occidental et le style *corporate*, comme en témoigne l'immanquable rituel d'échange des cartes de visite, (même si le contenu des cartes en question reste souvent assez vague et sans rapport avec l'activité réellement exercée). Les Roumains enrichis s'approprient les signes de la réussite qu'affichent les Italiens par une consommation ostentatoire : vêtements de marque et grosses cylindrées. Ce mimétisme amuse beaucoup les Italiens, toujours prompts à se moquer du mauvais goût de leurs cousins de l'Est (Bauman, 2006).

Les produits *Made in Italy* sont produits en Roumanie et pourtant la participation des Roumains au processus est rendue totalement invisible. La lecture du très beau livre de l'anthropologue italienne Veronica Redini sur le lien entre production et identité, *Frontiere del « made in Italy ». Delocalizzazione produttiva e identità delle merci* (2008), s'avère tout à fait essentielle pour comprendre les nouvelles formes de spoliation engendrées par les délocalisations. Depuis 1999, elle a observé plusieurs lieux de production et de consommation à Timișoara afin d'enquêter sur la manière dont on entend la localité et l'identité aussi bien dans le processus de production que dans l'échange de produits. Les entreprises sont des entités trans-territoriales qui contribuent à redéfinir les lieux. Elles se déplacent en distribuant leur activité entre plusieurs territoires en vertu des différences de coût, de productivité et de culture de ces derniers – et cette « multilocalisation » à l'échelle globale n'est pas la conséquence d'une homologation des standards, mais au contraire le résultat d'une évaluation intrinsèque des lieux. Quelles significations prennent les produits en fonction des lieux qu'ils traversent ? La notion de « lieu » telle qu'elle a été élaborée par l'anthropologue Arjun Appadurai est très féconde pour aborder la question des délocalisations dans le cadre d'un monde globalisé. Les territoires mis en compétition à l'échelle globale jouent de leurs différences pour attirer les entrepreneurs. Paradoxalement, plus le processus de production s'internationalise, plus le marketing met l'accent sur la localisation et l'identité des produits. Les délocalisations font ainsi l'objet d'une occultation : les produits traversent les frontières dans l'anonymat, ils sont ensuite relocalisés par des signes élaborés par le marketing pour être commercialisés sur le marché global.

Veronica Redini relit Marx en se concentrant sur la corporéité et la subjectivité dans le processus de production : l'objectivation du corps ouvrier y croise en effet la subjectivation des produits. Sur cette base, elle montre comment la participation de l'ouvrier roumain est effacée dans le processus de fabrication. Dans ce processus, la composante corporelle est niée et c'est ici précisément que se joue pour Marx l'aliénation. Il s'agit en réalité de la manière dont on soustrait à l'ouvrier ce qu'il a concrètement réalisé, à travers la transformation du produit lui-même, imprégné de mémoire corporelle, en marchandise<sup>41</sup>. Veronica Redini réfléchit également sur la distinction que l'on peut faire entre les produits « authentiques » (ceux qui portent la marque italienne) et leurs contrefaçons, lesquelles sortent

souvent de la même usine et alimentent des marchés parallèles. De ce point de vue, l'identité des produits ne réside pas tant dans le produit lui-même que dans la manière dont il est investi de significations par les producteurs et les consommateurs en fonction des contextes sociaux dans lesquels ils sont produits ou achetés. C'est seulement à travers ce processus de qualification symbolique que les objets peuvent apparaître nouveaux, différents, absolument particuliers et donc vrais. La partie du travail réalisée en Roumanie est présentée comme la moins qualifiée, même si cela est de moins en moins le cas, et la partie de la production qui reste en Italie est généralement présentée comme la plus qualifiée. Comment un produit roumain devient-il un produit italien étiqueté ? Tout simplement parce qu'on vend une certaine idée de l'Italie, même si tout est fait en Roumanie. Dans le domaine du textile, l'Italie c'est avant tout une idée : qualité des matières, particularité de la coupe et des couleurs. Veronica Redini montre ensuite comment les ouvriers roumains tentent de se réapproprier ce dont ils ont été spoliés à travers la consommation, en essayant d'acheter eux aussi une idée de l'Italie sur le marché de l'usagé de Timișoara.

### 3.2 La marchandisation des femmes

Sur un site italien consacré au tourisme sexuel (*Gnocca Travels*), on peut lire les mots suivants sur la page consacrée aux *night clubs* et hôtels de passe de Timișoara : « Timișoara est la ville de Roumanie la plus à la portée des Italiens, et même, oserais-je dire, la plus « pénétrée » par les Italiens, dans tous les sens. Responsables, la densité de petites et moyennes entreprises italiennes, spécialement du Nord-Est, qui ont déplacé leur production en partie ou en totalité à Timișoara et les très nombreux vols directs charter et *low cost* qui partent de plusieurs villes italiennes<sup>42</sup> ». Les petits entrepreneurs que nous avons interviewés au cours de notre enquête se sont presque tous dits choqués par les comportements prédateurs de leurs compatriotes et par l'ampleur de la prostitution en Roumanie. Deux des entrepreneurs de Cuneo nous ont précisé qu'ils avaient dû emmener leurs femmes plusieurs fois en Roumanie afin de les rassurer sur leur fidélité. Surpris de voir une femme italienne, leurs employés roumains n'ont pas manqué de leur faire remarquer avec ironie qu'ils pensaient que les Italiens

<sup>41</sup> Les analyses de la philosophe française Simone Weil sont elles aussi éclairantes sur ces aspects.

<sup>42</sup> [xoomer.alice.it/gtravels/timisoara.html](http://xoomer.alice.it/gtravels/timisoara.html)

venaient chez eux parce qu'ils n'avaient pas de femmes à la maison. À Timișoara, les Roumains ont appris à distinguer les Italiens sérieux, ceux qui viennent seuls, généralement des entrepreneurs ou des techniciens, des Italiens qui viennent en groupe pour s'amuser. Cette réalité est problématique aux yeux de beaucoup d'investisseurs italiens car elle dégrade leur image et, partant, leur crédibilité à l'égard de leurs partenaires roumains ou étrangers. Le promoteur immobilier que nous avons rencontré à Cuneo a même précisé au cours de l'entretien qu'il n'avait engagé que des hommes roumains dans ses bureaux afin de couper court à tout problème de harcèlement sexuel (entretien réalisé à l'API Cuneo, 3/03/2008). Certains Italiens pensent en effet que les Roumaines sont toutes « sexuellement disponibles » et tendent à se comporter de manière totalement déplacée, y compris sur les lieux de travail. Giancarlo Sangrato a cependant reconnu qu'il est plus facile pour lui d'envoyer des techniciens en Roumanie qu'en Tunisie, car les femmes roumaines sont plus faciles d'accès que les femmes tunisiennes. Cette « disponibilité » est donc perçue comme une rétribution supplémentaire à l'expatriation professionnelle. Au-delà des fantasmes, on peut donc supposer que persistent des pratiques proches du « droit de cuissage » même s'il est toujours très difficile d'obtenir des témoignages sur ces abus de pouvoir. Dans son propre travail ethnographique, Veronica Redini rapporte que les techniciens italiens traitent les ouvrières roumaines de « putains » et de « gitanes » et se montrent souvent grossiers avec elles dans l'intention de les intimider (Redini, 2008, p. 58).

Au-delà des formes de pressions qui peuvent s'exercer sur les lieux de travail, et compte tenu des fortes inégalités économiques entre les deux pays, comment s'étonner que certains Italiens profitent du prestige que leur donne leur argent, et que certains Roumains cherchent à échapper à leur sort en suivant un Italien ou même une Italienne<sup>43</sup>. Ces relations biaisées par les asymétries économiques font l'objet de commentaires relativement complaisants. La petite communauté italienne de Timișoara raille ainsi les vieux entrepreneurs qui se sont amourachés de jeunes Roumaines. Ce motif comique est récurrent dans la *Commedia dell'arte*, où le vieux marchand vénitien Pantalon, une escarcelle en forme de phallus accrochée à la ceinture, poursuit de ses assiduités des jeunes servantes délurées qui ne manquent pas une occasion de le tourner en ridicule. La Roumanie est en effet perçue par les Italiens non seulement comme un paradis industriel et fiscal,

<sup>43</sup> Dans un film roumain de 2006, *Love sick*, le frère de l'héroïne se fait entretenir par une riche italienne.

mais aussi comme une sorte de « paradis sexuel » où il n'est pas nécessaire de s'encombrer des formes dans ses tentatives d'approche. Le fait que beaucoup de prostituées qui exercent en Italie soient de nationalité roumaine renforce encore cette idée. Les zones industrielles du Nord-Est de l'Italie sont parsemées de *night club* et de *disco bar* où les petits entrepreneurs « claquent » leur argent en femmes et en cocaïne. Fréquenter ce type d'endroits est en effet pour eux une manière d'afficher leur statut social : le film *Arrivederci, Amore Ciao* donne ainsi à voir la vie nocturne de ces petites villes du Nord-Est. Giorgio, le narrateur, envie les entrepreneurs qu'il voit passer dans le *night club* où il travaille : « La Vénétie me plaisait. C'était une région frontalière où tout le monde avait la possibilité de se construire un avenir de gagnant. Il suffisait d'avoir un peu d'imagination, de la volonté, et d'être prêt à baiser son prochain. Premier de la liste, l'État et ses impôts de merde. J'en connaissais qui étaient d'abord sortis le cul à l'air, avaient ensuite trouvé le bon business et qui, maintenant, asseyaient leurs miches sur le siège en peau d'une Mercedes et dépensait un million de lires par soir avec des filles (Carlotto, 2001, p. 34) ».

Depuis la Chute du Mur de Berlin, l'augmentation de la prostitution est telle que les autorités italiennes ont pris des mesures non seulement contre les réseaux de proxénètes, mais également contre les clients. Massimo D'Alema fut vivement critiqué en 1999 lorsqu'il prit l'initiative d'endiguer ce phénomène. Aujourd'hui, en dépit du mécontentement qu'elle suscite chez les prostituées et leurs clients, cette préoccupation dépasse les clivages politiques : depuis l'élection du post-fasciste Gianni Alemanno à la Mairie de Rome, en avril 2008, négocier des prestations sexuelles sur la voie publique est passible d'une amende. Les Italiens sont ainsi de plus en plus nombreux à prendre des vols *low cost* pour aller faire du tourisme sexuel, en prétextant qu'ils vont à la chasse en Transylvanie. De leur côté, les prostituées ont suivi le mouvement de migration Est-Ouest : les Roumaines qui exercent aujourd'hui ce métier en Italie, sont remplacées dans leur pays par des Ukrainiennes et des Moldaves. L'ensemble des pays de l'Est, déstabilisés par l'entrée rapide dans l'économie de marché et gravement touchés par le chômage, ont vu leur population féminine diminuer drastiquement : 400 000 femmes âgées de moins de 30 ans ont ainsi quitté l'Ukraine depuis la seconde moitié des années 1990 (Poulain, 2005).



*Courrier international* a publié en juin 2008 un dossier relatif au trafic d'êtres humains en Europe. L'ex-Yougoslavie est l'une des plaques tournantes de ce commerce dont les principaux pays pourvoyeurs sont la Roumanie, la Moldavie, l'Albanie, l'Ukraine, la Hongrie, la Slovaquie, la Biélorussie, les Pays baltes et la Russie. Les prostituées de l'Est sont arrivées en Italie dès le début des années 2000. Sous la pression de l'Union européenne, la Roumanie doit aujourd'hui prendre des mesures contre ce trafic et venir en aide aux victimes<sup>44</sup>. Beaucoup de ces femmes sont passées d'abord par la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et l'Albanie. Selon Richard Poulain, ce n'est pas un simple hasard si les plaques tournantes de la vente de femmes se situent en « zone pacifiée ». Ces régions qui furent placées sous administration internationale après les guerres des années 1990 attirent les proxénètes, car les réfugiées qui ont perdu leurs maris, ou qui ont été déplacées lors du conflit, sont pour eux des proies faciles. Dans *Le prix de la chair*, Donna Leone évoque un trafic international de *snuff movies*<sup>45</sup> réalisés en Bosnie. La journaliste serbe Jelena Bjelica a quant à elle remonté les filières européennes de la prostitution, de la Roumanie à la France. Son récit donne la parole aux femmes victimes de ce trafic et aux organisations qui les défendent. On suit avec elle leur itinéraire : comment elles se sont fait piéger, comment elles ont vécu l'enfer, et comment elles ont survécu. Cette enquête est minutieuse et dénonce, d'une part, l'implication des politiciens de l'Est dans l'organisation de la traite et, d'autre part, l'incohérence des programmes de lutte des pays occidentaux. L'Union européenne n'a visiblement pas encore trouvé un système efficace pour protéger les victimes de l'exploitation sexuelle car c'est un combat qui doit être mené à l'échelle du continent (Bjelica, 2005).

La prostitution des Roumaines pose indirectement la question de l'esclavagisme économique. Comme l'a montré Richard Poulain, dans toutes leurs occurrences historiques, les deux phénomènes sont étroitement liés (Poulain, 2005). Dans les zones de production industrielle, les femmes font plus souvent qu'ailleurs l'objet de violences. Cette étrange concomitance avait déjà frappé les contemporains de

l'industrialisation européenne au XIXe siècle. Si Marx évacue un peu rapidement la dimension productive des services sexuels et domestiques rendus par les femmes, Georg Simmel développe quant à lui dans un essai de 1892 une théorie pionnière des services sexuels en les envisageant comme une partie constitutive de l'économie urbaine (Simmel, 1988, p. 11-31). Le sociologue allemand établit un parallèle entre le travail ingrat et dangereux des prostituées avec celui des ouvriers affectés aux tâches les plus dures qui en porteront les stigmates pour le restant de leurs jours.

C'est donc bien en ces termes qu'il faut poser la question : comment expliquer le développement conjoint de la prostitution et de l'industrialisation dans les zones de délocalisation ? La première réponse s'impose presque d'elle-même : comme les colonies d'autrefois, les zones de délocalisation voient affluer essentiellement des hommes. Cette situation réveille également des nostalgies coloniales où le sentiment de supériorité ethnique s'allie au goût de l'exotique (Stoler, 2002 et 2006). L'étude récente de Gioletta Stefani, basée sur des textes de propagande et des sources privées, vient nous rappeler que la conquête coloniale italienne fut envisagée par le régime fasciste comme une « thérapie » visant à endiguer la « dégénération » de l'homme italien, et l'Afrique comme une frontière et un « paradis des sens ». La deuxième réponse serait à rechercher dans les rapports de pouvoir qui régissent les structures industrielles. Le lien entre esclavagismes économique et sexuel se pose avec une évidence et une cruauté particulières dans les *maquiladoras*<sup>46</sup> qui se trouvent juste de l'autre côté de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. De nombreuses multinationales américaines ont installé leurs usines de montage ou leurs sous-traitants dans cette zone frontalière afin de bénéficier d'une main-d'œuvre souple, peu onéreuse et aussi pour se soustraire aux contraintes juridiques étasuniennes. Ces industries, qui attirent les populations pauvres du Sud du Mexique, emploient en majorité des femmes. Les hommes sont le plus souvent confinés dans leurs foyers et vivent sur le salaire de leurs épouses, ce qui ne manque pas de créer des tensions et un taux de violence

44 La Roumanie a ratifié en 2005 une Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des droits fondamentaux et de la dignité humaine des victimes du trafic d'êtres humains. L'application de cette Convention est du ressort de l'Agence nationale contre le trafic de personnes (ANITP) ; pour l'année 2007, cet organe a permis le rapatriement de 1 277 victimes tombées dans les filets des trafiquants. Certaines de ces personnes, essentiellement des jeunes femmes, vivent aujourd'hui cachées, bénéficiant du programme de protection des témoins mis en place par le gouvernement roumain sous la pression de l'Union européenne. Jusqu'à présent la justice roumaine s'était montrée particulièrement tolérante à l'égard de ces trafics.

45 Ces films pornographiques qui mettent en scène des meurtres supposés ou réels.

46 Une *maquiladora*, ou son abréviation, *maquila*, est l'équivalent latino-américain des zones de traitement pour l'exportation (*Export Processing Zone*, EPZ, en anglais). Ce terme désigne une usine qui bénéficie d'une exonération des droits de douanes pour pouvoir produire à un moindre coût des marchandises assemblées, transformées, réparées, ou élaborées à partir de composants importés. La majeure partie de ces marchandises sont ensuite exportées (sauf dans le cas des *maquiladoras por capacidad ociosa*, orientées vers la production nationale). Les *maquiladoras* sont nées dans la seconde moitié des années 1960 afin de développer l'industrie dans le Nord du Mexique. L'écrivain mexicain Carlos Fuente a écrit de très belles pages sur cet univers des *maquiladoras*.

conjugale alarmant, dans un pays où les femmes sont des sujets subalternes. Il est intéressant de s'attarder sur le cas d'une des villes de cette région frontalière, car il donne à penser sur le lien entre exploitation économique et exploitation sexuelle.

Une frontière : d'un côté, El Paso, Texas, l'une des villes les plus tranquilles des États-Unis, de l'autre Ciudad Juarez, ville mexicaine à la réputation sulfureuse depuis sa création. Dès les années 1920, Ciudad Juarez a en effet connu un essor des loisirs nocturnes et du tourisme sexuel. C'est ici que fut créé le fameux cocktail *Margarita*. Les abords du vieux pont international sont entièrement consacrés aux plaisirs : jeux, sexe, alcool et stupéfiants. La ville mexicaine semble ainsi être devenue le dépotoir des vices de la ville américaine, un lieu de débauche où l'on peut consommer impunément des substances illicites, et même tuer des jeunes femmes. Ciudad Juarez est en effet depuis plusieurs années le théâtre d'une vague de meurtres horribles (environ 500 entre 1993 et 2007)<sup>47</sup>, qui lui ont valu le surnom de « ville du féminicide ». La plupart des victimes sont des ouvrières qui ont été kidnappées alors qu'elles se rendaient à leur travail ou retournaient chez elles. Plusieurs hypothèses ont été avancées par les enquêteurs américains. Selon les spécialistes du FBI, il s'agirait de « meurtres pour s'amuser » (*spree murders*). La frontière serait également l'un des lieux de production des fameux *snuff movies*. Les autorités mexicaines ont mis longtemps avant de se résoudre à agir contre ces crimes : il a fallu la mobilisation de la presse et celle de plusieurs *profilers* nord-américains pour que le gouvernement mexicain décide enfin, en 2007, de dépêcher l'armée dans l'État du Chihuahua, pour lutter contre la mafia mexicaine.

L'asymétrie qui caractérise depuis des décennies les échanges entre les États-Unis et le Mexique a transformé la frontière entre les deux pays en une zone de turbulences fortement militarisée. Nous sommes loin en Europe de cette réalité cauchemardesque, même si les plans de lutte concertée contre l'immigration clandestine, le renforcement de la surveillance de la frontière externe de l'UE et la construction de camps de rétention pour les réfugiés dans des pays tels que l'Ukraine, sont

<sup>47</sup> Cette affaire, qui a mobilisé les ONG locales et l'ONU, a fait l'objet de plusieurs enquêtes journalistiques : Sergio Gonzalez Rodriguez, 2002, *Des os dans le désert*, Albi, Passage du Nord-Ouest ; Marc Fernandez, Jean-Christophe Rampal, 2005, *La ville qui tue les femmes. Enquête à Ciudad Juarez*, Paris, Hachette. Ces deux auteurs ont également réalisé un documentaire, *La cité des mortes* (2005), mis en ligne sur : <http://lacitedesmortes.net>. Depuis les années 1950, le romancier californien, James Ellroy, se fait l'écho de cette violence qui naît à la frontière entre le Mexique et les États-Unis et frappe essentiellement les femmes des minorités (cf. *Le Dahlia noir*, L.A. Confidential). Enfin, l'ouvrage posthume du grand écrivain chilien Roberto Bolaño, *2666*, sorti en France à l'automne 2008, se nourrit de la tragédie de Ciudad Juarez.

des évolutions préoccupantes. La frontière orientale de l'Union est mouvante : elle est le lieu d'un développement économique (certes, anarchique et inégalement réparti) que les habitants des régions qu'elle finit par englober sont en mesure d'apprécier ; mais elle est aussi ligne de division inflexible et cruelle pour les habitants des régions qui restent « de l'autre côté ». La Roumanie, à peine sortie d'un État policier, ne connaît pas de niveaux de violence comparables à ceux du Mexique, et son intégration dans l'espace de l'Union repousse vers l'Ukraine et la Moldavie ces zones de non-droit qui se développent aux marges de l'Europe à mesure que les difficultés économiques en gagnent le cœur. Les commentaires des entrepreneurs que nous avons rencontrés laissent supposer l'existence d'une corrélation entre espaces de production de l'économie mondialisée et espaces de licence. À Timișoara comme à Ciudad Juarez, l'industrie de sous-traitance transnationale emploie essentiellement une main-d'œuvre féminine bon marché<sup>48</sup>. Pourquoi tolère-t-on que se développent, aux portes du monde occidental, ces espaces où la permissivité le dispute à la sauvagerie ?

Dans un court essai, *La monnaie vivante*, salué par Michel Foucault à sa sortie en 1970, Pierre Klossowski pose la question du lien obscur entre l'industrialisation et la marchandisation des affects : « Comment l'émotion voluptueuse peut-elle seulement faire l'objet d'une mercantilisation et devenir à notre époque d'industrialisation à outrance, un facteur économique ? (p.19) » Il suppose l'existence d'une connexion à la fois secrète et tragique entre les formes de l'émotion voluptueuse et le phénomène anthropomorphe de l'économie et des échanges. L'anthropologue sait bien depuis les travaux de Lévi-Strauss (1948) que l'échange est au principe des systèmes de parenté et d'union, et que dans nombre de sociétés, les hommes échangent les femmes de leur groupe avant d'établir des liens commerciaux entre eux. Il y a là une contiguïté de phénomènes que notre esprit répugne à reconnaître parce qu'elle retire toute magie aux relations entre les êtres. Pierre Klossowski tente néanmoins d'établir une analogie entre l'économie des affects et l'économie des besoins. Selon lui, les besoins affectifs sont

<sup>48</sup> Le cinéma européen s'est récemment fait l'écho de cette préoccupation. Les deux derniers films primés à Cannes portent sur la condition des femmes de l'Est : celui du roumain Christian Mungiu, *Quatre mois, trois semaines et deux jours* (2007) parle de l'avortement et, le dernier film des frères Dardennes, *Le silence de Lorna* (2008) évoque un mariage d'intérêt entre une Albanaise et un Belge. Le film du réalisateur autrichien Ulrich Seidl, *Import Export* (2007), raconte quant à lui le parcours d'une infirmière ukrainienne émigrée en Autriche après avoir tenté de travailler comme « web cam girl » pour survivre dans son pays.

reconvertis en besoins matériels, mais l'offre de biens ne peut les combler que de manière inadéquate.

En 1989, la situation économique de la Roumanie était comparable à celle de l'Europe occidentale en 1945. De nombreux Roumains furent contraints de retourner vivre à la campagne pour trouver les moyens de leur subsistance. Ils furent les seuls parmi les citoyens des anciens pays socialistes à être réduits à une telle extrémité. Dans de telles conditions, on comprend que les familles aient pu envisager de commercialiser les femmes et l'ensemble des services qu'elles offrent. Encore aujourd'hui, le travail de soin dispensé par les femmes roumaines à l'étranger est perçu comme une ressource importante par le gouvernement du pays. Cela répond en effet aux besoins des pays de l'Ouest, où la population vieillit et où les femmes sont enclines à externaliser le travail domestique. La directrice d'une agence de recrutement que nous avons interviewée à Timișoara nous a ainsi expliqué qu'une proportion importante des contrats que décroche son agence consiste en des emplois d'aides ménagères ou de garde-malades en Angleterre, en Italie et en Espagne. En effet, les familles occidentales externalisent de plus en plus souvent les activités de soin qui relevaient traditionnellement de l'épouse-mère. Les services qui étaient généralement de son ressort sont décomposés, puis délégués à des personnes extérieures. Les femmes originaires des pays de l'Est, le plus souvent clandestines, fournissent ainsi en Italie une main-d'œuvre abondante pour les tâches ménagères et les soins aux enfants et aux personnes âgées. Celles que les Italiens appellent de manière méprisante, les *badanti* font désormais partie du paysage familial, comme les domestiques d'autrefois. Ces femmes étrangères qui prennent soin de nos proches à notre place sont, le plus souvent, intimement connues, mais socialement invisibles.

L'ouvrage collectif coordonné par Barbara Ehrenreich et Arlie Russell Hochschild met ainsi en évidence une chaîne d'exploitation qui engendre un déficit parental et affectif réparti à l'échelle du globe : cette chaîne part des femmes des pays développés qui, à mesure que diminuent les aides de l'État-providence, utilisent les ressources domestiques que leur offrent les femmes immigrées, lesquelles à leur tour se déchargent de leurs enfants sur des parents ou des nourrices en échange d'une centaine de dollars mensuels (Russel Hochschild, 2002). Ces « circuits complexes de survie », comme les appelle Saskia Sassen, portent des femmes de

différentes origines à se côtoyer et à profiter les unes des autres pour être à la hauteur des exigences imposées à la femme adulte : entretenir la maison et les enfants dans des conditions décentes dans leur propre pays ou dans leur pays d'origine. La force de cet ouvrage tient également au fait qu'il décline l'analyse en propositions concrètes en vue d'une réglementation internationale en faveur des « femmes globales »<sup>49</sup>. Il serait en effet trop facile de ne retenir de ces études que l'écart social entre les femmes actives des pays développés qui se déchargent de leurs obligations familiales sur les nourrices immigrées, en dénonçant le manque de solidarité féminine. Ce qui émerge de manière très claire à travers l'ensemble de ces pratiques, c'est l'absence d'aides publiques dans le domaine familial, la superficialité des politiques de parité concernant la sphère domestique, le peu d'intérêt des pères et des maris, et surtout le coût humain du modèle économique néo-libéral. Les deux auteurs soulignent que le monde occidental ressemble aujourd'hui à un vieil homme qui nécessite beaucoup de soins – et qui les tient pour naturels – de la part d'une femme attentive, rassurante et soumise, qui a toujours de l'affection à dispenser, sans rien demander en retour pour elle-même. Cette femme ressemble aujourd'hui au Sud global. Les données statistiques de l'ONU soulignent ainsi la féminisation des migrations et l'augmentation de la pauvreté chez les femmes de toute la planète. Il ne faut pas non plus négliger le fait que de plus en plus de femmes occidentales occupent un espace à mi-chemin entre les deux rôles décrits ici schématiquement. La reconfiguration du travail domestique à l'échelle globale n'a pas rendu obsolètes les questions qui ont émergé dans les années 1970 avec le mouvement des femmes, à savoir la redistribution du travail ménagé et le droit à des services publics pour l'enfance et pour la vieillesse.

Cette situation est exacerbée en Italie en raison des données démographiques et sociologiques : l'Italie est en effet le pays d'Europe occidentale où les aides publiques sont les plus faibles, alors que les cohortes nées sous le fascisme nécessiteraient une politique de soins aujourd'hui quasi-inexistante. L'Italie est également le pays où, statistiquement, les hommes participent le moins aux tâches ménagères et l'un de ceux où le modèle traditionnel de l'épouse-mère est le plus exigeant. Ainsi, de plus en plus de femmes étrangères, souvent clandestines, tra-

<sup>49</sup> La question du travail domestique avait déjà été abordée sous l'angle juridique par Grace Chang (2000) qui décrit les batailles juridiques et politiques visant à mobiliser ces travailleuses isolées.

vaillent dans les familles italiennes et dispensent des soins aux personnes âgées dont la proportion ne cesse de croître<sup>50</sup>. Poser la question du travail domestique en termes de déficit et d'extraction de soins ou d'amour comme le font Barbara Ehrenreich et Arlie Russell Hochschild a le mérite de faire reconnaître en termes clairs la spécificité de ces emplois, et de leur retirer le caractère de flexibilité et de précarité typiques de ce qui reste indéfini, non dit, et se réduit bien souvent à des questions d'ordre personnel ou familial. Les pays qui exportent des soins et ceux qui exportent du sexe sont généralement les mêmes. Arlie Russell Hochschild souligne la spécificité de cet assemblage post-moderne érigé en valeur que nous appelons communément « amour », car les prostitués (hommes ou femmes) vendent également de l'amour. D'une certaine manière, les conditions de travail des domestiques se rapprochent de celles des prostituées : dans les deux cas, il s'agit de travailleuses qui sont réduites à l'état le plus précaire, cantonnées dans la sphère privée et rendues invisibles dans la mesure où ces services ne relèvent pas des grilles habituelles des activités rétribuées. Dans une perspective critique, on pourrait considérer le travail domestique comme faisant partie d'une économie du travail sexuel au sens large (Haraway, 2007).

Ainsi, les « femmes globales » font aujourd'hui partie des relations familiales des Occidentaux. Les droits de ces travailleuses, qui dispensent dans l'ombre soins et amour, doivent encore être pris en considération et faire l'objet de politiques sociales appropriées, qui responsabilisent toutes les parties concernées. Les licenciements sont en effet souvent vécus de manière traumatisante, en raison des liens personnels qui ont été noués. Ensuite, les aide-ménagères peuvent être tentées d'adopter une posture totalement cynique, en choisissant les personnes âgées en fonction de leur espérance de vie et de leur situation. Dans certains cas, elles peuvent même abuser de leur position et martyriser des personnes affaiblies et isolées, comme cela s'est déjà vérifié en Italie. Dans les pays d'immigration, ce commerce crée en outre un « déficit interne de soins » qui affecte le développement social et psychologique du pays soudain privé des femmes. Paradoxalement, pour atteindre la subsistance économique, on peut en venir à appauvrir le patrimoine familial et affectif d'une collectivité. Dans le même ordre d'idées, nous pouvons enfin mentionner les arrangements matrimoniaux décrits par Hung Cam Thai pour l'Asie du Sud Est, où la nécessité économique pousse certaines femmes

à épouser de parfaits inconnus pour émigrer (Cam Thai, 2008). Paradoxalement, ce type d'arrangements est souvent vécu par les femmes émigrées comme un moyen d'échapper aux contraintes qui pèsent sur elles dans leurs sociétés d'origine et l'expression d'une aspiration à la liberté dont disposent les femmes occidentales. Cela constitue pour elles la voie de l'émancipation et du mieux vivre<sup>51</sup>. Épouser un homme occidental qui, sans arrangement de ce type, resterait probablement célibataire, permet aux femmes qui s'engagent sur cette voie d'assurer leur subsistance et de garantir l'avenir de leurs enfants. Dans tous les cas que nous venons d'évoquer, le coût payé par ces femmes dans leurs corps et leurs sentiments permet de rembourser des dettes ou d'entretenir des familles restées au loin. En fonction des situations, on se trouve face à des choix personnels librement assumés ou à des situations d'esclavage. L'extraction de sexe, de maternité, de soins et d'affection fait ainsi partie du paysage de l'Est européen.

### 3.3 Recyclage, trafics de déchets et « régions décharges »

La Roumanie est aussi le lieu de développement de toute une économie du recyclage qui revêt à la fois des aspects positifs et des aspects inquiétants. Il n'est pas rare de voir les équipements des villes de l'Ouest y être réemployés : les tramways qui circulent aujourd'hui dans les rues de Timișoara viennent de Brême, tandis que les bus ont été rachetés à la ville de Padoue. Les industriels de l'Ouest recyclent leurs machines obsolètes à l'Est en les revendant ou en les transférant dans leurs usines roumaines. Ils envisagent également parfois d'y commercialiser les produits qu'ils ne peuvent plus écouler à l'Ouest. Giorgio Marelli, le producteur de préfabriqués de Bergame m'explique les ressorts de cette économie du recyclage : « Comme les Roumains ont une trentaine d'années de retard au niveau technique, l'approche est très différente. Quand nos produits arrivent en fin de vie à l'Ouest, nous allons les fabriquer et les vendre en Roumanie. Mais attention, cela ne veut pas dire que les Roumains mettront trente ans à nous rattraper, non, je pense qu'ils seront capables de faire ce que nous faisons d'ici quinze ou vingt ans. Leur économie progresse très rapidement, l'information circule également

<sup>51</sup> Ces pratiques réveillent en Italie le souvenir des grandes vagues d'émigration. Dans le film italien, *Golden Door* (2007), qui décrit le départ et l'arrivée des Siciliens à Ellis Island à la fin du XIXe siècle, les femmes italiennes, à peine débarquées sur l'îlot new-yorkais, sont mariées de manière expéditive à des inconnus avec lesquels elles n'ont eu qu'un échange de correspondance.

<sup>50</sup> Les *badanti* seraient 900 000 en Italie selon une recherche Cergas-Bocconi (Bonomi, 2008).

très vite. Depuis deux ans, les grandes chaînes de distribution leur donnent accès aux mêmes produits que nous. Ils sont tous en train d'acheter des voitures. Je pense que d'ici une dizaine d'années la société roumaine aura considérablement changé ».

Nous avons rencontré lors de notre séjour à Timișoara un entrepreneur à la retraite qui illustre tout à fait cette économie du recyclage. Mario Piovesan a 86 ans et il aurait dû raccrocher depuis longtemps, mais il poursuit en Roumanie son ancienne activité. Sa famille fabrique depuis trois générations des moulins à céréales pour l'industrie. Mario Piovesan est originaire de Trévise et, comme Alvis Trevisan, il a lui aussi reçu le titre de Chevalier du travail. Comme lui, il est tout à fait représentatif de cette industrie d'origine artisanale qui a fait la richesse des provinces de Vénétie. Mario s'est installé dans une ancienne usine d'État, en périphérie de Timișoara. Il nous raconte comment il en est arrivé à reprendre du service : « Moi, j'adore la mer, mais un Italien est venu me chercher pour réparer un moulin en Roumanie, c'est ainsi que je suis arrivé à Timișoara. J'ai réparé ce moulin et, entre temps, j'ai aussi rencontré une femme roumaine – alors j'ai décidé de rester. En Italie, personne ne voulait de moi. Ma mère était morte depuis deux mois et j'ai décidé que j'allais me remettre à faire de la concurrence ! J'ai fait mes études en Allemagne. Quand tu nais dans une famille qui maîtrise déjà certaines technologies, tu dois étudier pour faire progresser les choses. J'ai voyagé dans le monde entier, j'ai travaillé sur des installations un peu partout, et finalement j'ai atterri ici. J'ai cru qu'en Roumanie, en m'adaptant à leurs besoins, je pouvais exporter mon art, et je suis effectivement parvenu à faire quelque chose. » Les moulins que fabrique Mario en Roumanie ne sont sans doute plus aux standards italiens, mais leurs prix restent abordables pour les Roumains, qui peuvent ainsi équiper leurs usines à moindre coût.

Mario Piovesan n'est pas très optimiste pour l'avenir du pays, dont il critique surtout les dirigeants : « Ils ne comprennent rien. Ils ne prêtent aucune attention au développement de la production agricole, à l'artisanat, au savoir-faire industriel, rien ne les intéresse. Ils préfèrent acheter des produits hongrois pour les revendre sur leur marché. Pour la Hongrie voisine, la Roumanie est un très grand marché. Les Roumains n'ont même pas la possibilité de produire les articles nécessaires à l'agriculture. À l'Ouest, l'État anticipe les besoins et permet aux entreprises

agricoles de faire des prêts pour s'équiper. Les paysans roumains sont livrés à eux-mêmes et si l'on abandonne l'agriculture, la Roumanie court à sa perte. En 1940, les prix des produits agricoles européens étaient fixés à Costanza et maintenant, dans cette ville, on ne fait plus rien. Si l'on n'aide pas la Roumanie, ce sera la catastrophe ! Les gens visent l'argent facile, personne ne se préoccupe de l'avenir, la politique roumaine est inexistante, aussi bien au niveau central qu'au niveau local. » Son épouse roumaine ne peut s'empêcher d'ajouter derrière lui que les Italiens ne sont pas mieux lotis que les Roumains en matière de politique. Cependant, Mario insiste : pour lui ce n'est pas du tout comparable. « Ici, la bureaucratie est invraisemblable, les entrepreneurs ne reçoivent ni l'appui des banques, ni celui des institutions. Les terrains à bâtir sont devenus trop chers. Dans ces conditions, beaucoup préfèrent s'en aller. Je dirais qu'il y en a un sur trois qui repart. Ils restent pendant deux ou trois ans et puis, ils s'en vont. Moi, j'ai une famille ici, alors c'est différent, je résiste. Je pense que si on ne soutient pas le développement industriel, la Roumanie n'ira pas très loin. Leurs meilleurs ouvriers sont déjà partis à l'étranger, seuls sont restés ceux qui ne veulent pas être séparés de leur famille. C'est vraiment dommage, ils ont liquidé leur patrimoine industriel et pourtant ils avaient des ingénieurs compétents. » Mario affirme qu'aujourd'hui, seules deux entreprises fabriquent des moulins à usage industriel en Roumanie, la sienne et une autre dont la technologie est complètement dépassée. Il est fort probable que dans les prochaines années les Roumains achèteront ce matériel à l'étranger. Les technologies européennes, celles qui ne sont plus rentables et qui sont vouées à disparaître, viendraient ainsi mourir en Roumanie ? Le constat de Mario Piovesan est amer.

Les mafias sont les premières à profiter de ces logiques et prospèrent à l'Est dans les activités de recyclage (de marchandises, d'argent sale, etc.). Cette économie du recyclage inclut aussi le recel, et notamment celui des voitures volées à l'Ouest, qui sont revendues au prix du marché à l'Est. Paola Gallo n'est pas dupe du phénomène : « La mafia italienne est présente depuis très longtemps à l'Est. Elle a investi le centre ville de Prague et celui de Bratislava également, mais elle est bien cachée, elle se meut toujours derrière des prête-noms. À Timișoara, cependant, on voit bien que certains individus agissent de manière étrange, surtout dans le secteur de l'immobilier, ils font des acquisitions très importantes en une seule fois pour l'équivalent de 2 millions ou 5 millions, on saisit alors qu'il y a quelque



chose de louche ; et puis, quand tu les vois, tu comprends bien que l'argent ne sort pas de leurs poches et que ce sont seulement des prête-noms. Depuis peu, il y a du trafic de drogue à Timișoara. Je ne sais pas si c'est le fait de la mafia italienne, j'ai peur que ce soit plutôt les Russes ou la mafia des Balkans, mais je serais bien étonnée que la mafia ne soit pas là, elle est partout. Et comme ce sont des gens visionnaires, si l'on tient compte de l'évolution des pays de l'Est, bien sûr qu'ils sont là... » Certains spécialistes avancent qu'entre capitalisme sauvage et activités mafieuses, la frontière est floue (Arlacchi, 1983). L'auteur de *Gomorra* montre très bien comment la mafia s'insère dans la sphère économique en offrant des prêts en liquide aux entrepreneurs en difficulté. Elle blanchit ainsi l'argent des trafics et parasite peu à peu les activités productives de nombreuses régions italiennes – le Nord du pays n'est pas épargné. Paola Gallo refuse de concevoir l'existence d'une telle continuité. Elle pense en effet que la mafia évolue dans un univers de règles complètement différent du monde de l'entreprise. Pour elle, c'est un corps parasite qui se développe aux dépens du système : « Lorsque tu mets un pistolet sur la tempe des gens, ce n'est plus la même chose. C'est réellement un monde différent. Ils sont en dehors des règles de la vie civile. Au niveau économique, ils doivent assumer des risques très grands, car lorsqu'ils ont des difficultés avec un mauvais payeur, par exemple, ils ne vont pas déposer plainte au Tribunal, comme moi : non, ils recourent aux armes. Leur manière de se faire respecter dans les affaires est totalement différente. La mafia est un cancer pour les sociétés, et je ne parle pas seulement de la mafia italienne, mais de toutes les mafias, où que ce soit. Elles sont les premières à profiter de la globalisation, les distances sont réduites, les gens circulent plus facilement, les échanges sont plus nombreux, beaucoup de règles et de complications administratives sont éliminées. L'ouverture des frontières et la libre circulation ont beaucoup profité aux mafieux. Avez-vous une idée du nombre de marchandises qui circulent illégalement entre l'Italie et la Roumanie ? Des marchandises qui ne devraient pas circuler. Cela fait vingt ans que cela dure. Avant, ils se donnaient la peine de falsifier les documents, mais maintenant que la Roumanie fait partie de l'Union européenne, ils n'ont même plus besoin de le faire. Avant ils se cachaient, et maintenant, ils peuvent le faire à la lumière du jour ! (entretien réalisé par Lynda Dematteo, le 25/04/2008) » En contrepartie, les polices italienne et roumaine travaillent de concert pour contrer ces organisations transnationales et cette collaboration semble porter ses fruits. Le 19 juin 2008, en étroite collaboration avec le bureau de liaison italien Interpol

de Bucarest, la police roumaine a arrêté à Faget (à 120 km de Timișoara) le boss de la *camorra*, Enrico Zupo.

L'un des derniers romans de Massimo Carlotto évoque la transition générationnelle et la fuite des entrepreneurs du Nord-Est vers la Roumanie (Carlotto, 2008). L'intrigue se déroule dans une petite ville de Vénétie et décrit le milieu des dynasties industrielles de la région. La fiancée de Francesco, l'héritier de l'une des familles en vue, est assassinée. Le jeune homme, diplômé en droit et promis à un brillant avenir d'avocat, décide de mener l'enquête sur les circonstances du meurtre, ce qui le conduit peu à peu à découvrir les origines illégales de l'enrichissement de leurs familles respectives. La fondation de son père dissimule en réalité un trafic de déchets toxiques entre la Vénétie et la Roumanie géré conjointement par la mafia napolitaine et les principales familles industrielles de la ville. Ce roman s'inspire très directement d'affaires qui ont défrayé la chronique ces dernières années en Italie. En 2007, la police a démantelé en Lombardie une organisation de la *N'drangheta* calabraise qui assurait le transport des déchets de l'Italie vers la Roumanie. Plusieurs décharges abusives de déchets toxiques ont été mises à jour dans la plaine de la Brianza à mi-chemin entre Milan et Bergame : 178 000 mètres cube de déchets toxiques ont été découverts sur une surface totale de 65 000 mètres carrés. L'accumulation des déchets dans la région de Naples, puis la clameur autour du livre de Roberto Saviano, ont suscité une profonde réaction de dégoût dans le Nord de l'Italie et engendré une nouvelle vague d'anti-méridionalisme qui profite encore à la Ligue du Nord. Cela a motivé une nouvelle déclaration choc du Ministre d'obédience léghiste Roberto Calderoli : « Les égouts doivent être bonifiés et comme Naples est devenue un égout, il faut en éliminer tous les rats, quelque en soient les moyens, et pas seulement se contenter de faire semblant au moment où les rats sont susceptibles de se rendre aux urnes (1/11/2007). » Pourtant, le Nord du pays est au moins aussi responsable de la « crise des déchets » que le Sud, car plus d'une centaine de camions chargés de déchets industriels partent chaque jour des régions du Centre et du Nord vers la cité parthénopéenne. Beaucoup d'industries septentrionales recourent aux réseaux criminels pour se débarrasser de leurs déchets toxiques. Les chefs d'entreprise qui recourent à la mafia servent ensuite eux-mêmes d'intermédiaires auprès d'autres industriels et perçoivent ainsi des pourcentages sur les recettes de ce trafic.

Le phénomène de ce que l'on désigne désormais sous le nom d'écomafia a été découvert un peu par hasard en 1988. Un chauffeur de camion avait été hospitalisé après s'être brûlé en versant un déchet industriel chimique dans un champ. Les enquêtes ont alors commencé et les magistrats italiens ont mis au jour une véritable industrie. Dans la région de Naples, près de 200 clans se seraient ainsi lancés dans le trafic de déchets industriels dès les années 1980, à commencer par la redoutable famille des Casalesi, originaire de la région de Caserte. Accessible et géographiquement proche des grands complexes industriels du nord de la péninsule, la Campanie est devenue en quelques années « la poubelle de l'Italie ». Les déchets récupérés sont jetés par les mafieux dans les décharges qu'ils contrôlent ou même abandonnés dans la nature. Les champs, les cours d'eau, les grottes sont aujourd'hui sérieusement contaminés et la pollution menace la santé des habitants de Campanie. Il est très difficile de lutter contre les réseaux criminels de l'écomafia, car les sanctions encourues sont encore très faibles, à peine quelques années de prison. Ce trafic est de surcroît beaucoup moins risqué que la plupart des autres activités mafieuses car il ne nécessite pas un réseau très large et que le fait de démarcher les entreprises et de prélever les déchets sont des pratiques tout à fait licites. L'écomafia est une mafia d'entrepreneurs qui utilisent essentiellement des bennes et des camions, mais qui – à terme – tuent bien plus sûrement et massivement que les autres. Résultat : 1200 décharges abusives de déchets toxiques, des brebis empoisonnées sur des terrains infectés, des tomates, des pêches immangeables, des mozzarellas au lait de bufflonne contaminées par le percolat, le liquide résiduel qui provient de la percolation de l'eau à travers les déchets ; et pour finir, une région entière en train de mourir à petit feu. Le documentaire *Beautiful Country* (2007) décrit cette *camorra* de cols blancs et dévoile les mécanismes de leur organisation. Les activités légales de l'écomafia permettent ainsi à la *camorra* de disposer d'une vitrine légale. Quant à la population méridionale, elle préfère souvent s'accommoder de ces trafics qui rapportent beaucoup d'argent à la région. Les paysans sont soudoyés pour recevoir les déchets dans leurs champs. Régulièrement des mouvements populaires contre les projets d'installation de décharges légales ou de centres de retraitement des déchets publics secouent la Campanie, mais ce n'est pas tant la crainte des effets polluants qui est en cause que la peur de perdre les sources de revenus procurés par l'écomafia. La région reste ainsi largement sous-équipée en décharges légales, tandis qu'elle croule sous les immondices. Face à l'urgence actuelle, les autorités italiennes ont

cherché à se débarrasser des ordures, notamment en les évacuant vers l'Est, et vers la Roumanie en particulier.

Alessandro Dal Lago a manifestement raison lorsqu'il affirme que la légalité et l'illégalité ne sont pas définies en fonction de catégories juridiques substantielles, mais en fonction de variables situationnelles. En effet, le nouveau gouvernement de Silvio Berlusconi a peut-être trouvé la solution pour faire disparaître les tonnes de déchets qui se sont amoncelés dans la région de Naples et mettre un terme à la « crise des déchets » qui empoisonne depuis des mois la classe politique italienne. Il envisage en effet d'envoyer en Roumanie une partie des déchets qui envahissent Naples et sa région. Un porte-parole du Ministère de l'Environnement italien interrogé par l'AFP (30/05/2007) a annoncé la visite à Bucarest d'un groupe d'experts du Ministère et de la « *Protezione civile* » pour examiner avec leurs homologues roumains la possibilité d'un éventuel stockage et traitement de déchets en Roumanie. On sait pourtant très bien que ce pays ne dispose pas des structures adéquates. La plupart des industries roumaines se débarrassent directement de leurs déchets, sans passer par l'entremise de la collecte organisée par l'État, et sans s'embarrasser de les faire stocker sur des sites autorisés. Il n'y a pas de décharges en nombre suffisant en Roumanie : seules 20 d'entre elles sont homologuées. Une porte-parole du Commissariat extraordinaire pour la gestion des déchets dans la région napolitaine a indiqué à l'AFP que le plan extraordinaire de nettoyage lancé en pleine nuit à Naples et dans sa province en mai 2007 a permis de retirer et de stocker 9 000 tonnes sur les 15 000 qui s'accumulaient dans les rues. Ce bureau estime que le volume des déchets en attente de traitement, ou qui sont illégalement stockés un peu partout dans la région par la *camorra*, s'élève à vingt millions de tonnes. Selon le *Corriere della Sera*, l'envoi de déchets en Roumanie coûterait jusqu'à 150 euro par tonne. L'option de faire traiter les déchets dans une autre région d'Italie, voire à l'étranger, a déjà été choisie à plusieurs reprises dans le passé pour désengorger Naples et sa région. Une partie des déchets a ainsi été redirigée vers la Lombardie, les Pouilles et l'Allemagne. Cependant, la mafia aura été une fois encore plus rapide que le gouvernement : une enquête a en effet révélé que les parrains avaient commencé à sous-traiter l'affaire en exportant des déchets industriels toxiques vers l'Afrique et la Chine.

L'écomafia est aujourd'hui en train d'étendre ses tentacules en Europe : après avoir dévasté la Campanie et enfumé la Lombardie (où ont été brûlés une bonne partie des déchets napolitains), le clan des Casalesi est parti empoisonner d'autres pays européens comme le révèle une enquête italienne sur les investissements de la *camorra* à l'étranger (*Il Sole 24 Ore*, 22/11/ 2008). Selon le quotidien de l'association patronale italienne, les familles des Casalesi sont bien enracinées en Espagne, où ils font le commerce de la drogue et disposent de biens immobiliers, d'exploitations agricoles, d'hôtels, de villas et de magasins de luxe. Ils sont présents également au Portugal, au Brésil, en Écosse, en France, en Belgique et en Hollande pour la drogue, en Suisse pour le recyclage, en Allemagne pour l'usure, et même en Chine pour le trafic de contrefaçons. Après la Chute du Mur de Berlin, les Casalesi se sont déplacés vers l'Est et ont gagné énormément d'argent avec le trafic d'armes. Ils se sont notamment occupés de la vente des kalachnikovs dans les zones de conflit de l'ex-Yougoslavie. Une véritable aubaine selon l'enquêteur italien, Roberto Galullo. L'argent ainsi gagné et les contacts noués avec les anciens agents secrets des pays de l'Est ont ensuite permis à la mafia italienne d'investir en Hongrie, en Pologne, mais surtout en Roumanie, le nouvel Eldorado des Casalesi, où les activités de la mafia italienne sont déjà très étroitement surveillées par la police. Les Casalesi contrôlent plusieurs usines (à commencer par des usines de textile) dans la province de Timiș. Dans ce pays, la roue de la fortune tourne autour des jeux de hasard *on line*, des casinos, du poker, des loteries et des paris. Au départ de Bergame, sont distribuées des brochures vantant la beauté des villes de l'Est et les divertissements qu'elles offrent : les casinos ne sont pas oubliés. Cependant, la Roumanie ce n'est pas seulement le poker *on line* et les usines, ce sont aussi de gigantesques complexes agro-alimentaires dans lesquels on produit des mozzarellas au lait de bufflonne de Campanie sans aucune garantie. Les autorités ont récemment découvert des graphistes improvisés qui réalisaient des étiquettes certifiant l'authenticité et la qualité de ce produit qui était ensuite exporté partout dans le monde. Les mafieux doivent aujourd'hui se réjouir de la crise, car il leur est facile d'émettre des liquidités alors que les banques refusent des prêts aux entreprises : les mafias ne connaissent jamais la crise, au contraire, elles en profitent directement et les autorités italiennes ont commencé à mettre en garde les acteurs économiques contre leurs usuriers<sup>52</sup>.

<sup>52</sup> Un film de Ricky Tognazzi, *Le jour du chien* [*Vite stozzate*, 2004] décrit comment un petit entrepreneur de Naples (interprété par Vincent Lindon) se fait piéger par les usuriers de la *camorra*.

### 3.4 Cris de révolte patronale

« Moi, je ne suis peut-être qu'un imbécile de Bergamasque qui fabrique des coupe-vent, mais je pense qu'après vingt ans en Roumanie, j'ai une petite idée de ce qui s'y passe. La Roumanie, c'est Naples faite nation, avec tous les aspects positifs et négatifs, toutes les contradictions qui caractérisent une ville comme Naples. Les Roumains sont très similaires aux Italiens, vraiment. Ils sortent d'une dictature qui les a, d'une certaine manière, transformés – et ils doivent se reconstruire. Il faudra bien deux générations avant qu'on en sorte complètement et qu'une nouvelle classe dirigeante émerge. Cependant, je ne pense pas que nous, les Italiens, nous soyons en mesure d'exporter notre système politique. Par contre, nous sommes peut-être en mesure d'exporter un système industriel. » C'est ainsi qu'Antonio Gambirasio ouvre le tir. C'est en effet un homme en colère qui se trouve depuis quelques mois au centre de l'intérêt des médias transalpins. Pourquoi cet entrepreneur suscite-t-il soudainement tant d'attention ? Parce que, refusant de mettre la clé sous la porte faute d'ouvriers, il a fait venir des Chinois et des Bangladeshis pour travailler et vivre dans son usine de Bacău, une ville de la Moldavie roumaine, à 300 km au Nord de Bucarest. Antonio Gambirasio est un entrepreneur bergamasque de 48 ans. Sa société est basée à Grassobbio, dans la périphérie de Bergame, à proximité de l'aéroport international d'Orio al Serio. Son usine roumaine fabrique des vêtements techniques pour les sports d'hivers et les loisirs de plein air. Elle produit pour sa propre marque, mais aussi pour la majeure partie de celles du secteur, et compte parmi ses clients les plus prestigieuses, notamment *Vuarnet* et *Moncler* en France. Aujourd'hui, Gambirasio est le plus gros producteur de vêtements en Goretex d'Europe ; son chiffre d'affaire annuel s'élève à 30 millions d'euro.

Comme beaucoup d'entrepreneurs de Bergame, Antonio est parti de rien. À 17 ans, il travaillait comme aide magasinier dans une usine textile de la province. En 1980, il a repris avec des compagnons de travail l'entreprise qui l'employait pour la sauver de la faillite. Les temps étaient alors difficiles pour l'industrie textile en Lombardie, car les jeunes femmes qui le pouvaient préféraient poursuivre des études plutôt que d'entrer à l'usine. Il devenait de moins en moins aisé pour le secteur textile italien de recruter des ouvrières qualifiées. En 1988, pressé par la

concurrence et les revendications syndicales, Antonio a décidé de laisser l'Italie pour la Roumanie de Ceaușescu. Jusqu'à la fin des années 1990, ses affaires ont marché à plein régime. Sa société employait 5 000 ouvriers et faisait vivre une bonne partie de la ville de Bacău. L'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, en janvier 2007, suivie de la « grande fuite » vers l'Ouest des Roumains, a mis son entreprise en difficulté. Plutôt que de vendre son usine aux Chinois, il est allé lui-même recruter des ouvriers en Chine. Sans eux, il aurait dû fermer et licencier les travailleurs roumains restés avec lui. « Je veux préserver mon savoir-faire et mes ouvriers, ceux qui sont restés avec moi, et la loi roumaine me permet de faire entrer des Chinois. Cela s'est toujours fait : à votre avis, qui a construit les voies de chemin de fer aux Etats-Unis ? Les Chinois ! » La Roumanie a en effet connu un véritable exode : trois millions de travailleurs roumains (soit 25% de la population active) sont partis, essentiellement vers l'Italie et l'Espagne, dans l'espoir d'améliorer leur sort (*Le Nouvel Observateur*, 4/01/2007). Leurs transferts d'argent, supérieurs à 6 milliards d'euro dopent l'économie roumaine, dont la croissance est basée notamment sur l'explosion de la consommation, l'investissement dans les infrastructures et les services. Les vieilles usines sont abandonnées et les campagnes désertées. La Roumanie manque aujourd'hui cruellement de travailleurs qualifiés et doit à son tour faire entrer des étrangers : 400 000 Chinois sont arrivés, mais aussi des Indiens, des Moldaves, des Ukrainiens et des Turcs. Ce mouvement croisé qui a vu l'arrivée de nombreux industriels italiens au début des années 1990, et le départ massif des travailleurs roumains au début des années 2000 a fini par engendrer une situation absurde qui ulcère Antonio Gambirasio : « Aujourd'hui, nous sommes sans ouvriers en Roumanie, et en Italie les gens ont peur des Roumains ! Je ne suis pas fou, c'est bien ce qui se passe ! »

Pouvons-nous diaboliser les délocalisateurs sans réfléchir sur ce qui a pu engendrer des situations aussi intenable que celles que décrit aujourd'hui Antonio ? Cet entrepreneur s'amuse de voir les journalistes italiens s'intéresser soudain d'aussi près à ses difficultés : « Jusque-là, ils dépeignaient les gens comme moi comme des exploités. Mais maintenant qu'ils ont compris que je suis susceptible de retenir les Roumains chez eux, ils trouvent que je suis un brave type ! » Antonio se désole de la pénurie de main-d'œuvre qui a mis son entreprise à genoux et m'explique qu'il a perdu 3 600 ouvriers en dix ans. Il a eu beau mettre des petites annonces dans les journaux roumains, personne n'y répondait.

La pression de la concurrence asiatique empêche en outre les entrepreneurs de réévaluer les salaires, car les marques qui font jouer la concurrence entre leurs différents fournisseurs les contraignent à augmenter les cadences et à faire pression à la baisse sur les salaires. Cependant, il a refusé de partir en Chine, à l'instar de nombreux entrepreneurs de son secteur : « Je veux rester en Europe et défendre ici la valeur ajoutée du *Made in Italy*, dans la guerre contre nos concurrents asiatiques qui travaillent de 6h du matin à 10 h du soir, 365 jours sur 365. C'est comme ça que m'est venue cette idée : faire venir ici les Chinois, de manière légale. » Les 400 premières ouvrières chinoises qu'il a recrutées sont payées 260 euro par mois, un peu plus que le salaire de base roumain (200 euro), et quatre fois plus que ce qu'elles peuvent espérer gagner dans leur pays. Cependant, les choses n'ont pas été aussi simples : en janvier 2007, les ouvrières chinoises se mettent en grève et révèlent qu'elles se sont endettées à hauteur de plusieurs milliers de dollars auprès d'une agence de placement de Xiamen, dans la province de Fujian, pour obtenir ces postes à l'étranger. Des critiques et des accusations d'exploitation pleuvent alors sur l'entrepreneur bergamasque. « Quand je me suis rendu compte qu'elles étaient obligées de vendre leurs maisons en Chine pour payer l'agence, j'ai envoyé mes propres techniciens recruter des ouvrières en Chine. Maintenant tout est en règle et l'usine est repartie. » Antonio Gambirasio n'a rien pu faire pour annuler les dettes de ses ouvrières, mais il s'est engagé à financer leur voyage de retour en Chine. Aux 1400 ouvrières roumaines et aux 400 Chinoises sont venus s'ajouter récemment 650 Bangladeshis. D'autres travailleurs étrangers devraient les rejoindre. Les machines sont déjà prêtes et leurs postes les attendent.

Les ouvriers de Gambirasio ne sortent que rarement de l'usine, toute leur vie s'y déroule. Ils travaillent 40 heures par semaine (sans compter les heures supplémentaires) et se distraient, entre leurs tours, en jouant aux cartes et en regardant à la télévision les émissions de leurs pays d'origine. L'entreprise leur fournit des cartes téléphoniques à bas coût pour joindre les membres de leur famille. Les dortoirs sont réduits à l'essentiel : 5 ou 6 lits par chambre et des petites armoires. Antonio Gambirasio précise que tout a été aménagé selon les normes européennes : « Qu'on cesse de me casser les pieds. Mon usine, c'est l'hôtel Hilton ! Allez voir chez les Américains si c'est mieux. À New York ou à Paris, on appellerait cela des lofts ! » Des interprètes accueillent les ouvriers étrangers à leur arrivée, ils passent une visite médicale, se reposent dans leurs chambres, puis revêtent l'uni-

forme et rejoignent leurs postes. Ils arrivent avec un contrat annuel renouvelable. Souvent, leurs familles se sont cotisées pour financer leur voyage en Roumanie et ils doivent commencer par rembourser le prix du billet. Des journalistes italiens ont interviewé les ouvriers bangladeshis de Gambirasio. Loin de se plaindre de leur sort, ces derniers envisagent de rester plusieurs années afin de se constituer un pécule qui leur permettra, de retour chez eux, d'ouvrir leur propre activité. Dans leur usine du Bangladesh, ils ne gagnaient que 90 dollars, ici ils en gagnent au moins 300. Les conditions de travail sont bien meilleures et, de surcroît, ils sont nourris et logés. Antonio a même fait aménager à leur intention une mosquée à l'intérieur de l'usine. « J'offre de bien meilleures conditions de travail à Bacău que celles que l'on propose ordinairement aux Roumains en Italie. Ici, ils sont déclarés et ils ont accès à une cantine qui offre également des plats chinois et bangladeshis. » Engager des travailleurs de différentes nationalités suppose donc un certain nombre d'aménagements et d'investissements, mais c'est la seule alternative possible pour Antonio. Aujourd'hui, cet entrepreneur est en train de faire école, et pourtant l'on ne peut pas dire qu'il soit un chantre de la globalisation. Il ne se prive pas de dénoncer l'impérialisme occidental : « J'ai pu voir combien nous sommes dévastateurs, nous, les Occidentaux, lorsque nous nous déplaçons dans le monde, et les Italiens sont loin d'être les pires ! »

Il ne s'est pas encore remis de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Lui qui a profité pendant une quinzaine d'années de l'écart économique entre l'Ouest et l'Est pour résister à la concurrence asiatique, s'élève aujourd'hui contre la déstabilisation du marché du travail engendrée par l'élargissement : « Selon moi, à Bruxelles, ils ont décidé d'ouvrir les frontières sans vraiment en mesurer les conséquences et aujourd'hui, les Roumains vivent sous les ponts des villes de l'Ouest. Bruxelles me casse les pieds dans mon usine en Italie parce que je n'ai pas les 72 extincteurs réglementaires, puis on fait entrer la Roumanie, alors qu'il n'y a pas une entreprise susceptible de fournir des extincteurs dans ce pays. D'ailleurs, compte tenu de la situation, c'est vraiment la dernière des préoccupations des gens, les extincteurs ! Voilà ce qui me met en colère. Cela fait vingt ans que je suis confronté à tous ces écarts, et ils ont des effets dramatiques. Je ne comprends pas pourquoi nous ne voulons pas les voir et les prendre en compte. Personne ne connaît vraiment ce pays et ses problèmes. J'ai l'impression qu'on s'en fiche. Si tu demandes à un Italien moyen ce qu'il sait de la Roumanie, il va te

répondre, si c'est une femme, que c'est le pays des putes, si c'est un homme, que c'est le paradis du sexe ; ensuite, ils sont capables de te dire quelques méchancetés sur les Tziganes, et ça s'arrête là : telle est la connaissance de base que les Italiens ont de ce pays ! Moi, j'ai un respect particulier pour les femmes roumaines, parce que dans mon secteur, je travaille principalement avec elles, et je crois les connaître un peu. Je sais que ce sont toujours les femmes qui paient le prix fort, toujours ! En Roumanie, ce sont bien elles qui ont payé le prix le plus élevé pour relancer l'économie du pays. Et nous, les Italiens, nous sommes tellement hypocrites que nous avons déjà oublié que nous avons fait la même chose ! Qui se rappelle aujourd'hui que les *mamma* italiennes vendaient leurs filles aux soldats américains en 1945 ? En sacrifiant leur fille, elles faisaient manger leur famille. Les Roumains ont fait exactement la même chose. Pourquoi les Roumains sont-ils affreux, sales et méchants, et pas les Italiens ? Il faut comprendre les conditions dans lesquelles vivent les gens avant de les juger. Mais l'hypocrisie des bien-pensants dépasse tout ce qu'on peut imaginer. »

Antonio Gambirasio tient-il réellement à ce que la Roumanie évolue ou regrette-t-il l'étanchéité des frontières qui lui permettait de sauvegarder ses marges de profit ? Cet entrepreneur est manifestement tiraillé par ses propres contradictions, mais il faut se rendre à ses raisons : pouvons-nous dire qu'il profite de la misère des Roumains alors qu'il a fait vivre une bonne partie de la ville de Bacău grâce à la production des blousons que nous revêtons nous-mêmes pour aller skier en masse dans les Alpes ? Antonio est scandalisé du fait que les industriels qui ont dû fermer leurs usines italiennes pour les rouvrir en Roumanie aient été dépeints par les journaux comme des exploiters et des sales types : « Et maintenant qu'il y a une crise énorme, ouvrons donc une belle usine de confection à Bergame ou à Reggio Calabria. Savez-vous combien de personnes se présenteraient pour y travailler ? Probablement 28 Roumaines qui travaillaient déjà avec moi avant ! Parce que la vérité, c'est que plus personne ne veut faire ce travail. Pourquoi ne le dit-on pas ? Pourquoi faut-il dépeindre les personnes comme moi comme des exploiters ? Non, moi je n'exploite personne, je donne du travail à des personnes qui désormais font partie de l'Union européenne. » Il semble sincèrement affecté par les effets de ces écarts économiques qu'il vit au quotidien et ne supporte plus l'hypocrisie des pays riches : « Toutes ces choses me font mal. Elles m'atteignent presque physiquement. Pourquoi ? Parce que moi je vis au contact des

gens pauvres, des gens qui travaillent à l'usine et qui ont de vrais problèmes pour vivre. Pendant ces vingt années passées en Roumanie, j'ai vécu dans deux mondes parallèles : ici, en Italie, avec des personnes qui vivent plutôt confortablement, des ouvrières qui partent en congé bien avant d'accoucher ; et là-bas, en Roumanie, avec celles qui ne pouvaient même pas se procurer la cartouche de *Marlboro* qui leur permettait de faire soigner leur enfant atteint de l'appendicite. Pendant vingt ans, j'ai vécu deux vies en une ! Et j'ai essayé d'estimer au mieux les choses d'un côté comme de l'autre. Et en conclusion, je pense que nous sommes des grands hypocrites. Tenons-nous vraiment à remédier à cette situation de déséquilibre ? On écrit plein d'articles sur les enfants des égouts de Bucarest, mais quand on retrouve ces mêmes enfants qui demandent l'aumône au feu rouge, on détourne la tête pour ne pas les voir et, pour un peu, on leur passerait dessus avec les roues de la voiture. C'est comme ça que l'on se comporte ! Moi, lorsque je fais quelque chose pour les enfants roumains, je ne m'en vante pas partout, je le fais et c'est tout. C'est pour toutes ces raisons que je pense que la Roumanie est une véritable bombe à retardement. Parce qu'à partir du moment où tu montres aux gens que le *Nutella* existe, ça devient difficile après... La crise qui nous frappe actuellement n'arrive pas par hasard. Nous avons construit notre richesse et notre bien-être sur la misère des autres et, maintenant, que les choses sont en train de se rééquilibrer en partie, le système ne fonctionne plus. À partir du moment où les appartements coûtent plus cher en Roumanie qu'à Bergame, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond ! Quand tout le monde se met à spéculer dans l'immobilier et que plus personne n'investit dans la production, ça ne peut pas marcher très longtemps. Ou alors, tu as du pétrole et tu peux te permettre de ne rien faire ! Revenons plutôt à la société italienne : comment expliquez-vous qu'aujourd'hui les ouvriers et les petits employés puissent se permettre d'avoir des *badanti* ? Historiquement, on n'a jamais vu une chose pareille ! C'est en dehors de toute logique économique. Je ne dis pas que l'ouvrier ne doit pas vivre décemment, ce n'est pas ce que je veux dire, mais ils ne devraient pas avoir les moyens de se permettre cela. Les gens devraient être en mesure de comprendre qu'il s'agit de quelque chose d'exceptionnel et que, comme toutes les choses exceptionnelles, cela aura nécessairement une fin ! Le responsable ce n'est pas seulement le gouvernement qui ne dit rien, c'est un peu nous tous qui ne voulons pas voir que les choses ne tournent pas rond. À partir du moment où tu travailles un peu moins de neuf mois et que tu perçois néanmoins 13 mensualités, ça signifie que quelqu'un d'autre dans le

monde paye le prix de ce bien-être, non ? Si tu n'es pas d'accord, alors commence par travailler 12 mois par an tout en étant payé 13 mois, mais en attendant, tu travailleras un peu plus ! Pourquoi les autres devraient payer la note ? »

Selon Antonio Gambirasio, c'est donc en partie parce que les Roumains vivent aussi mal que nous vivons aussi bien. Ce raisonnement est basé sur son expérience d'entrepreneur plus que sur des lois économiques. Le tableau désolant qu'il fait de la Roumanie contemporaine reflète lui aussi ses propres préoccupations : « Pour comprendre ce qu'est réellement la Roumanie, il faut sortir de Bucarest et des îlots industrialisés comme Timișoara, Arad, Oradea, de toutes ces provinces qui ont été envahies par les Italiens. Dans ce pays, la plupart des gens vivent encore avec 250 euro par mois. Sur 21 millions de Roumains, il y a entre 2 et 3 millions de Tziganes de différentes souches qui refusent de travailler dans l'industrie, à peu près autant de Roumains qui ont émigré vers l'Ouest et donc, concrètement, dans certaines régions, il ne reste plus que des personnes âgées, des maris alcooliques et des enfants qui grandissent avec leurs grands-parents ou tout seuls, entretenus la plupart du temps par des mères qui font les *badanti* en Italie ou ailleurs. Je pense qu'il y aura une ou deux générations à risque dans ce pays. Aujourd'hui, les jeunes Roumains de vingt ans disent qu'ils font des études, mais en réalité, certains d'entre eux ne fréquentent pas vraiment l'Université, ils ne font rien et vivent dans les appartements que leur paient leurs parents qui travaillent à l'étranger. Ensuite, comme vous le savez peut-être déjà, en Roumanie, il n'est pas difficile d'acheter son diplôme, les professeurs sont disposés à tout vendre. Je n'invente rien, je l'ai vu ! » Antonio s'inquiète aujourd'hui des effets de la crise économique en Roumanie : « Si l'on considère la situation de ce pays, on peut se faire une idée assez juste de ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Nous sommes allés dans un pays, nous l'avons « libéré » d'un tyran qui jusque-là était bien commode pour tout le monde et nous avons transféré un système qui était déjà en faillite chez nous, et au final, nous avons créé un pays où les gens vivent comme des réfugiés, mais chez eux. Nous les avons privés de leur autonomie. À présent, avec cette crise, il y aura beaucoup de travail pour les psychologues en Roumanie. Parce que si nous, à l'Ouest, nous sommes habitués aux crises, aux fluctuations de l'économie, au contraire, à l'Est, ils ont l'illusion que tout est facile, que c'est l'Eldorado, et aujourd'hui, ils sont endettés à un point tel qu'ils risquent la banqueroute. Jusqu'à présent leur principale source de revenus c'était les transferts d'argent.



Jusqu'à l'année dernière, tous les Roumains honnêtes d'Europe envoyaient chez eux 400 ou 500 euro chacun. Et maintenant qu'ils vont être licenciés, que va-t-il advenir de la Roumanie ? »

Antonio s'est rendu en Roumanie par calcul, mais il a manifestement été rattrapé par la réalité de ce pays qui est aussi devenu le sien : « Cela fait vingt ans que le bien-être de ma famille et celle de mes collaborateurs italiens dépend du travail des Roumains. Je suis sans doute moins politiquement correct que la plupart des autres entrepreneurs italiens qui, à l'heure actuelle, sont déjà partis en Chine ou ailleurs. Moi, je suis en Roumanie et j'y reste. Non seulement, j'y reste, mais depuis l'année dernière, je suis également devenu citoyen roumain ! J'ai fait ce choix parce qu'il faut être cohérent dans la vie. Cela fait vingt ans que je travaille en Roumanie. Je ne fais pas seulement des calculs. Je sens que le peuple roumain est aussi un peu le nôtre. Prendre la nationalité roumaine, c'est une manière d'assumer pleinement le choix que j'ai fait il y a vingt ans en allant m'installer à Bacău. »

## Conclusion

**L**e redéploiement de l'appareil productif européen depuis la disparition du Rideau de fer est sans aucun doute une opportunité sans précédent pour l'ensemble du continent. L'Ouest doit se réinventer tandis que les activités les moins compétitives sont transférées dans les pays de l'Est, accélérant ainsi leur intégration économique et culturelle. Les Roumains sont parfaitement conscients de la chance historique qui leur est offerte de combler leurs retards techniques en un temps record grâce aux délocalisations. L'ouverture des marchés de l'Est a également représenté une aubaine pour tous les investisseurs étrangers qui s'y sont précipités. Au-delà des bénéfices économiques qu'un tel processus ne manque pas de générer, il ne faut pas non plus négliger la richesse culturelle des échanges qui se multiplient entre Européens depuis le début des années 1990. La plus grande ressource de l'Europe, c'est sans doute sa diversité culturelle et sa profondeur historique – une ville comme Timișoara nous en donne la mesure – et les entrepreneurs italiens qui s'y sont implantés l'ont bien compris. Tous ces hommes et ces femmes qui, depuis maintenant presque vingt ans, font des allers et retours entre les villes du Nord de l'Italie et les zones industrialisées de la Roumanie ne portent plus tout à fait le même regard que leurs compatriotes sur ce qui se joue aujourd'hui en Europe. Vivre et travailler entre deux pays conduit beaucoup

d'entre eux à rejeter l'étroitesse d'esprit qui prévaut dans les discours xénophobes et à prendre la mesure des enjeux de l'élargissement, mais aussi celle des difficultés que le processus ne manque pas d'engendrer.

On peut se réjouir du fait que les petits entrepreneurs italiens, connus pour leur inventivité et leur incroyable capacité d'adaptation, transfèrent leurs modèles en Roumanie. La petite entreprise italienne se caractérise en effet par l'implication directe du propriétaire dans les activités de production et c'est justement la possibilité de cette implication personnelle qui est venue à manquer aux Roumains sous le régime communiste. En cela, les Italiens constituent sans aucun doute un exemple. Par contre, on ne peut que déplorer les pratiques malhonnêtes d'un certain nombre d'opérateurs originaires de la Péninsule : la spéculation immobilière qui hypothèque le développement de la Roumanie et contre laquelle les autorités de ce pays prennent aujourd'hui des mesures, le détournement des subventions européennes, la perpétuation de techniques de production désormais interdites à l'Ouest car potentiellement dangereuses pour l'environnement et la sécurité des travailleurs, et l'ensemble des activités mafieuses que nous avons rapidement passées en revue dans la troisième partie (recyclage d'argent sale, usure, recel, prostitution, trafics de déchets industriels, etc.)

La Roumanie apparaît aujourd'hui à certains comme la « Chine de l'Europe ». Pourtant, les entrepreneurs que nous avons rencontrés se défendent tous d'être partis en Roumanie uniquement pour le bas coût de la main-d'œuvre, et leurs justifications ne doivent pas être mises sur le compte de leur mauvaise foi. Nombre d'entre eux ont été rattrapés par la réalité roumaine – une réalité difficile qui les confronte à la pauvreté et les conduit parfois à remettre en cause leurs représentations du monde et des logiques capitalistes dans lesquelles ils opèrent. Comme il ressort de plusieurs témoignages, si c'est par calcul que l'on se rend en Roumanie, ce n'est pas nécessairement pour cette raison que l'on y reste. La plupart des entrepreneurs interviewés se sont montrés particulièrement critiques à l'égard des logiques systémiques dans lesquelles ils se trouvent pris. Leur malaise et, parfois même, leur colère entrent en résonance avec les discours les plus radicaux. L'un d'entre eux s'est même félicité de la très récente création d'un syndicat ouvrier à Timișoara car selon lui un certain nombre d'abus sont tout simplement inadmissibles. Il peut sembler étrange,

voire paradoxal, de rencontrer de telles manifestations critiques chez les acteurs même du processus d'acculturation capitaliste. Donner à entendre des voix plurielles et souvent discordantes par rapport aux discours techniques et aux propos idéologiques que nous avons l'habitude d'entendre lorsqu'il est question des délocalisations est sans doute l'un des principaux intérêts de cette étude ethnographique. Dans le nouveau contexte de crise, il faut leur prêter une oreille attentive, car il serait dangereux que le mécontentement et les inquiétudes des petits entrepreneurs européens engendrent des replis protectionnistes et favorisent *in fine* les partisans du mercantilisme le plus obtus.

Il peut sembler singulier que les régions italiennes qui se projettent le plus à l'étranger produisent par ailleurs les discours les plus xénophobes. L'expansion politique de la Ligue du Nord et l'internationalisation du système de production *Made in Italy* se développent de manière conjointe. Les régions européennes qui, comme la Vénétie, sont au cœur de chaînes de production globales sont en même temps fortement en réaction, comme le prouvent la xénophobie, le néo-mercantilisme et les contestations de la mondialisation qui émanent de la gauche comme de la droite. Cependant, comme je l'ai montré dans la première partie de cette étude, le « mythe du Nord-Est » s'articule parfaitement avec l'idéologie de la Ligue du Nord. En effet, comme l'illustre la contraction « Trevisoara », la contradiction n'est qu'apparente entre les délocalisations compétitives et les crispations provincialistes de ce parti. La Ligue sert indirectement des intérêts économiques même lorsque ses membres semblent s'offusquer des réalités transnationales. En refusant de reconnaître aux étrangers les droits les plus élémentaires, en cherchant à limiter leurs mouvements et en les maintenant pour beaucoup dans la clandestinité, la Ligue du Nord favorise une politique des bas salaires qui doit inciter à la discipline et au travail. Un revenu décent, du temps libre supplémentaire ou une meilleure éducation conduirait à l'oisiveté et nuirait à l'économie de l'Italie qu'ils s'imaginent engagée dans une guerre sans merci contre la Chine. Cette conception agressive des relations commerciales fait du système économique un jeu à somme nulle (ce que l'un gagne, l'autre le perd) et débouche sur le nationalisme économique et l'impérialisme. Les économistes classiques ont depuis longtemps réfuté les thèses mercantilistes, mais leurs déductions logiques, aussi convaincantes soient-elles, ne sont d'aucun secours devant les tensions sociales que génèrent les fermetures d'usines ; aussi s'imposent-elles toujours dans la pratique politique.

Alors que les Roumains, qui ont tant souffert du nationalisme de Nicolae Ceaușescu, se réjouissent de l'ouverture des frontières, les Italiens ont tendance à s'en effrayer. Ces dernières années, les médias italiens ont fait émerger deux figures diabolisées : d'un côté le « délocalisateur » qui profite de la misère des anciens pays communistes pour s'enrichir de manière douteuse, et de l'autre l'émigré roumain, ce criminel sexuel en puissance. Ces stéréotypes font écran à une réalité beaucoup plus complexe et, semble-t-il, dérangeante pour les nationalistes italiens. Souvent, les petits industriels italiens ont été contraints de partir sous la pression de la concurrence que leurs clients font jouer entre eux et leurs fournisseurs des pays émergents. Les émigrés roumains trouvent facilement du travail dans les secteurs que les Italiens délaissent (le bâtiment, la restauration et les services aux personnes) et deviennent rapidement transparents. Il faut analyser ces stéréotypes pour saisir ce qui se joue réellement derrière la crise diplomatique de l'automne 2007. Les deux figures incriminées sont à la fois des hommes et des expatriés, et focalisent des craintes de nature sexuelle. Ces peurs sont en réalité alimentées par des forces politiques qui récusent de manière explicite toute forme de mixité ethnique et culturelle. Le viol et la peur du viol ont toujours été des moyens de contrôler les femmes et, à travers elles, la pureté du groupe. Il n'est sans doute pas anodin que, dans les imaginaires des pays de l'Ouest, la Roumanie évoque le mythe de Dracula. Le vampire, cette figure de l'altérité radicale qui séduit les femmes avant de les vider de leur sang, vient nous rappeler que la Roumanie est en réalité traversée par l'ancienne frontière orientale de l'Empire austro-hongrois et que les Turcs sont là, tout proches (Herzfeld, 2008). C'est en effet l'européanité des Roumains qui est remise en cause, et ceux-ci ne s'y trompent pas lorsqu'ils s'alarment des accusations italiennes. Il faudrait au contraire rappeler que depuis les années 1960 la Roumanie est pour l'Italie une destination de tourisme sexuel, qu'aujourd'hui encore bon nombre de prostituées qui exercent (de gré ou de force) leurs talents en Italie sont roumaines, et surtout s'interroger sur l'effet que peuvent produire sur le public italien les émissions télévisées mettant en scène des crimes sexuels à des heures de grande écoute. On peut se réjouir que les Italiens se montrent sensibles à ces violences, mais aussi s'en inquiéter, lorsque cela débouche sur des lynchages et des chasses aux étrangers, comme cela s'est vérifié en janvier 2009. Ensuite, pourquoi incriminer un groupe en particulier sans se donner réellement les moyens de condamner les vrais coupables ? Ces dernières années, beaucoup d'étrangers ont été accusés à tort de

tels crimes en Italie. Sans nier la réalité des nombreuses agressions commises par des Roumains en Italie, ni même celle des abus de pouvoir dont peuvent se rendre coupables les Italiens en Roumanie, il faut rappeler que ces violences regrettables dissimulent en réalité un grand nombre de mariages mixtes, qui témoignent au contraire d'une réelle affinité entre ces deux nations européennes. Les Italiens, et les Vénètes en particulier, trouvent aujourd'hui l'occasion de renouer des relations d'échanges anciennes que le communisme avait rompues au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : la réaffirmation identitaire de l'ancienne communauté italienne de Roumanie en fournit aujourd'hui la preuve. Au lieu de s'en réjouir, les Italiens se laissent gagner par la peur et versent dans la xénophobie.

Paru en 1972, *L'Anti-Œdipe* de Gilles Deleuze et Félix Guattari entendait répondre à la question posée par le psychanalyste Wilhelm Reich : comment expliquer que les masses aient pu désirer le fascisme ? Ou encore, dans la terminologie d'Elias Canetti, comment comprendre que la paranoïa du despote puisse se diffuser à la masse ? Ce questionnement vaut également pour le « désir de sécurité » qui s'est affirmé ses vingt dernières années dans les sociétés occidentales, car force est de reconnaître qu'il n'est pas uniquement le produit du 11 septembre 2001 et des campagnes médiatiques antiterroristes qui s'en sont suivies. Selon Deleuze et Guattari, c'est cette perversion du désir collectif qu'il faut expliquer. Ils avancent dans leur ouvrage que le désir de répression serait en réalité le produit d'un « refoulement secondaire » (p.40). Lorsque la « machine territoriale primitive » ne suffit plus face au désordre engendré par la mondialisation capitaliste, la « machine despotique » revient établir un surcodage : « le capitalisme, dans son processus de production, produit une formidable charge schizophrénique sur laquelle il fait porter tout le poids de la répression, mais qui ne cesse de se reproduire comme limite du procès. » Voilà pourquoi la question de la répression est liée au développement d'un capitalisme oscillant entre les deux pôles de la libération des flux et de la grande unité surcodante permettant de les contrôler : « dé-territorialisation et re-territorialisation », pôle schizophrène et pôle paranoïaque. Les deux processus doivent être pensés ensemble. Réfléchir sur le système de production *Made in Italy* est sans doute l'une des voies les plus pertinentes de compréhension du populisme italien. Serions-nous en train d'assister à l'émergence d'un nouvel ethnicisme économique à la faveur d'un système de production complexe

et hiérarchisé évoquant par certains aspects la colonisation sans pourtant y ressembler ?

Étrange forme de nationalisme, où les Italiens se posent eux-mêmes en victimes tout en revendiquant leur part du mythe américain. Pour y accéder, certains se montrent même prêts à profiter de la misère des autres et développent un « capitalisme du pauvre » dans un pays plus pauvre encore, attestant par là de l'hégémonie culturelle du néo-libéralisme. Si les premiers aventuriers vénètes ont su habilement tirer parti des asymétries économiques entre l'Ouest et l'Est, quels bénéfices l'économie européenne en aura-t-elle finalement tirés ? Il semble que ce déséquilibre ait tout d'abord engendré une déstabilisation du marché du travail avant qu'un rééquilibrage ne se fasse progressivement grâce aux transferts de richesses mais également aux transferts de compétences techniques et professionnelles. Italiens et Roumains partagent un même rêve, et c'est ce rêve qui les conduit aujourd'hui à se croiser en Europe – cette croyance naïve en l'existence d'un Eldorado. Les premiers semblent avoir entrevu en Roumanie le pays où il serait facile de faire de l'argent en l'absence de règles ; les seconds semblent avoir fantasmé l'Italie berlusconienne où l'argent semblait facile. Ces deux fuites croisées génèrent néanmoins des frustrations. Alors que les habitants de l'Ouest se replient égoïstement, la déception menace les ressortissants de l'Est. Ces réactions ont des effets politiques potentiellement dévastateurs pour l'Union européenne. C'est d'autant plus vrai que les asymétries économiques ne s'effaceront pas de si tôt : la question du déséquilibre entre les différents régimes fiscaux européens, par exemple, est tout aussi problématique que les inégalités salariales, puisque c'est notamment le montant ridicule des impôts qui attire les investisseurs italiens en Roumanie au détriment des régions les plus pauvres de leur pays. Rappelons que le Mezzogiorno connaît actuellement des taux de chômage de 50 %.

Les propos que nous avons recueillis au cours de nos investigations soulèvent également des questions nouvelles. Les projections impérialistes des Italiens alliées à un sentiment de proximité culturelle maintes fois réaffirmé sont en effet quelque chose de très étonnant. Les Italiens se présentent souvent comme les « Américains » des Roumains. Ils endossent en quelque sorte le rôle que ces derniers ont pu jouer dans leur pays au lendemain de la défaite des nazis-fascistes. Leurs discours en disent beaucoup plus sur eux-mêmes que sur les Roumains qui

les considèrent souvent avec ironie. Le film de Gianni Amelio, *Lamerica*, sorti en 1994, est sans doute l'œuvre qui expose de la manière la plus explicite ce qui s'est joué – ou plutôt ce qui s'est re-joué symboliquement – pour les Italiens avec la Chute du Mur. Ce film s'inspire d'événements réels : la fuite des Albanais qui, à l'été 1991, s'entassaient sur des embarcations de fortune pour rejoindre les côtes italiennes. Il donne à voir de manière saisissante le contraste criant qui existait alors entre les pays de l'abondance et les pays de la pénurie, entre ceux qui ont trop et ceux qui n'ont même pas le minimum vital. Qu'est-ce que c'est que *Lamerica* ? *Lamerica* c'est le rêve américain des Italiens qui s'embarquèrent en espérant trouver de l'autre côté de l'Atlantique le pays de cocagne. Gianni Amelio emprunte ce terme à Elsa Morante qui dans son plus célèbre roman, *La storia*, fait appeler ainsi la terre promise à son personnage, Usepepe.

Le film nous conduit en Albanie, au moment où le régime communiste s'effondre, sur les traces d'un entrepreneur malhonnête et de son jeune associé, prêts à exploiter le chaos et la misère post-communistes pour s'enrichir de manière illicite. Avec l'appui d'un fonctionnaire corrompu, les deux compères arrivent à Tirana en prétendant vouloir implanter une usine de chaussures ; à cette fin, ils engagent un prête-nom parmi d'anciens détenus politiques. Ils choisissent un vieil homme sénile au nom duquel ils créent leur société, mais découvrent ensuite que ce vieillard est en réalité un Sicilien qui a refusé de quitter le pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Finalement, leur entreprise tourne court : le fonctionnaire qui les appuyait est identifié par les autorités albanaises et l'entrepreneur-escroc s'envole en abandonnant le moins expérimenté – sans un sou et sans passeport – au milieu de la foule des malheureux qui tentent d'accoster sur les plages italiennes, flanqué du vieux Sicilien, qui s' imagine en train d'émigrer vers les États-Unis. En général, nous parlons du passé pour expliquer le présent. Dans ce film, Amelio renverse ce schéma de manière géniale. De façon ironique, *Lamerica* s'ouvre sur un vieux film de propagande fasciste censé montrer comment les Italiens ont « civilisé » l'Albanie. Tout au long du film, le jeune affairiste italien subit une dégringolade sociale qui le ramène vers les expériences passées de son pays, ce qui le plonge dans une crise profonde. Amelio se montre particulièrement convaincant lorsqu'il s'agit de décrire des hommes vaincus, avilis et trompés par les mirages d'Eldorado que diffuse quotidiennement la télévision italienne en Albanie : il tente ainsi de renouer avec les chefs d'œuvre du néo-réalisme italien

comme *Allemagne année zéro*, où le cinéaste Roberto Rossellini met en scène des Allemands réduits à la plus grande pauvreté dans Berlin en ruine. Il reprend également à son compte les remarques amères de Pier Paolo Pasolini sur la fin de la société paysanne italienne pour les appliquer aux sociétés de l'Est et aux bouleversements culturels qu'elles subissent actuellement (Pasolini, 1993).

Les effets à l'Ouest de l'effondrement du bloc communiste devraient faire l'objet d'une plus grande attention. Il est plus que probable que les Italiens trouvent là une revanche symbolique, tout d'abord sur la pauvreté qui fut la leur, puis sur la défaite de 1945. En effet, la prépondérance du schéma d'identification aux Américains fait passer à la trappe la politique de l'Italie fasciste dans les pays de l'Est. Cette étrange réélaboration mémorielle est sans doute précieuse pour comprendre comment les Italiens revisitent leur passé depuis la césure historique de 1989. Silvio Berlusconi a même envisagé, au début des années 2000, de supprimer la fête de la Libération du 25 avril pour faire du 9 novembre 1989 une fête nationale italienne. Nous n'avons pas encore pris la mesure de l'ensemble des implications politiques et culturelles de l'effondrement du système communiste. Comme le rappelle le sociologue italien Devi Sacchetto à propos des délocalisations : « Derrière les entrepreneurs et le personnel managérial, il y a comme un grand trou noir : la fin du socialisme réel, mais avant encore, la perte de toute forme d'émancipation qui ne passe pas uniquement par l'acquisition d'argent et de pouvoir (Sacchetto, 2008, p. 142). » Le déclin des grandes utopies est omniprésent et pèse aujourd'hui encore sur l'expression des possibles de la politique en Europe.

## Bibliographie

- ABÉLÈS, M., 2008, *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot & Rivage.
- ABÉLÈS, M., CUIILLERAI, M., 2002, « Mondialisation : du géo-culturel au biopolitique », *Anthropologie et sociétés*, vol. 26, n°1, Montréal, p. 11-18.
- ANASTASIA, B., CORÒ, G., 1996, *Evoluzione di un economia regionale. Il Nordest dopo il successo*, Venezia, Nuova dimensione.
- ANDERSON, B., 1965, *Imagined Communities*, Verso, London.
- ANDREFF, W., 2003, *Les multinationales globales*, Paris, La Découverte.
- APPADURAI, A., 2001, *Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot & Rivages.
- ARLACCHI, P., 1983, *La mafia imprenditrice. L'etica mafiosa e lo spirito del capitalismo*, Bologna, Il Mulino (traduction française : 1986, Presses universitaires de Grenoble).
- BHABHA, Homi K., 2007, *Les lieux de la culture*, Paris, Payot.
- BASCH, L., GLICK SCHILLER, N., SZANTON BLANC, C., 1994, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*, Basel: Gordon and Breach.
- 1995, "From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration", *Anthropological Quarterly*, Vol. 68, No. 1 (Jan.), pp. 48-63.

- BAGNASCO, A., 1977, *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologna, Il Mulino.
- BAUMAN, Z., 2006, *La vie liquide*, Paris, Éditions du Rouergue-J. Chambon.
- 2006, *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Paris, Édition Payot et Rivages.
- BECUCCI, S., MASSARI, M., 2003, *Globalizzazione e criminalità*, Roma-Bari, Laterza.
- BERGER, S., 2006, *Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Paris, Seuil.
- BARBERA, A., MIGLIO, G., 1997, *Federalismo e secessione. Un dialogo*, Milano, Mondadori.
- BHAGWATI, J., 2005, *Éloge du libre échange*, Paris, Édition d'Organisation.
- BJELICA, J., 2005, *Prostitution. L'esclavage des filles de l'Est*, Paris, Paris-Méditerranée.
- BERNARDI, U., 1990, *Paese Veneto, dalla cultura contadina al capitalismo popolare*, Edizioni del Riccio, Firenze.
- BECATTINI, G., 1998, *Distretti industriali e made in Italy. Le basi reali del rinnovamento italiano*, Torino, Bollati Boringhieri.
- BECK, U., 1999, *World Risk Society*, Malden, MA: Polity Press.
- 2000, *What's globalization?* Oxford: Polity Press.
- BERSANI, L., LETTA, E., 2004, *Viaggio nell'economia italiana*, Roma, Donzelli.
- BONELL, V., GOLD, T., 2002, *The New Entrepreneurs of Europe and Asia*, Amonk/NY, M. E. Sharpe.
- BONOMI, A., 2008, *Il rancore. Alle radici del malessere del Nord*, Milano, Bianca Feltrinelli.
- CAM THAI, H., 2008, *For Better or for Worse: Vietnamese International Marriages in the New Global Economy*, Rutgers University Press.
- CARIOTI, F., 1997, "L'epopea dei pionieri venuti dal Veneto", rivista *Ideazione*, Milano, luglio-agosto.
- CARLOTTO, M., VIDETTA, M., 2006, *Arrivederci, Amore Ciao*, Roma, edizioni e/o (traduction française, Métailié, 2003).
- 2007, *Nordest*, Roma, edizioni e/o (trad. français, Padana City, Métailié, 2008).
- CACCIARI, M., 2000, *Veneto, proviamo insieme. Conversazione con Giorgio Lago e Gianni Montagni*, Padova, Il Poligrafo.
- CANCELLI, G., 1999, « Secessione individuale. Il primo caso esemplare », *Enclave*, n° 4, février.
- CASTELL, M., 1996, *The Network Society: A Cross-Cultural Perspective*, Cambridge, Mass.: Blackwell Publishers.
- CAZZULO, A., 1998, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione*, Milano, Mondadori.
- CESELLATO, A., 2002, « 'Identità veneta'. Appunti per una genealogia », *Materiali di storia*, n° 23, Padova, edizioni CSEL, p. 83-108.
- CHANG, G., 2000, *Disposable Domestic. Immigrants Women Workers in the Global Economy*, Cambridge MA, South End Press.
- CORÒ, G., MICELLI, S., 2006, *I nuovi distretti produttivi : innovazione, internazionalizzazione e competitività dei territori*, Venezia, Marsilio.
- COSTA, G., 2006, *Il Nordest e i porcospini di Schopenhauer*, Venezia, Marsilio.
- CERNO, T., 2008, *L'inorgo. Da Berzanti a Biasutti. Da Ceccotti e Tondo all'era di Illy. Padri e padroni della Regione Autonoma Friuli Venezia Giulia*, Udine, Ribis.
- DAL LAGO, A., 2004, *Non-persone. L'esclusione dei migranti in una società globale*, Milano, Feltrinelli.
- 2008, "I misteri di Napoli e l'etnografia", *Etnografia e ricerca qualitativa*, n°1 Bologna, Il Mulino, p. 115-128.
- DELEUZE G., GUATTARI, F., 1972, *L'Anti-Oedipe*, Paris, Édition de Minuit.
- 1980, *Mille plateaux*, Paris, Édition de Minuit.
- DELUREANU, S. 1983, « Romeni con Garibaldi nella campagna dei Mille » in *Archivio storico siciliano*, LXVII, p.164.
- DEMATTEO, L., 2007, *L'idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, CNRS Éditions.
- DIAMANTI, I., 1993, *La Lega. Geografia e storia della Lega Lombarda*, Roma, Donzelli Editore.
- 1996, *Il male del Nord. Lega, localismo, secessione*, Roma, Donzelli Editore.
- 1996, « Au-delà du système stato-national ? », *Pouvoirs locaux*, n° 29.
- 1999, « Italie du Nord-Est : une sécession invisible », *Critique internationale*, 3.
- DUFY, C., WEBER, F., 2007, *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte.
- DURANDIN, C., 1994, *Histoire de la nation roumaine*, Paris, Complexe.
- DUMONT, L., 1983, *Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil.
- ESPOSITO, R., 2003, *Les catégories de l'impolitique*, Paris, Le Seuil.
- FLAMAND, N., 2002, *Une anthropologie des managers*, Paris, PUF.
- GAMBINO, F., SACCHETTO, D., 2007, *Un archipelago produttivo. Migranti e imprenditori tra Italia e Romania*, Milano, Carocci.
- GARSTEN, C., 2003, "The cosmopolitan organization. An essay on corporate accountability", *Global Networks : A Journal of Transnational Affairs*, vol. 3, n° 3, p. 355-370.



- GELLNER, E., 1983, *Nations and Nationalism*, Blackwell, Oxford.
- GOLDSWORTHY, V., 1996, *Inventing Ruritania: the Imperialism of Imagination*, Yale University Press, London.
- GUGLIELMO, J., SALERNO, S., 2006, *Gli Italiani sono bianchi ?*, Milano, Il Saggiatore.
- GUPTA, A., FERGUSON, J. (eds) 1997, *Anthropological Locations. Boundaries and Grounds of a Field Science*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press.
- HARAWAY, Donna J., 2007, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences - Fictions - Féminismes*, Anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan, Paris, Éditions Éxils.
- HERZFELD, M., 2007, « Small-Mindedness Writ Large: On the Migrations and Manners of Prejudice », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, London, Taylor and Francis.
- 2008, *L'intimité culturelle. Poétique sociale de l'État-nation*, PULaval, Québec.
- HETTNE, B., INOTAI, A., SUNKEL, O., (eds.), 1999, *Globalization and the New Regionalism*, Basingstoke, Macmillan.
- HOLMES, D., 1989, *Cultural Disenchantments: Workers Peasants in Northeast Italy*, Princeton: Princeton University Press.
- 2000, *Integral Europe: Fast Capitalism, Multiculturalism, Neofascism*, Princeton, Princeton: University Press.
- 2005, "Cultures of Expertise and Management of Globalization: Toward the Re-Functioning of Ethnography", in Aiwa Ong and Stephen Collier, *Global Assemblages. Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*, Malden, MA: Blackwell.
- ILLY, R., 2006, *La rana cinese. Come l'Italia può tornare a crescere*, Milano, Mondadori.
- 2008, *Così perdiamo il Nord. Come la politica sta tradendo una parte del nostro paese*, Milano, Mondadori "Stade blu".
- 2003, *Illy for President. Intervista a tutto campo con Riccardo Illy condotta da Giancarlo Re*, Milano, Libra.
- JACQUIN, P., ROYOT, D., 2004, *Go West! Une histoire de l'Ouest américain d'hier à aujourd'hui*, Paris, Champs Flammarion.
- KEARNEY, M., 1995, «The Local and the Global. The Anthropology of Globalization and Transnationalism » in *Annual Review of Anthropology*, 24, p. 547-545.
- KLOSSOWSKI, P., 1970, *La monnaie vivante*, Paris, Ed. Terrain vague, Eric Losfeld.
- LAGO, G., MONTAGNI, G., 1996, *Nord-est chiama Italia, cosa vuole l'area del benessere e della protesta*, Neri Pozza, Vicenza.
- 2006, *Il facchino del Nord-est. Giorgio Lago, un'eredità da raccogliere. Trent'anni di giornalismo critico*, Venezia, Marsilio.
- LEON, D., 1998, *Le prix de la chair*, Paris, Calman-Lévy.
- LE RIDER, J., *La Mitteleuropa*, Paris, "Que sais-je ?" n° 2846.
- 2000, *Modernité viennoise et crise de l'identité*, Paris, PUF.
- 2001, *L'Autriche de M. Haider. Un journal de l'année 2000*, Paris, PUF.
- 2002, avec Moritz Czaky et Monika Sommer, *Transnationale Gedächtnisorte in Zentraleuropa*, Innsbruck, Studien Verlag.
- LOMBARD, L., 2007, *Massimo Carlotto. Interventi sullo scrittore e la sua opera*, Roma, edizioni e/o.
- LOTTIERI, C., 1996, « Neofederalismo e 'piccole patrie' », *Quaderni Padani*, Anno II, n° 7, Settembre/Octobre.
- LUVERÀ, B., 1999, *I Confini dell'odio*, Roma, Editori Riuniti.
- MAGRIS, C., 1990, *Danube*, Gallimard.
- 2008, *Trieste, une identité de frontière*, Paris, Seuil.
- MAJOCCHI, A., "Developing a favourable business environment: lesson from the experience of Italian firms in the Region of Timișoara, Romania" in Conference on *Clusters of enterprises and the internationalisation of SMES: the case of the Romanian region of Timișoara*, 24 may 2004, Timișoara, Romania (background reports OECD).
- MARCUS, G. E., 1991, "Law in development in dynastic families among American business elites. The domestication of the capital and the capitalization of family", *Family Business Review*, vol. 4, n° 1, p. 75-111.
- 1998, "Ethnography in/of the world system: the emergence of multi-sited ethnography", *Ethnography Trough Thick and Thick*, Princeton, Princeton University Press : 79-104.
- 2005, "Producing Culture and Capital: Family Firms in Italy by Sylvia Junko Yanagisako", *American Ethnologist*, 32 (4) : 618-21.
- MARINI, D., 2003, *Nord-Est. Rapporto sulla società e l'economia*, Venezia, Marsilio.
- 2006, *Nord-Est. Rapporto sulla società e l'economia*, Venezia, Marsilio.
- MARINI, D., SILVIA, O., 2007, *Nord-Est. Rapporto sulla società e l'economia*, Venezia, Marsilio.

MASTROPAOLO, A., 2000, *Antipolitica. All'origine della crisi italiana*, Napoli, L'Ancora del Mediterraneo.

- 2005, *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica*, Torino, Bollati Boringhieri.

MOOREHEAD, C., 2006, *Cargaison humaine. La tragédie des réfugiés*, Paris, Albin Michel.

NEUMANN, V., 1996, *L'interculturalité au Banat*, Hestia, Timișoara.

PÉLISSIER, N., MARRIÉ, A., DESPRES, F., 1996, *La Roumanie contemporaine. Approches de la "transition"*, Paris, L'Harmattan.

PERULLI, P. (dir.), 1998, *Neoregionalismo*, Milano, Bollati Boringhieri.

PALIDDA, S., Palidda, S., 1999, "La criminalisation des migrants", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129 : 39-49.

- 2008, *Mobilità umane. Introduzione alla sociologia delle migrazioni*, Milano, Raffaello Cortina Editore.

PASOLINI, Pier P., 1993, *Écrits corsaires*, Flammarion.

PASQUALETTO, C., 2006, *Dialoghi sul Nordest*, Venezia, Marsilio.

POSSAMAI, P. (a cura di), 2007, *L'inguaribile riformista. Giorgio Lago e la parabola del Nordest. Grandi pagine di giornalismo dal 1996 al 2005* (introduzione di Ilvo Diamanti), Venezia, Marsilio.

POSSAMAI, P., GALAN, G., 2008, *Giancarlo Galan. Il Nordest sono io*, intervista di Paolo Possamai, prefazione di Giuseppe De Rita, Venezia, Marsilio Editori.

POULAIN, R., 2005, *La marchandisation des industries du sexe*, Montréal, Ed Imago.

RAMAZZINA, G., SOPRANO, M., 2005, *Nordex Fuori Mercato*, Verona, Editore Novarete.

REDINI, V., 2003, "Imprenditori transmigranti. Note etnografiche" in C. PAPA, G. PIZZA, F. M. ZERILLI (a cura di), *La ricerca antropologica in Romania. Prospettive storiche ed etnografiche*, Edizioni Scientifiche Italiane, Napoli, pp. 241-273.

- 2008, *Frontiere del "made in Italy". Delocalizzazione produttiva e identità delle merci*, Verona, Ombre corte.

REY, V., GROZA, O., IANOS, I., PATROESCU, M., 2007, *Atlas de la Roumanie*, Paris, La Documentation française.

ROSENAU, J., CZEMPIEL, E. O., 1992, *Governance without Government: Order and Change in World Politics*, Cambridge, University Press.

ROSA, F., 2006, *Sentieri dell'innovazione nel territorio. Dinamiche di sviluppo ed aggregazione : il caso Italia-Romania*, Udine, Forum edizioni.

ROSSI, A., CANDERELLO, A., 2004, *La governance dell'internazionalizzazione produttiva/Il Laboratorio*, Quaderni Formez, n°27.

- 2004, *La governance dell'internazionalizzazione produttiva/L'osservatorio*, Formez, n°28.

ROUDOMETOF, V., "Transnationalism, Cosmopolitanism and Glocalization", *Current Sociology*, January 2005, Vol. 53(1): 113-135.

RUSSELL HOCHSCHILD, A., 2002, *Global Woman: Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*, co-edited with Barbara Ehrenreich, Metropolitan Press.

- 2003, *The commercialization of Intimate Life: Notes from Home and Work*, University of California Press.

SACCHETTO, D., 2004, *Il Nordest e il suo Oriente. Migranti, capitali e azioni umanitarie*, Verona, Ombre corte.

SANTORO, S., 2005, *L'Italia e l'Europa orientale. Diplomazia culturale e propaganda 1918-1943*, Milano, Franco Angeli.

SAVIANO, R., 2006, *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*, Paris, Gallimard [compte rendu de lecture, *Sociétés politiques comparées*, n°3, mars 2008, <<<<http://www.fasopo.org>>>>].

SAVONA, M., SHIATTARELLA, R., 2004, "International relocation of production and the growth of services: the case of the "Made in Italy" industries in *Transnational Corporations*, XIII, 2.

SCAGNO, R., 1997, "Tra oblio e memoria: alcuni momenti dei rapporti culturali italo-romeni e dell'esilio romeno in Italia nel secondo dopoguerra, *Litterature di confine/ Littératures frontalières*, a. VII, n° 2, luglio-dicembre, p. 227-246.

SIGNORINI, L. F., OMICCIOLI, M., 2005, *Economie locali e competizione globale*, Bologna, Il Mulino.

SIMIONATO, M., 2000, *Fragole e dinamite. La (mia) lotta contro lo Stato*, Viterbo, Nuovi Equilibri.

SIMMEL, G., 2008, *Philosophie de l'Amour*, Paris, Rivages.

SPĂRIOSU, M., 2006, *Remapping knowledge: Intercultural Studies for a Global Age*, Berghahn Publishers: New York.

STEFANI, G., 2007, *Colonia per maschi. Italiani in Africa Orientale: una storia di genere*, Verona, Ombre Corte.

STELLA, G., 1996, *Schei. Dal boom alla rivolta: il mitico Nordest*, Milano, Baldini&Castoldi.

- 2003, *L'Orda. Quando gli Albanesi eravamo noi*, Milano, BUR.

STOLER, Ann L., 2002, *Carnal Knowledge and Imperial Power: Race and the Intimate in Colonial Rule*, University of California Press, Berkeley.

- 2006, *Haunted by Empire: Geographies of Intimacy in North American History*, New York, Paperback.

STRANGE, S., 1996, *The retreat of the State. The diffusion of Power in World Economy*, Cambridge: University Press.

TARRIUS, A., 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.

TATTARA, G., CORÒ, G, VOLPE, M., 2006, *Andarsene per continuare a crescere. La delocalizzazione internazionale come strategia competitiva*, Roma, Carocci.

TELLIA, B., 2008, *L'Arte della sconfitta. Come Illy ha perse le elezioni che doveva vincere*, Udine, Ribis.

TOFFANO, E., 2003 « Breve storia dell'autonomismo veneto [dalle origine al 2000] », *Raixe Venete*, <<www.raixevenete.net>> (page consulté le 7/01/2006).

TSERNIANSKI, M., 1986, *Migrations*, Paris, Julliard L'Age d'Homme.

VULTUR, S., 2001, "De l'Ouest à l'Est et de l'Est à l'Ouest : les avatars identitaires des Français du Banat, Texte présenté à la conférence d'histoire orale « Visible mais pas nombreuses : les circulations migratoires roumaines », Paris, 2001, <<http://www.memoria.ro/?location=view\_article&id=1641&1=fr>> (page consultée le 4/11/2008).

YANAGISAKO, S. J., 2005, *Producing Culture and Capital: Family Firms in Italy*, Princeton, Princeton University Press.

## Ouvrages de propagande

BOSSI, U., VIMERCATI, D., 1991, *La mia Lega, la mia vita*, Milano, Sperling & Kupfer.

- 1993, *La rivoluzione. La Lega : storia e idee*, Milano, Sperling & Kupfer.

TREMONTI, G., 2008, *La paura e l'esperanza. Europa : la crisi globale che si avvicina la via per superarla*, Milano, Mondadori.

## Filmographie

AHLUWALIA, Ashim, 2005, *John & Jane*, Future East Film, Bombay.

BELLOCCHIO, Marco, 1973, *Viol en première page [Sbatti il mostro in prima pagine]*.

CALABRIA, Esmeralda, D'AMBROSIO, Andrea, RUGIERO, Peppe, 2008, *Biutiful Cauntri*.

CRIALESE, Emmanuele, 2007, *Golden Door*, Memento Film.

ERCOLANI, Simona, FATTORI, Paolo, 2007, *La classe operaia va all'inferno*.

GARRONE, Matteo, 2008, *Gomorra*.

LIKATER, Richard, SCHLOSSER, Éric, 2006, *Fast Food Nation*.

LOACH, Ken, 2007, *It's a free world*.

SOAVI, Michele, 2006, *Arrivederci Amore, Ciao*.

SEIDL, Ulrich, 2007, *Import Export*, Solaris Distribution.

TOGNAZZI, Ricky, 2004, *Le jour du chien*, Cecchi Gori Home Video.

## Sitographie

<<http://firiweb.wordpress.com>> (*Forumul intelectualilor români din Italia*, forum des intellectuels roumains d'Italie créé en 2007 afin de favoriser le dialogue interculturel, la compréhension, le respect réciproque et l'amitié entre individu).

<<www.intercultural.ro>> (Institut Interculturel de Timișoara)

<<cciat.ro>> (Chambre de commerce de Timișoara)

<<www.informest.it>> (Informest S.p.A., Gorizia)

<<www.intereg.org/>> (International Institute for Ethnic-Group Rights and Regionalism)

<<http://www.isig.it>> (Istituto di sociologia internazionale di Gorizia, ONG italienne liée à l'ONU qui travaille sur les réalités transfrontalières)

<<http://investir-roumanie.com>> (portail français sur l'actualité économique et les opportunités d'affaires en Roumanie)

<<http://vsg.altervista.org/index.php>> (Veneto Senerissimo Governo. Organo della resistenza marciata : site des Sérénissimes, indépendantistes vénètes auteurs de l'« attentat » de la place Saint Marc)

<<http://www.novarete.it>> (textes critiques sur le Nord-Est).

<<http://hvim-france.hautetfort.com/ (HVIM, « *Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom* » ou Mouvement de Jeunesse des 64 Comtés).

<<<http://www.memoriabanatului.ro/>>>> (Fondation La Troisième Europe)

## Articles de presse

**BETTIN**, Gianfranco, “Nordest, le miserie del mito”, *Il Manifesto*, 20/11/2003.

**GALULLO**, Roberto, « I Casalesi sulla “ruota” di Bucarest », *Il Sole 24 Ore*, 22/11/ 2008.

**MAGRIS**, C., « Italiani, popolo in maschera. Tutti paurosi e trasformisti », *Corriere della Sera*, 15/09/1996.

« La forza della Terza Italia », *Il Sole 24 ore*, , 15/03/2005.

« Femmes à vendre. L’essor du trafic d’êtres humains », *Courrier international*, n° 917, du 29 mai au 4 juin 2008.

## Liste des Etudes et Recherches déjà parues

**La santé** : un enjeu vital pour l’Europe - Sébastien Guigner (décembre 2008).

**La réforme de la PAC au-delà de 2013** : une vision à plus long terme - Jean-Christophe Bureau et Louis-Pascal Mahé (décembre 2008).

**La présidence Tchèque du Conseil de l’UE** : contexte et priorités - Petr Drulák (décembre 2008).

**Les expérimentations sociales en Europe** : vers une palette plus complète et efficace de l’action communautaire en faveur de l’innovation sociale - Marjorie Jouen (novembre 2008).

**UE-ASEAN** : il faut être deux pour danser - David Camroux (juin 2008).

**L’économie politique de l’intégration régionale en Afrique australe** - Mills Soko (décembre 2007).

**Un élève prudent** : une vue de l’intérieur de la présidence slovène du Conseil de l’UE - Manja Klemenčič (décembre 2007).

**Une Europe ouverte dans un monde multipolaire** : l’expérience portugaise - Alvaro de Vasconcelos (octobre 2007).

**Power to the People** - Promoting Investment in Community-Owned and Micro-Scale Distributed Electricity Generation at the EU Level - Sheldon Welton (juin 2007).

**Intégration en Asie** : le cas de l’industrie automobile - Heribert Dieter (juin 2007).

**Financer l’Europe avec une véritable ressource propre** : le point su l’impôt européen - Jacques Le Cacheux (mai 2007).

**Le vin et l'Europe : métamorphoses d'une terre d'élection** - Aziliz Gouez, Boris Petric (avril 2007).

**L'Allemagne et l'Europe : nouvelle donne ou déjà vu ?** Ulrike Guérot (décembre 2006)

**L'Union fait la force : l'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud** - Alvaro Artigas (décembre 2006).

**L'impact des médias télévisés dans la campagne référendaire française de 2005** - Jacques Gerstlé (novembre 2006).

**Plan B : comment sauver la Constitution européenne** - Andrew Duff (octobre 2006).

**Une présidence de transition ? Une vision nationale de la seconde présidence finlandaise de l'Union européenne**, juillet-décembre 2006 - Teija Tiilikainen (juin 2006).

**Quelle Europe en 2020 ? Contributions libres de douze intellectuels des nouveaux Etats-membres** - Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant (mai 2006).

**Le système européen d'échange de quotas d'émission de CO2** - Coordonnée par Stephen Boucher en partenariat avec l'Université de Columbia (mai 2006).

**La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union** - Aziliz Gouez, Marjorie Jouen et Nadège Chambon (janvier 2006).

**Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est : occasions présentées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles** - Coordonnée par Heribert Dieter, avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgott et Pascal Lamy (janvier 2006).

**Un médiateur honnête : la présidence autrichienne de l'Union** - Sonja Puntischer-Riekman, Isabella Eiselt et Monika Mokre (décembre 2005).

**Constitution européenne et délibération : l'exemple des Focus Groups délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005** - Henri Monceau (novembre 2005).

**Le «non» Français du 29 mai 2005 : comprendre agir** - Gaëtane Ricard-Nihoul (octobre 2005).

**Pour un nouveau contrat social européen** - Marjorie Jouen et Catherine Palpant (septembre 2005).

**La présidence britannique de l'Union européenne placée sous le signe de l'efficacité** - Anand Menon et Paul Riseborough (juin 2005).

**Le budget européen : le poison du juste retour** - Jacques Le Cacheux (juin 2005).

**Vers un espace public européen ? les élections européennes de juin 2004** - Céline Belot et Brunon Cautrès (juin 2005).

**Pourquoi ils ont voulu l'Europe** - Jean-Louis Arnaud (mai 2005).

**La ratification et la révision du Traité établissant une Constitution pour l'Europe** - Henri Oberdorff (avril 2005).

**Le Luxembourg aux commandes : détermination, expérience et abnégation** - Mario Hirsch (décembre 2004).

**Moteur malgré tout : les relations franco-allemandes et l'Union européenne élargie** - Martin Koopman (novembre 2004).

**L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli** - Stephen Boucher, Diego Cattaneo, Juliette Ebelé, Benjamin Hobbs, Charlotte Laigle, Michele Poletto, Radoslaw Wegrzyn (octobre 2004).

**La présidence néerlandaise de l'Union européenne en 2004** - Mendeltje Van Keulen et Monica Sie Dhian Ho (juin 2004).

**Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires** - Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro (avril 2004).

**L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ?** - Franciszek Draus (février 2004).

**Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière** - Anand Menon (janvier 2004).

**L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004** - Brigid Laffan (décembre 2003).

**L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ?** - Timo Behr (novembre 2003).

**Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéenne** - Bénédicte Suzan (octobre 2003).

**L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003** - Roberto Di Quirico (juillet 2003).

**Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique** - Anand Menon et Jonathan Lipkin (mai 2003).

**Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre** - Kalypso Nicolaïdis et Paul Magnette (mai 2003).

**L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer** - Bérénice Picciotto (mai 2003).

**La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ?** - Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild (avril 2003).

**Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie** - Eric Philippart (mars 2003).

**La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003** - George Pagoulatos (décembre 2002).

**La question du gouvernement européen** - Jean-Louis Quermonne (décembre 2002).

Le Conseil européen - Philippe de Schoutheete et Helen Wallace (septembre 2002).  
 Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence - Søren Dosenrode (juin 2002)  
 Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale  
 candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001) -  
 Michal Illner (juin 2002).  
 Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole  
 en 2002 - Carlos Closa (décembre 2001).  
 La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode  
 d'avenir ? - Florence Deloche-Gaudez (décembre 2001).  
 L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen  
 inédit - Dusan Sidjanski (juillet 2001).  
 La présidence belge 2001 - Lieven de Winter et Huri Türsan (juin 2001).  
 Le débat suédois sur l'Europe - Olof Petersson (décembre 2000).  
 Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays  
 candidats d'Europe Centrale et Orientale - Franciszek Draus (novembre 2000)  
 Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la prési-  
 dence française - Jean-Louis Arnaud (juillet 2000).  
 Portugal 2000 : la voie européenne - Alvaro de Vasconcelos (janvier 2000).  
 Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne - Esa Stenberg (août 1999).  
 Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability - Axel  
 Krause (avril 1999).  
 Réussir l'Union Economique et Monétaire - Partenariat Notre Europe - Centro Europa  
 Ricerche (mars 1999).  
 Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni - Stephen George (octobre 1998).  
 Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain - Centre for European Reform, Lionel Barber  
 (avril 1998).  
 L'Europe sociale. Historique et état des lieux - Jean-Louis. Arnaud (juillet 1997).  
 Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ? - Françoise de la Serre et Helen  
 Wallace (septembre 97).  
 Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération - Pierre-Alain Muet  
 (avril 1997).

**Toutes nos publications sont disponibles sur notre site Internet : [www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu)**

## Mentions légales

*Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine  
de la citoyenneté européenne active.*



*La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des infor-  
mations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.*

*dépôt légal*

© Notre Europe, juillet 2009